

Supplément

Retrouvez l'actualité et toutes les offres immobilières



Athlétisme

Timothé Mumenthaler, champion d'Europe après des saisons de galère ●●● PAGE 15

Culture

Cirque au Sommet, dernier festival en date à tirer la prise en Suisse romande ●●● PAGE 17

Portrait

Marie s'infiltrer, la comédienne française qui a déclaré la guerre à la gène ●●● PAGE 18

«Le niveau de cybermenace est élevé»

BÜRGENSTOCK A quatre jours de la conférence sur la paix en Ukraine, les autorités se préparent à différentes cyberattaques contre la Suisse

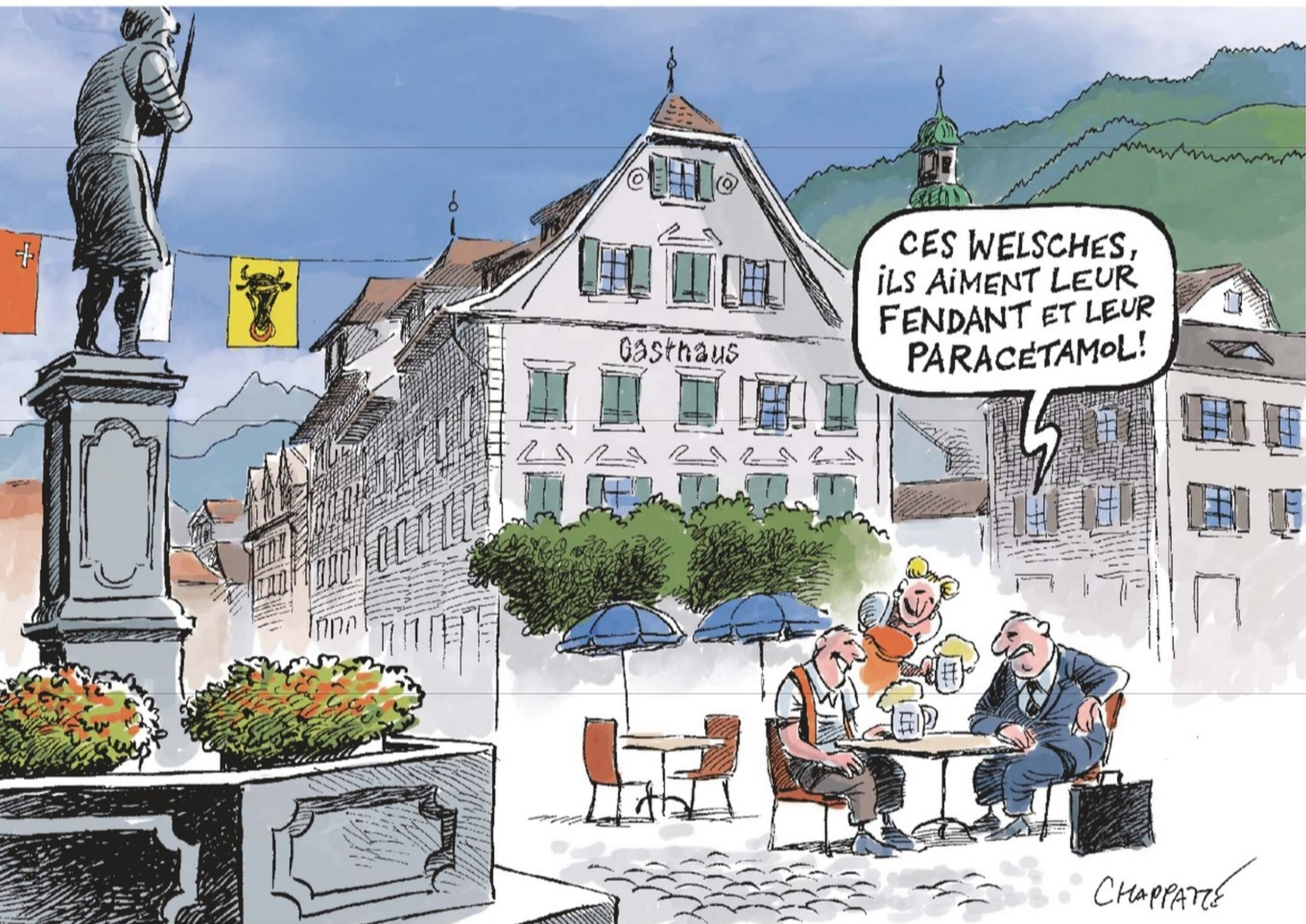
■ Il y a une année, après le discours de Volodymyr Zelensky devant le parlement, des hackers proches du Kremlin ont en effet visé plusieurs entités critiques

■ Les experts s'attendent à plusieurs types d'offensives, qui peuvent aller jusqu'au vol de données, dans le but de perturber le déroulement du sommet

■ De l'Office fédéral de la cybersécurité aux entreprises et administrations, le niveau de vigilance a été sensiblement relevé, en toute discrétion. Etat des lieux

●●● PAGE 6

Le Röstigraben, partie intégrante de l'identité helvétique



CULTURE POLITIQUE Dimanche, les votations ont révélé un fossé entre Romands et Alémaniques concernant l'initiative sur les primes. Une division qui trouverait ses racines dans la perception du rôle de l'Etat: les premiers se tournent vers lui pour remédier aux inégalités, les seconds prônent la responsabilité individuelle.

●●● PAGE 7

Ursula von der Leyen en quête d'alliés

UNION EUROPÉENNE Dimanche, la présidente de la Commission européenne avait lancé: «Nous avons gagné [...], les amis!» En effet, le Parti populaire européen, dont elle est vice-présidente, est arrivé en tête du scrutin avec 186 eurodéputés sur 720. Mais pour être reconduite à son poste, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE devront d'abord s'entendre sur sa nomination. Puis l'Allemande devra s'assurer de récolter plus de 361 voix au Parlement européen. Pour y parvenir, Ursula von der Leyen multiplie promesses et marchandages. ●●● PAGE 5

Déluge sur le pays

MÉTÉO Dimanche soir, de très fortes pluies ont touché la Suisse. Ces épisodes intenses se multiplient et s'intensifient avec le changement climatique

■ Avec l'humidité qui s'est installée, la menace du mildiou et d'autres maladies plane sur l'agriculture. «Le Temps» est allé à la rencontre de paysans touchés

●●● PAGE 9

ÉDITORIAL

Soleil ou atome? Le destin énergétique de la Suisse en deux textes

DAVID HAEBERLI
✉ @David_Haeberli

L'idée aurait pu figurer dans la loi qui a triomphé dans les urnes, dimanche dernier: chaque nouveau bâtiment doit couvrir son toit de panneaux photovoltaïques. L'âpreté des débats parlementaires en 2023, année électorale, avait finalement éjecté du texte final ce qui devrait pourtant tenir de l'évidence à l'heure du réchauffement climatique. Qu'à cela ne tienne, Les Vert-e-s, dans un esprit de recyclage qui leur sied, ont repris cet élément pour lancer, ce mardi, une initiative populaire. En appendice, les écologistes ont ajouté une obligation qui concerne les bâtiments existants, en accordant un délai jusqu'à 2050. Cette coercition aussi leur ressemble bien, ajouteront leurs adversaires.

Faire de la politique hors du parlement fédéral, à l'écoute de la population, de l'économie et des associations. C'est le pari que Lisa Mazzone s'était lancé lors de la campagne pour accéder à la présidence des Vert-e-s, au printemps dernier. Voilà son vœu exaucé avec cette initiative populaire.

A la Genevoise de démontrer que le débat sous la Coupole accuse du retard sur les citoyens. Le plébiscite de dimanche pour les énergies renouvelables devrait l'y aider.

L'autre enjeu de cette initiative tient de la philosophie politique. La majorité parlementaire n'aime pas les obligations. C'était vrai lors de la précédente législature et ça l'est encore plus depuis les élections d'octobre. Lors des deux dernières années, la production d'électricité issue du solaire a doublé en Suisse. C'est l'équivalent en kilowattheures de ce qui sortait d'un réacteur comme celui de Mühleberg avant sa fermeture. Un élan solaire existe dans le pays. Pourquoi diable vouloir obliger les citoyens à faire ce qu'ils font déjà, s'interrogent les plus libéraux?

A droite, aucun soutien à cette initiative ne se dessine. A peine connu le résultat du vote de dimanche sur les énergies renouvelables, l'UDC a trompé la nécessité de faire repartir la filière nucléaire, seule capable de combler les lacunes supposées de la combinaison entre hydraulique, solaire, éolien. On sait le conseiller fédéral UDC de l'énergie, Albert Rösti, partisan de l'atome. Au PLR, on voudra à minima prolonger la vie des centrales en activité. La Suisse a-t-elle un avenir atomique? Une initiative populaire veut revenir sur la sortie du nucléaire, votée en 2017. Elle devrait être soumise au peuple en 2026. Si elle aboutit, celle des Vert-e-s suivra peu après. L'issue de ces deux scrutins déterminera le destin énergétique de la Suisse. ●●● PAGE 6

Faire de la politique hors du parlement, c'est le pari de Lisa Mazzone

Virtuosité et excellence ont un prix!

MA PARTITION FÉDÉRALE

La tête et le corps de la France déconnectés

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



ESTELLE REVAZ
VIOLONCELLISTE, CONSEILLÈRE
NATIONALE (PS/GE)



PAUL ACKERMANN
CORRESPONDANT À PARIS

Certains pays ont de l'or, du gaz, du pétrole. La Suisse a la formation, la recherche, l'innovation. Depuis de nombreuses années, notre petit pays fait partie des leaders mondiaux en matière d'innovation. Ceci s'explique par un réseau de collaboration efficient, un excellent système éducatif, des investissements considérables et un environnement propice à l'esprit d'entreprise. Si nous pouvons être fiers de notre éclat, nous devons aussi avoir conscience que l'équilibre est fragile.

La pleine association de la Suisse aux programmes européens dans le domaine FRI (formation, recherche et innovation) a été remise en cause au moment où la Suisse a rompu les négociations autour de l'accord-cadre avec l'Union européenne en mai 2021. Les chercheurs et les chercheuses de notre pays ont par exemple été exclus du programme Horizon Europe. Cette exclusion pose des problèmes de financement, mais aussi de dynamique, de compétitivité et de rayonnement.

En effet, en plus d'être coûteuses, les mesures de compensation mises en place par la Confédération ne permettront jamais de rattraper l'attractivité d'un réseau international interconnecté à large échelle. Il est donc urgent pour la Suisse d'accélérer les négociations avec l'Union européenne et de se montrer pleinement collaborative.

Notre système de formation est performant, mais aussi imparfait. En Suisse, 800 000 personnes ont des problèmes pour lire et écrire. La moitié de ces gens ont été scolarisés dans notre pays. On peut facilement imaginer l'impact négatif de ces chiffres au niveau de la qualité de vie, de la cohésion sociale, de l'employabilité et bien sûr de la participation à la vie démocratique.

S'engager pour l'acquisition et le maintien des compétences de base chez les adultes paraît donc plus que nécessaire.

Notre pays souffre aussi actuellement d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée inquiétante. Investir dans la formation à tous les niveaux, en particulier dans la formation continue, semble donc aller de soi, surtout si l'on veut privilégier l'embauche indigène.

Le tissu FRI nécessite un certain volume d'investissement minimal pour continuer à être efficient. Au niveau fédéral, cette question est traitée tous les quatre ans dans le Message FRI. Pour la toute première fois, le Conseil fédéral a mis en consultation son Message (sorte de volumineux document programmatique). Avant la consultation, il jugeait nécessaire d'augmenter le budget de 2% en moyenne par rapport à la législature précédente.

A quelques exceptions près, les acteurs du paysage FRI suisse se sont montrés critiques et ont jugé les moyens insuffisants puisque cette «augmentation» ne suffisait même pas à compenser la hausse des prix. Les différentes institutions et associations ont d'ailleurs dressé une liste détaillée de ce qui serait laissé de côté si le Message était voté en l'état. Le coup de théâtre qui a

suivi interpelle. Non seulement le Conseil fédéral n'a pas donné suite à ces revendications, mais il a même proposé de réduire les moyens d'un demi-milliard de francs.

Les débats viennent de débiter au parlement fédéral. Faut-il répondre aux besoins du domaine FRI ou céder à la pression des finances fédérales? Préférons-nous avoir des finances immaculées et être les champions du monde du frein à l'endettement? Ou préférons-nous préserver notre plus grande richesse et être les champions olympiques de la FRI?

L'un assure une sensation de stabilité à court terme, l'autre une prospérité à long terme. Est-il possible de combiner les deux? Certainement, mais il faut alors faire d'autres choix politiques et d'autres pesées d'intérêts, car sans revoir le fonctionnement du frein à l'endettement inscrit dans la Constitution, on ne pourra pas tout avoir.

Aujourd'hui, le domaine FRI n'est malheureusement pas une priorité. On coupe, on sabre. Pour avoir bonne conscience, on se persuade que les acteurs pourront compenser en étant plus efficaces. Ça fait mal de voir que notre pays doit peu à peu céder le leadership sur des projets d'envergure internationale, ça fait mal de voir que nos établissements de recherche phares sont de plus en plus souvent distancés dans les classements internationaux.

La virtuosité, l'excellence, ça se mérite! Assurons-nous que la formation, la recherche et l'innovation reviennent au centre des priorités fédérales afin d'assurer un avenir prospère à notre pays. ■

Ma partition fédérale Retrouvez les chroniques de la violoncelliste et conseillère nationale PS Estelle Revaz sur www.letemps.ch

Plusieurs nouveaux élus au parlement fédéral prennent régulièrement la parole dans les colonnes du «Temps».

Toute la France? Non! Un village peuplé d'irréductibles Gaulois résiste encore et toujours à l'attraction du Rassemblement national (RN). Ce village, c'est Paris. Ou plutôt Paris et ses proches banlieues. Et ce n'est pas nécessairement rassurant pour l'état du débat politique dans l'Hexagone.

A l'origine de cette prise de conscience, une carte de France qui fait particulièrement causer en ce début de semaine. C'est celle, publiée par *Le Monde*, présentant les résultats des élections européennes par commune. Chaque ville ou village est ainsi affiché dans la couleur du parti qui y est sorti en tête des urnes ce dimanche. Le média de référence français a choisi pour le RN un marron peu ragoûtant, que l'on pourrait voir comme référence à la peste nazie et à ses chemises brunes. Une version alternative, adaptée aux daltoniens, est proposée, et l'extrême droite s'y affiche en bleu clair, ce qui rend l'effet moins dramatique mais ne change rien au constat.

Car la vraie leçon de cette carte, c'est que toute la France semble avoir mis l'extrême droite en tête, excepté, si on zoome, quelques petits îlots, notamment urbains, et... toute la capitale.

Paris et les banlieues qui la jouxtent se partagent effectivement entre macronistes et droite traditionnelle pour les quartiers chics, socialistes pour les arrondissements bobos et mélenchonistes pour les faubourgs populaires. Depuis 2019, la macronie a donc perdu l'ouest de la France, et la France voisine, frontalière de la Suisse, deux assez larges poches qui restaient fidèles à la ligne centriste et libérale du président. La gauche garde quant à elle quelques rares bastions mais ils sont isolés dans des océans lepénistes.

Le Monde note d'ailleurs que «le parti d'extrême droite assoit une domination territoriale qui ne bute plus désormais que sur les grandes villes». Et qu'à l'occasion de ces élections européennes «le RN n'a pas seulement renforcé sa prise sur des territoires déjà conquis, il a aussi opéré, ou assuré, des bascules dans des départements échappant jusque-là à sa pleine domination».

Quelles que soient les bonnes raisons de relativiser la signification réelle de cette carte (arriver en tête ne veut pas dire obtenir une majorité des voix, la taille des communes n'est pas proportionnelle à leur population...), un constat est indéniable: c'est le contraste entre Paris, d'une part, et ce qu'on appelle la France périphérique, voire tout le reste de la France, d'autre part. La déconnexion entre la tête et le corps du pays.

Cette île rose-orange-rouge au milieu du brun est effectivement celle depuis laquelle la France est dirigée, pensée, observée, par quasiment tous ses grands décideurs économiques, politiques, intellectuels, artistiques et médiatiques. Les grands groupes du CAC40 y sont installés, les grandes écoles qui forment les élites aussi, comme tous les grands médias nationaux. Comment s'étonner dès lors que l'intelligentsia française continue à ne pas comprendre le vote RN, continue à imposer des mesures qui le nourrissent et à se passionner pour des débats qui n'intéressent pas les Français, voire qui les braquent. Voilà peut-être qui explique aussi des décisions aussi discutables et incompréhensibles que celle de dissoudre l'Assemblée nationale au pire des moments. ■

La droite et la révolution silencieuse du pragmatisme

OPINION



RAPHAËL GRANDJEAN
CHEF D'ENTREPRISE, ANCIEN DÉPUTÉ
VERT LIBÉRAL NEUCHÂTOIS

Depuis près de trois décennies, je me consacre à l'essor de l'entreprise et de l'entrepreneuriat, animé par la conviction que chacun peut apporter une contribution significative à notre société. Je crois fermement que la politique est l'un des outils les plus puissants pour façonner notre destin commun.

En observant les résultats électoraux du Conseil communal de Neuchâtel, mi-mai, je formule le souhait pour les prochaines échéances électorales d'une nouvelle alliance entre les droites, unissant à la fois les courants conservateurs et progressistes. Cette alliance électorale garantira la stabilité tout en s'adaptant aux mutations de notre époque.

Nous avons besoin d'une droite consciente des impératifs environnementaux, mais guidée par un pragmatisme, face aux défis actuels, capable d'intégrer des principes sociaux et libéraux pour garantir la paix sociale, tout en valorisant la responsabilité et la

liberté individuelles. Cette union serait le fruit d'une collaboration étroite avec tous les partis de droite du canton. S'attendre, d'ailleurs, à ce que les Libéraux-Radicaux conservent leurs trois sièges sans alliance lors des prochaines élections cantonales relève de l'illusion plutôt que d'une perspective réaliste.

Par contraste, la gauche s'enlise dans des polémiques épuisantes, telles que le déboulonnage de statues, un féminisme dogmatique qui exaspère même nos filles, et l'illusion du wokisme à travers la culture d'annulation, s'éloignant ainsi, année après année, des pré-

occupations de la classe populaire.

Ces débats périphériques ont permis à l'UDC de renforcer son influence auprès des classes populaires, qui se sentent délaissées. Ne pas reconnaître la valeur de ce mouvement ou le critiquer constamment serait une erreur.

Il me paraît essentiel de saisir l'opportunité d'unir toutes les énergies constructives, créatrices de richesse pour le canton de Neuchâtel, afin de soutenir une république forte face à des défis majeurs tels que l'innovation technologique, la fluctuation des marchés mondiaux, l'exigence

de durabilité environnementale, et l'évolution des attentes envers nos produits à l'export. Tout cela dans un contexte d'incertitudes sociales, économiques et réglementaires à l'échelle mondiale.

La politique, tout comme la vie, est un art complexe d'équilibre et de compromis, où les convictions profondes doivent se mêler aux réalités fluctuantes du moment. C'est dans cette danse délicate entre idéaux et pragmatisme que se forge la capacité à dessiner un avenir harmonieux, reflet de nos aspirations collectives et de notre quête incessante de justice et de progrès. C'est une pratique qui requiert des alliances, des compromis et la capacité de mettre de côté les ego au profit du bien collectif.

En unissant leurs efforts, les droites renforceront leur influence, optimiseront l'utilisation de leurs ressources, élargiront leur base de soutien et élaboreront une stratégie solide face à la polarisation grandissante. Une opportunité politique majeure. ■

PUBLICITE



NOUVEAU Recevez 4 revues par an + notre newsletter d'actu matinale CHF 90.- seulement



heidi.news/abonnements



HEIDI.NEWS

Face aux victimes, l'évêché de Sion a péché

ABUS SEXUELS Les conclusions de l'audit externe mandaté par le diocèse sont limpides: les victimes ont reçu un accueil loin d'être adéquat. L'Eglise prend acte, fait son mea-culpa et met en place un plan d'action pour «bâtir un meilleur avenir»

GREGOIRE BAUR
X @GregBaur

La scène est étrange. Presque paradoxale. Assis devant un crucifix, l'évêque de Sion Jean-Marie Lovey fait un mea-culpa, reconnaissant, audit à l'appui, quel'accueil des victimes de prêtres abus-seurs a souffert de nombreux dysfonctionnements au sein du diocèse de Sion. Accrochés aux murs, les portraits de ses prédécesseurs semblent le regarder fixement. Certains d'entre eux ont couvert ces abus au lieu de les stopper en sanctionnant les auteurs. Que pensent-ils, de là où ils sont, de cet évêque qui espère un «changement profond», une «conversion des personnes, des structures, des institutions»? Le respectent-ils ou le jugent-ils?

«Un précieux instrument de travail»

Qu'elle semble loin, l'année 2020 et la pose d'une plaque commémorative dans une chapelle de Monthey par Jean-Marie Lovey, afin de ne pas oublier les victimes d'abus sexuels commis par des prêtres dans le canton. Aujourd'hui, les actes ne sont plus symboliques. L'évêque de Sion estime que le salut de l'Eglise passe par un changement radical. Sans lui, «on pourra multiplier les rapports, les audits, les missions, cela ne changera pas grand-chose. Il s'agit d'accepter qu'un autre nous convertisse et cet autre, le Christ Jésus, prend aussi le visage des victimes.» Longtemps déconsidérées pour protéger l'institution, elles doivent devenir la priorité de l'Eglise, lorsqu'elle s'attaque à la thématique des abus. Il s'agissait d'ailleurs de l'objectif premier de l'audit lancé en novembre dernier par Mgr Lovey, réalisé par le cabinet Vicario Consulting et présenté hier: donner la parole aux victimes.

«L'analyse d'un passé ne trouve son plein sens que si elle permet



Pour Mgr Jean-Marie Lovey. «L'analyse d'un passé ne trouve son plein sens que si elle permet de bâtir un avenir meilleur et plus ajusté». (SION, 11 JUIN 2024/LOUIS DASSELBORNE/KEYSTONE)

de bâtir un avenir meilleur et plus ajusté», a appuyé Mgr Lovey devant la presse. Précisant qu'il voit dans l'audit externe, en libre accès sur le site du diocèse, «un précieux instrument de travail». Un instrument concrétisé en un document d'une cinquantaine de pages, dressant un constat sans concession: les victimes de prêtres qui ont osé sortir de l'ombre ont pu être blessées par l'accueil qu'elles ont reçu au sein du diocèse.

Si l'auteur de l'audit, Stéphane Haeffliger, se refuse à faire des généralités, soulignant que les

conclusions de son rapport se limitent au «corpus microscopique» analysé (15 dossiers issus des archives et le témoignage de 29 personnes, dont 18 victimes ou proches de victimes), il reconnaît toutefois que ces conclusions «peuvent avoir des valeurs universelles». Car, comme d'autres, le diocèse de Sion n'a pas répondu aux besoins des personnes qui se sont ouvertes à lui. «Sur l'accueil humaniste, l'Eglise ne remplit pas les attentes», indique Stéphane Haeffliger.

Les victimes auditionnées jugent cet accueil intimidant,

déroutant, peu soutenant, laborieux ou encore fuyant. Des exemples, anonymisés dans le document, viennent appuyer ces dires. Il y a cette femme désirant porter plainte, qui s'est vue découragée par un ancien vicaire général avec des arguments étranges: «Tu viens de finir tes études universitaires; porter plainte va atteindre à ta réputation; ce sera lourd à porter.» Ou cette autre victime qui attendait de l'actuel vicaire général du Haut-Valais Richard Lehner qu'il lui demande pardon en tant que représentant de l'Eglise,

et qui se verra offrir en guise de réponse: «Je ne vois pas pourquoi je devrais vous demander pardon, car je ne suis pas responsable de ce qui s'est passé.»

Un plan d'action pour améliorer la situation

Richard Lehner n'est pas la cible de tous les griefs – et de loin pas. Mais il matérialise aujourd'hui les fautes commises par le diocèse des années durant, lui qui a été responsable du traitement des cas signalés entre 2015 et fin 2021. Si certaines victimes louent la qua-

lité de son accueil, de nombreux témoignages le tancent sur son «manque d'empathie», «sa non-capacité à entendre la souffrance de l'autre» ou encore «sa non-volonté perçue de défendre les victimes, mais plutôt de défendre l'Eglise». Ecarté de tous les organismes, instances et thématiques qui concernent les abus le temps de l'audit, Richard Lehner est officiellement dessaisi du dossier.

«Sur l'accueil humaniste, l'Eglise ne remplit pas les attentes»

STÉPHANE HAEFFLIGER, AUTEUR DE L'AUDIT SUR LA GESTION DES ABUS SEXUELS AU SEIN DU DIOCESE DE SION

Cette décision s'inscrit dans un plan d'action plus large. Il doit permettre au diocèse de mieux soutenir les victimes et les aiguiller auprès des institutions organisées; de mieux former les collaborateurs du diocèse à accueillir cette parole souffrante avec davantage de professionnalisme; d'améliorer les relations avec les associations de défense des victimes ou encore de vérifier la parfaite indépendance de la commission diocésaine consacrée aux abus. «Ce ne sont pas des promesses, ce plan d'action est déjà sur les rails», appuie Pierre-Yves Maillard, le vicaire général pour la partie francophone du diocèse. En guise de conclusion, au nom du diocèse, il présente à nouveau ses excuses aux victimes, leur demande pardon pour ses manquements et s'engage absolument à tout entreprendre pour que de telles situations ne se renouvellent plus jamais. Les victimes ne demandent qu'à le croire. ■

Un espoir au conditionnel

RÉACTIONS A l'heure du mea-culpa du diocèse de Sion quant à la gestion des abus sexuels en son sein, les victimes voient les prémices d'une nouvelle ère. Elles attendent que l'Eglise considère avec sérieux et humanité les personnes agressées

AGATHE SEPPEY
X @AgatheSeppey

C'est «un peu tard», mais elles acceptent les excuses. Parce que cette fois, elles ont l'impression que ces dernières sont le fruit d'une réelle prise de conscience. Marie-Madeleine Zufferey-Sudan et Manuella Lattion, vice-présidente et secrétaire du Groupe Sapec, portent la voix des victimes d'abus dans le cadre d'une relation d'autorité religieuse. Hier, elles étaient assises au fond de la salle dans laquelle le diocèse de Sion a fait son mea-culpa. A la suite d'un audit externe mandaté par ses soins, il a reconnu n'avoir «pas assez bien» reçu les victimes de violences sexuelles en son sein.

Pour les deux femmes, un vent nouveau commence à souffler. «Auparavant, on faisait des messes, on demandait pardon et on pensait que ça suffisait. Aujourd'hui, tout un plan de travail vise à améliorer la gestion de ces cas», note Manuella Lattion. Marie-Madeleine Zufferey-Sudan assure que le Groupe Sapec «sera derrière» pour suivre les nouvelles actions promises par le diocèse. Car des contacts réguliers avec les associations de défense des victimes sont désormais prévus.

«L'Eglise ne sera jamais sincère»

La vice-présidente de l'association relève aussi «la finesse et la sensibilité» dont fait preuve Pierre-Yves Maillard, vicaire général pour la partie francophone du diocèse et nouveau respon-

sable de la prévention des abus pour la région. «Il nous écoute, il essaie de comprendre les cas traités, de les faire avancer. Et ça, c'est tout nouveau. Un jour il m'a dit: «Les victimes ont toujours raison.» Cette posture devrait se répandre plus largement».

Pour Gérard Falcioni aussi, Pierre-Yves Maillard incarne l'espoir. Le Valaisan avait été l'un des premiers en Suisse romande à avoir osé dénoncer les actes pédo-criminels que lui a infligés le curé de son village, Bramois, dans les années 1960. «Je crois en la sincérité de Pierre-Yves Maillard. Certaines choses vont changer grâce à des prêtres honnêtes qui prennent tout cela à cœur.» Mais, quelques heures après la prise de parole de Mgr Lovey, l'homme estime que les choses avancent néanmoins «à pas de fourmi». Pour lui, l'Eglise doit «prendre sérieusement soin des victimes qui en auraient sérieusement besoin.» Et il sait de quoi il parle. Durant de longues années, Gérard Falcioni a recueilli les témoignages d'une septantaine de victimes, porté leurs combats et écrit plusieurs ouvrages sur les abus commis par le clergé. Difficile donc de ne pas être sévère au moment de réagir aux annonces du diocèse. «L'Eglise ne sera jamais sincère, elle peut mentir à volonté puisqu'elle n'a qu'à prier un Notre Père et un Je vous salue Marie pour se blanchir», lance-t-il au bout du fil.

L'homme, qui a d'ailleurs témoigné dans le cadre de l'audit, pense que le diocèse a mené un certain exercice de communication devant la presse, mais que «rien de vrai ne sortira des évêchés». Et d'ajouter: «La vérité est tellement insoutenable qu'on ne pourra jamais la laisser jaillir totalement. Au diocèse, certains ne peuvent même pas imaginer l'ampleur du problème.» Reste qu'en ce jour de repentir pour l'Eglise, Gérard Falcioni a le sentiment qu'au moins, il ne se sera pas «battu pour rien». ■

MAIS ENCORE

Un audit en libre accès

Le diocèse de Sion n'a rien à cacher. Il a décidé de publier sur son site internet l'audit réalisé par le cabinet Vicario Consulting. «C'est un signe de transparence et de vérité», assure Pierre-Yves Maillard, le vicaire général de la partie francophone du diocèse. Du côté des associations de victimes, on salue la démarche, estimant qu'il s'agit d'un gage de confiance. (LT)

Les réformés s'en remettent à Berne

FRONDE A Neuchâtel, après des débats passionnés, les délégués des Eglises réformées de Suisse ont décidé hier de contredire le projet d'enquête soumis par leur exécutif

LUCAS VUILLEUMIER (PROTESTINFO)

Les réformés de Suisse ont voté. Hier à Neuchâtel, au terme d'un débat sous haute tension qui avait débuté la veille, les délégués de l'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS) ont décidé que l'enquête sur les abus dans l'ensemble de la population devra être lancée par la Confédération.

Menée par 13 Eglises alémaniques réunies en coalition, dont les Eglises appenzelloise, zurichoise et lucernoise, la fronde qui s'opposait au projet proposé par le Conseil de l'EERS (exécutif) l'a emporté sur la contre-proposition vaudoise, qui faisait office de «voie du milieu». Pour rappel, la proposition soumise au vote des délégués consistait en un large sondage sur la population suisse pour un coût estimé à 1,6 million de francs. S'y ajoutait l'élaboration d'un service de contact national externe, que la variante retenue ne déboulonne toutefois pas.

«Un examen de conscience global»

«Le Conseil de l'EERS s'engage auprès de la Confédération pour la réalisation d'une étude sur les abus dans l'ensemble de la société», formule ainsi l'amendement qui a gagné. «Si notre Eglise se charge de cette étude, nous n'aurons pas de recul», défendait à la tribune Esther Straub, présidente de l'Eglise réformée zurichoise. «L'abus sexuel doit être étudié par toute la société dans un grand examen de conscience global.» «Notre idée comprend tout de même la réalisation d'une petite enquête interne, à diligenter très rapidement, sur la base d'inter-

views», précisait également Lilian Bachmann, présidente de l'Eglise réformée lucernoise. Mais la proposition alémanique n'était pas la seule à contrer le Conseil. D'autres amendements, principalement soutenus par les Romands, étaient proposés par l'Eglise évangélique réformée du canton de Vaud (EERV), qui voulait repousser l'étude dite «en population générale» du Conseil. Anne Abruzzi, présidente des réformés vaudois, demandait ainsi la constitution d'une «commission consultative» et un «rapport complémentaire» contenant notamment un «calendrier des démarches», «un avis juridique concernant le type d'enquête à mettre en place» ou encore «un justificatif du coût de l'étude».

Pas réaliste

Au final, le projet retenu pose des questions de faisabilité. Le chercheur de l'Université de Lucerne, Anastas Odermatt, qui a imaginé l'étude que proposait le Conseil, estime que «cela n'est pas réaliste. La Confédération va arguer de la séparation entre Eglises et Etat si on lui confie pareille enquête». Pour certains, la déception est grande. La déléguée vaudoise Aude Collaud, pasteure et aumônière jeunesse, est amère: «Les atteintes à l'intégrité sexuelle ou spirituelle sont nombreuses dans l'Eglise. Avec cette décision, le Synode de l'EERS a choisi de ne pas investir dans la recherche de la vérité.»

Rita Famos, la présidente de l'EERS, s'est dite toutefois satisfaite par l'option retenue: «L'EERS condamne les abus et les Eglises membres vont continuer à renforcer leurs propres systèmes de protection contre ces derniers. Et nous donnerons l'impulsion voulue à la Confédération afin qu'elle réalise une enquête sur la société tout entière.» ■

Les alliances déchirent la droite française

LÉGISLATIVES Face à l'urgence, ce début de semaine est marqué par d'intenses négociations afin de définir les groupes qui se présenteront aux votations du 30 juin. Le patron des Républicains a par exemple souhaité un accord avec le Rassemblement national – contre l'avis de ses cadres

PAUL ACKERMANN, PARIS
X @paulac

Le temps presse car le compte à rebours pour former des alliances est très court: toutes les candidatures devront être déposées dimanche à 18h. Les trois pôles du paysage politique français se précisent donc heure par heure en vue des élections législatives convoquées par Emmanuel Macron pour le 30 juin (premier tour). Et cette recomposition ne se fait pas sans drames, dont certains à dimension historique. Tour d'horizon.

Hier après-midi, Emmanuel Macron devait présenter lui-même le programme de son camp en conférence de presse. Le rendez-vous a été repoussé d'un jour, peut-être au vu des annonces des autres partis. Cette prise de parole d'un quasi président candidat sera l'occasion d'y voir plus clair sur le plan de son camp pour sortir la tête de l'eau après sa plongée lors des européennes où il n'a réuni que 15% des voix.

Du côté des macronistes, si on appelle à une coalition de toutes les forces du «champ républicain» (hors Rassemblement national et France insoumise, donc), aucun signe concret n'est donné pour l'instant sur des moyens d'avancer vers la construction de ce pôle. Le camp présidentiel peut à peine se rassurer du fait que l'ancien premier ministre de centre droit Edouard

Philippe est sorti du bois pour appeler toutes les forces politiques du «bloc central» à constituer une «nouvelle majorité», sans insister sur l'alliance présidentielle actuelle dont il fait partie. Dans ce bloc central, l'allié historique d'Emmanuel Macron, de plus en plus indépendant, voit certains socialistes mais surtout, la droite traditionnelle de son ancien parti, Les Républicains (7% aux européennes). Une offre que ces derniers ont déjà refusée à de nombreuses reprises mais que certains d'entre eux pourraient reconsidérer au vu du tremblement de terre qui s'est joué à droite hier.

Marine Le Pen recrute chez Les Républicains

Les mêmes LR étaient effectivement aussi courtisés par le Rassemblement national, en position de force à la suite de son écrasante victoire aux européennes avec 31% des voix. Le président du RN et candidat désigné au poste de premier ministre, Jordan Bardella, a assuré à plusieurs reprises qu'il allait soutenir certains candidats LR au premier tour de ces législatives. Marine Le Pen elle-même appelait à «faire le rassemblement». Et le président des Républicains, Eric Ciotti, a annoncé hier à la mi-journée qu'il acceptait cette main tendue et qu'il pensait qu'«une alliance» devait voir le jour entre le parti de la droite traditionnelle, héri-



Le président des Républicains Eric Ciotti (au centre) a annoncé hier que la droite avait «besoin d'une alliance» pour les législatives du 30 juin avec le Rassemblement national. (PARIS, 11 JUIN 2024/GEOFFROY VAN DER HASSELT/AFP)

tière de Charles de Gaulle et de Jacques Chirac, et le parti lepéniste. Un tabou historique et symbolique qui saute, celui du barrage républicain ou du «cordon sanitaire» contre l'extrême droite. Une grande étape dans la banalisation de ce camp.

Au 20 heures de France 2, Jordan Bardella a confirmé cet accord concernant plusieurs dizaines de députés LR investis ou soutenus par le RN, selon lui.

Plus tôt, la plupart des leaders et sénateurs LR avaient pourtant fait savoir qu'ils tenaient mordicus à leur indépendance. Le président LR des Hauts-de-France Xavier Bertrand avait affirmé que «l'ADN de la droite républicaine, c'est jamais les extrêmes, jamais le Front national, jamais Marine Le Pen». C'est donc vers un déchirement de ce camp que l'on se dirige. Le très influent président LR du Sénat Gérard Larcher a d'ores et déjà assuré qu'il n'avaliserait jamais un accord avec le RN et demandé la démission d'Eric Ciotti, tout comme le patron des députés LR, Olivier Marleix. Plus proche de la Suisse, Virginie Duby-Muller, députée LR sortante de Haute-Sa-

voie a affirmé par communiqué que «jamais, jamais, jamais» elle ne transigerait avec le passé de son parti «pour un futur électoral hypothétique avec le RN», dont les propositions «sont incompatibles avec les valeurs d'une droite humaniste».

Un tabou historique et symbolique saute, celui du barrage républicain ou du «cordon sanitaire» contre l'extrême droite

Plus à droite, Marion Maréchal, la petite-fille de Jean-Marie Le Pen, a tout fait quant à elle pour ramener la sphère zemmouriste de Reconquête (6% aux européennes), à laquelle elle appartient, dans le giron de cette alliance de la droite dure. La mésentente entre Eric Zem-

mour et Marine Le Pen semble cependant avoir eu raison d'une fusion de ces forces. La nièce de la patronne du RN a en tout cas affirmé dans un communiqué hier soir que Jordan Bardella lui avait finalement donné une fin de non-recevoir.

Un accord se dessine à gauche

«Nous l'avons fait! Nous avons réussi à nous mettre d'accord!» Tard lundi soir, l'annonce a été réservée à Marine Tondelier, secrétaire nationale des écologistes, à la sortie d'une réunion au quartier général parisien de son parti avec les socialistes, les communistes ainsi que les mélenchonistes de La France insoumise (LFI). Des partis dont les scores additionnés aux européennes dépassent tout juste les 30%. Un communiqué commun a été publié, dans lequel les signataires s'engagent à constituer un nouveau «front populaire», en référence à celui de 1936, et à soutenir des candidatures uniques de la gauche dès le premier tour de ces élections.

Reste à définir sur quelle ligne. Et c'est là que le bât blesse.

Raphaël Glucksmann, l'intellectuel parisien social-démocrate qui a mené la liste socialiste au sommet de la gauche aux élections européennes, a posé des conditions drastiques à son soutien. Si son petit parti allié au PS, Place publique, a cosigné le communiqué, la nouvelle star du centre gauche affirme qu'elle refuse de suivre le mouvement si cela se fait sur une ligne même vaguement mélenchoniste.

Aux dernières élections législatives, Jean-Luc Mélenchon, surfant sur la vague de son succès à la présidentielle, avait été clairement désigné comme le premier ministre que la gauche, devenue plus radicale, se choisirait. Raphaël Glucksmann, lui, préférerait cette fois l'ex-chef du syndicat modéré CFDT, Laurent Berger. La participation de Place publique est donc clairement fragile. Côté Insoumis, très violemment critiques des socialistes ces dernières semaines, les attaques ont été mises en sourdine. Et c'est François Ruffin, populaire journaliste non aligné sur Jean-Luc Mélenchon, qui a pris l'initiative de ce nouveau «Front populaire» dans ce parti. ■

L'Organisation internationale du travail, théâtre du conflit russo-ukrainien

GENÈVE INTERNATIONALE Les syndicats ont élu leurs représentants au conseil d'administration de l'agence onusienne. L'Ukraine obtient pour la première fois un poste, la Russie évite de justesse une humiliation

FREDERIC KOLLER
X @frederickoller

Lundi, le candidat russe au conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour le compte des syndicats a obtenu 65 votes sur les 126 participants au scrutin. Il devait en obtenir 64 pour être élu. A l'annonce du résultat, des clameurs se font entendre dans la salle. C'est la stupeur.

Pour la première fois dans l'histoire de l'organisation, un candidat aurait pu passer à la trappe. Le nombre des candidats, sur la base d'un accord préalable, correspond au nombre de postes à repourvoir. Ils sont habituellement élus avec une centaine de voix ou sans opposition lors d'un scrutin à bulletins secrets. «Je ne sais pas ce que l'on aurait fait, explique Luca Cirigliano, membre

du collège électoral en tant que représentant de l'Union syndicale suisse. Ce scénario n'était pas du tout prévu par le collège électoral.»

L'OIT, dont le siège est à Genève, renouvelle cette semaine ses instances dirigeantes qui ont la particularité d'être tripartites, avec des représentants des États, des employeurs et des employés.

«Le faible résultat du candidat russe montre qu'il y a de moins en moins de soutien aux va-t-en-guerre»

VASYL ANDREYEV, SYNDICALISTE UKRAINIEN

Un processus qui met en lumière les tensions géopolitiques. La Confédération syndicale internationale, qui est l'organe représentatif des travailleurs, n'inclut pas la Chine et a suspendu la Russie à

la suite de l'agression de l'Ukraine. Deux pays qui sont pourtant réputés exercer un important travail de lobbying au sein de cette organisation. Deux places «vacantes» leur avaient ainsi été réservées sous la pression des syndicats du Sud.

Représentant d'un syndicat (le FNPR) qui s'est prononcé en faveur de l'«opération militaire spéciale» de Vladimir Poutine et qui participe à l'occupation de territoires ukrainiens, Alexey Zharkov est membre du conseil d'administration de l'OIT depuis 2017. «Au vu de la campagne sans précédent dont il a été la cible, nous sommes satisfaits de son résultat, réagit Alexander Pchelyakov, porte-parole de la mission russe auprès des Nations unies à Genève. C'est un membre très compétent et expérimenté du groupe des travailleurs.»

Avec 88 voix, le candidat chinois, autre surprise, est lui aussi l'un des plus mal élus d'un organe qui comprend 14 titulaires, 19 adjoints et 19 suppléants.

C'est l'un de ces 19 postes de suppléants auquel a pour sa part été nommé le syndicaliste ukrainien Vasyi Andreyev. Un

vote, celui-là, qui s'est fait par consensus, aucune opposition ne s'étant exprimée. C'est la première fois qu'un Ukrainien rejoint le conseil d'administration des travailleurs. «C'est une grande promotion, réagit l'intéressé. Et aussi une responsabilité nouvelle pour nous.» Il nourrit toutefois un regret: celui de ne pas s'être présenté au poste vacant d'adjoint pour faire barrage au syndicaliste russe. «C'est notre faute, explique-t-il, nous n'avons pas osé le faire.»

«La diplomatie du chéquier n'a pas fonctionné»

Pourquoi? Parce que les dirigeants de la Confédération syndicale internationale ont fait comprendre aux Ukrainiens qu'ils n'auraient aucune chance en raison du soutien du «Sud global» à la Russie et qu'il valait mieux «ne pas rompre la solidarité internationale». «C'était prendre le risque de perdre dans un vote de blocs.» Selon plusieurs sources, la Russie et la Chine ont effectivement mené une campagne active en faveur de leurs candidats en mobilisant le Sud, en particulier à travers l'organi-

sation des BRICS+, avec un argumentaire se fondant sur l'anticolonialisme. «On nous disait qu'il y aurait un vote du Sud global contre le Nord global, poursuit Vasyi Andreyev. La réalité est différente. Le faible résultat du candidat russe montre qu'il y a de moins en moins de soutien aux va-t-en-guerre.» Le score russe surtout, mais aussi le chinois sont une immense gifle, renchérit Luca Cirigliano. Cela démontre que la diplomatie du chéquier, pratiquée par Moscou et Pékin, n'a pas fonctionné. C'est un très bon signe pour l'OIT et le syndicalisme international.

La Confédération syndicale internationale «continuera sa politique de non-collaboration avec le FNPR, conformément à la résolution prise par le conseil d'administration de l'OIT de mars 2022», indique son porte-parole Philippe Gousenbourger. Ce dernier écrit au *Temps* que, contrairement aux craintes exprimées par des syndicalistes européens, Luc Triangle, son secrétaire général, «ne participera pas au forum syndical des BRICS qui aura lieu en Russie en septembre prochain». ■

Ursula von der Leyen à l'heure des choix

EUROPE Sortie renforcée des élections avec son groupe, le PPE, qui remporte des sièges supplémentaires, la présidente de la Commission devrait obtenir un second mandat. Mais tous les feux ne sont pas au vert. Elle cherche des alliés

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES
✉ @vdegraffenried

En prenant sa calculatrice, Ursula von der Leyen a en principe de quoi être rassurée. D'ailleurs, dimanche soir, elle avait le sourire aux lèvres: «Nous avons gagné les élections européennes, les amis!», s'était-elle exclamée, fière du score du Parti populaire européen (PPE), dont elle est vice-présidente. Reste que sa réélection à la tête de la présidence de la Commission européenne, pour un nouveau mandat de cinq ans, n'est de loin pas gravée dans le marbre.

L'inconnue des votes à bulletins secrets

L'Allemande doit d'abord franchir deux obstacles. C'est lors d'un sommet du Conseil européen à Bruxelles, les 27 et 28 juin, que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE doivent d'abord s'entendre sur sa nomination. Une réunion informelle des Vingt-Sept aura déjà lieu le 17 juin et abordera ce point.

Le PPE étant le principal groupe du Parlement, sa candidature est plus que légitime et quasi assurée d'une victoire. Une règle non écrite prévoit que la fonction revient en principe au vainqueur des élections. Sauf que plusieurs leaders européens se sont pour l'instant abstenus de lui apporter officiellement leur soutien. C'est le cas notamment du président français Emmanuel Macron, qui pourrait pencher pour l'Italien Mario Draghi, ancien patron de la Banque centrale européenne (BCE) et ex-président du Conseil italien.

Mais également de la première ministre italienne Giorgia Meloni, malgré les œillades appuyées qu'elle reçoit. Des soutiens, ça se négocie. Le chancelier allemand Olaf Scholz a lui aussi conditionné son appui. Et affirmé qu'elle n'aura pas sa voix si elle continue à se rapprocher de l'extrême droite. Il est cependant sorti affaibli du scrutin du 9 juin, son parti ayant perdu des sièges au profit de la CDU d'Ursula von der Leyen et s'étant fait dépasser par le parti d'extrême droite AfD. Tout comme Emmanuel Macron, contraint, face au succès du RN, de dissoudre l'Assemblée nationale.

Ces hésitations auraient-elles de quoi faire vaciller Ursula von der Leyen? Pas forcément. Il ne

s'agit pour l'instant pas d'une opposition frontale. Douze des 27 membres du Conseil européen sont par ailleurs issus du PPE et la présidente de la Commission est depuis des mois en campagne, à sillonner toute l'Europe pour convaincre les chefs d'Etat et de gouvernement. Elle aura l'occasion d'approcher de nouveau les leaders français, allemand et italien lors du sommet du G7, qui se tient du 13 au 15 juin en Italie.

L'étape suivante est celle du Parlement européen, qui devra ratifier la nomination, à partir du 16 juillet ou en septembre. Et c'est là que l'affaire se corse. En 2019, elle n'avait été élue que grâce à neuf voix de différence. L'Allemande, parfois qualifiée de

crispante et d'autoritaire, mais qui a su mener sa barque à travers une série de crises, a ses détracteurs.

Sur les 720 eurodéputés, elle pourrait en théorie profiter des voix de la «grande coalition» qui l'a élue en 2019, soit 186 du PPE, 135 de S&D (sociaux-démocrates) et 79 de Renew Europe (libéraux). Cela ferait, à ce stade, 400 voix, bien au-dessus de la majorité requise (361 voix). Les Verts sont également prêts à la soutenir. Mais les votes à bulletins secrets peuvent réserver des surprises. Les défections sont un autre danger.

Il y a cinq ans, l'Allemande n'avait d'ailleurs obtenu que 383 voix alors que les députés des trois premiers groupes



«Nous avons gagné les élections européennes, les amis!»

URSULA VON DER LEYEN, PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

étaient au nombre de 440 et que les Verts avaient appelé à voter pour elle. C'est en partie parce qu'elle n'était pas le choix premier du PPE, qui avait Manfred Weber comme *Spitzenkandidat*. Emmanuel Macron s'y était opposé, lui préférant l'Allemande, et a su imposer, avec le premier ministre hongrois Viktor Orban, son choix aux autres chefs d'Etat et de gouvernement.

«Dérive technocratique» critiquée

C'est bien son sort au Parlement qu'Ursula von der Leyen semble craindre le plus. Au sein même de son groupe, Les Républicains français (LR) ont d'ailleurs déjà annoncé qu'ils ne la

soutiendront pas. Le parti s'est fendu d'une lettre cinglante en avril, avant son intronisation comme candidate officielle au congrès de Bucarest, pour notamment dénoncer son bilan en matière de questions agricoles, son incapacité à contrôler des «migrations de masse» ou encore sa «dérive technocratique».

Voilà pourquoi elle tend par exemple la main au groupe des Conservateurs et réformistes européens (ECR), et notamment à la première ministre italienne Giorgia Meloni, à la tête de Fratelli d'Italia. Une main tendue qui lui a valu de vives critiques. Et qui représente un danger: celui de braquer ses soutiens habituels. L'Allemande rétro-pédale d'ailleurs un peu ces jours et veut d'abord se concentrer sur son groupe, les sociaux-démocrates et les libéraux. Elle l'a affirmé dimanche, soulignant vouloir prendre rapidement contact «avec les deux grandes familles politiques du S&D et de Renew pour bâtir une majorité constructive». Chercher le soutien des Verts pourrait aussi braquer des conservateurs de son groupe, qui fustigent son Pacte vert.

L'Allemagne coupée en deux électoralement

SCISSION Trente-cinq ans après la chute du mur de Berlin, les différences de comportements électoraux entre l'est et l'ouest du pays se confirment et inquiètent

DELPHINE NERBOLLIÉ, BERLIN

Une partie noire, l'autre bleue, et par-ci par-là, une tache verte ou rouge: voici la carte de l'Allemagne à l'issue des élections européennes du 9 juin. Le noir est la couleur des chrétiens-démocrates (CDU/CSU) arrivés en tête dans l'ouest du pays, du nord au sud. Le bleu est la couleur du parti d'extrême droite, Alternative pour l'Allemagne (AfD). Fondée en 2013, cette formation s'impose comme principale force politique avec près de 30% des suffrages dans quatre des cinq nouveaux Bundesländer intégrés à l'Allemagne en 1990, après la chute du mur de Berlin. Quant aux petites taches rouges et vertes, elles concernent les bastions sociaux-démocrates et écologistes des villes-Etats de Brême et Hambourg. La capitale Berlin est, elle, à l'image du pays: du noir à l'ouest, un centre vert et une banlieue bleue à l'est.

«Un acte de protestation contre l'Ouest»

Cette division flagrante des régions de l'Allemagne a créé un choc dans le pays, même si l'influence de l'extrême droite dans l'est était attendue. Les élections communales qui y ont eu lieu le 9 juin, en même temps que le scrutin européen, ont confirmé l'ancrage local d'une AfD toutefois bloquée aux portes du pouvoir par divers fronts républicains. Les élections régionales de septembre en Thuringe, en Saxe et dans le Brandebourg seront les prochains tests grandeur nature pour ce parti et ses concurrents politiques. En attendant, l'image d'une Allemagne électoralement coupée en deux, suivant

l'ancienne frontière entre la RDA et la RFA, inquiète alors que le pays s'apprête à célébrer les 35 ans de la chute du Mur, en novembre. Ce mardi, le quotidien *Süddeutsche Zeitung* titrait sur un «pays divisé». «Trente-cinq ans après la chute du Mur, nous avons toujours deux sociétés socialisées différemment, deux cultures politiques différentes», constate le politologue Tilman Mayer de l'Université de Bonn.

«À l'Est, les changements structurels vécus dans les années 1990 comme le chômage et le départ des jeunes à l'Ouest continuent d'avoir des effets. Les attentes après la réunification y étaient et restent très fortes, les déceptions le sont aussi devenues. Cela se reflète dans les urnes avec ce soutien pour l'AfD qui ressemble à un geste de revanche. Un vote qui représente en partie un acte de protestation contre l'Ouest», analyse ce politologue.

«L'empreinte de la RDA, les choix de la réunification et le poids des années de transformation sont trop forts»

STEFFEN MAU, SOCIOLOGUE DE L'UNIVERSITÉ HUMBOLDT DE BERLIN

Dans les pages du magazine *Der Spiegel*, le sociologue Steffen Mau, de l'Université Humboldt de Berlin, évoque de son côté une «frontière fantôme», tandis que la journaliste Jessy Wellmer parle d'«un nouvel éloignement». Certes, trois décennies de réunification ont permis une mise

à niveau économique des ex-régions communistes mais, selon Steffen Rau, «il ne faut plus attendre de rapprochement entre l'Est et l'Ouest». Et d'expliquer: «L'Est ne se transformera pas davantage en l'Ouest: l'empreinte de la RDA, les choix de la réunification et le poids des années de transformation sont trop forts.»

Unification 2.0

Dans ce contexte, certains, à l'image d'Hendrik Wüst, proposent de changer de paradigme. Le ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, grande région de l'ouest du pays, propose cette semaine «un traité d'unification 2.0» pour «mieux rapprocher les gens» et créer «de la confiance et une cohésion plus fortes entre l'Est et l'Ouest». Cela passerait par une série de projets, tels que des «échanges pour les jeunes, comme nous le connaissons dans les jumelages de villes européennes», propose ce chrétien-démocrate, qui a l'impression que «de nombreuses personnes de Rhénanie-du-Nord-Westphalie ne sont encore jamais allées dans les nouveaux Länder». «Certains connaissent mieux Majorque que la Saxe ou la Thuringe», déplore-t-il.

Le politologue Tilman Mayer le confirme: «Le rapprochement économique a atteint un tel niveau qu'il ne peut que ralentir. En revanche, le rapprochement dans les têtes doit absolument se poursuivre, pas seulement chez les Allemands de l'Est mais aussi, et peut-être surtout, chez ceux de l'Ouest», estime-t-il. Pas sûr toutefois que la très forte influence de l'extrême droite dans les nouveaux Bundesländer, si elle devait se confirmer en septembre, facilite cette démarche. Depuis des mois, les représentants des milieux économiques de l'Est avertissent des conséquences négatives, et déjà perceptibles, de la montée de l'extrême droite sur l'attractivité de leurs régions. ■

Marchandages et promesses frénétiques

Ursula von der Leyen doit donc minutieusement peser chacun de ses choix et se lancer dans des promesses et marchandages frénétiques, en tenant compte des résultats de dimanche. La calculatrice chauffe. Elle doit aussi négocier avec les nouveaux partis qui font leur apparition au Parlement, comme le Tisza hongrois, incarné par Peter Magyar, un ex du Fidesz qui tire désormais à boulets rouges sur Viktor Orban.

Elle a très clairement exprimé ses lignes rouges: pas question de pactiser avec les «amis de Poutine» et les «populistes, extrémistes et démagogues» qui veulent «affaiblir, détruire et ruiner notre Europe». Elle est prête à négocier avec toutes les formations qui affichent des convictions pro-européennes, pro-Ukraine et pro-Etat de droit. Et si elle a courtisé Giorgia Meloni, c'est bien parce que cette dernière défend ces valeurs, a-t-elle fait savoir en déclenchant l'ire de la gauche. Mais dimanche, Ursula von der Leyen s'est bien abstenue de prononcer son nom. ■

La condamnation de Hunter, un nouveau coup dur pour Biden

ÉTATS-UNIS Un jury du Delaware a reconnu le fils du président coupable de détention illégale d'arme à feu et d'avoir menti en cachant sa toxicodépendance. La décision n'arrange pas les affaires électorales de l'homme d'Etat américain, mais prouve l'indépendance de la justice

STÉPHANE BUSSARD
✉ @StephaneBussard

Ce n'est pas une bonne nouvelle pour Joe Biden, candidat à sa réélection à la Maison-Blanche le 5 novembre prochain. Et c'est une première pour le fils d'un président américain en exercice. A Wilmington, dans l'Etat du Delaware, un jury fédéral de 12 personnes a reconnu Hunter Biden, 54 ans, coupable de détention illégale d'arme à feu et d'avoir menti au marchand d'armes lors de l'achat d'un revolver Colt Cobra 38. Il avait omis de cocher la case où il devait préciser s'il

était toxicodépendant. Or la loi fédérale en la matière pose des conditions restrictives aux acheteurs qui auraient des problèmes d'addiction.

Un tragique destin familial

On n'est pas dans la dramatique saga de la famille Kennedy, mais l'histoire de la famille Biden ne manque pas de travers, de trahison et de disparitions tragiques. En 1972, Joe Biden avait perdu son épouse et sa fille dans un accident de voiture auquel survécurent ses deux fils, Beau et Hunter, ce dernier souffrant d'une fracture du crâne. En 2015, Beau, procureur général de l'Etat du Delaware et promis à un grand avenir, mourrait d'un cancer. Aujourd'hui, ce sont les ennuis juridiques de Hunter qui remettent la famille Biden sous les feux des projecteurs.

Le fils du président encourt jusqu'à 25 ans de prison, mais comme il s'agit là d'une première violation de la légis-

lation et d'un cas n'impliquant pas d'acte violent, la juge fédérale Maryellen Noreika pourrait être plus clément. L'accusé a bien tenté de négocier un accord avec la justice, mais il n'a pas eu gain de cause.

Les audiences qui se sont étalées sur deux semaines ont été le théâtre d'un grand débattage, révélant de manière tragique les travers du fils de l'actuel président des Etats-Unis. Déjà à l'université, Hunter Biden a commencé à boire et à recourir à la cocaïne. Depuis, il a suivi plusieurs thérapies. Mais il rechute à plusieurs reprises, se faisant même renvoyer de la Marine américaine après avoir été testé positif à la cocaïne. Après la mort de son frère, il a sombré dans l'alcoolisme, ne sortant parfois de la maison que pour aller acheter de la vodka. Au procès, c'est Hallie Biden, ex-épouse de Beau et, depuis 2018, compagne de Hunter, qui a révélé au tribunal les tourments du fils du pré-

sident. Peu après l'achat du revolver, trouvant l'arme dans le véhicule familial, elle avait jeté dans une poubelle le Colt Cobra enveloppé dans une pochette. L'arme fut retrouvée et la pochette révélait des traces de cocaïne. Hallie Biden elle-même souffrait de problèmes d'addiction.

Joe Biden, de son côté, a dit soutenir son fils, mais aussi exclure tout pardon présidentiel

Les républicains, qui ont déjà fait de Hunter Biden le «punching-ball» de leur campagne électorale, ne vont pas se priver d'exploiter cette condamnation pour saper la crédibilité du président démocrate. Ils avaient déjà mené sans résultat

une enquête pour destituer le président sur les liens entre Joe Biden, Hunter Biden et le rôle qu'aurait joué ce dernier dans le cadre d'une multinationale active en Ukraine.

Joe Biden, de son côté, a dit soutenir son fils, mais aussi exclure tout pardon présidentiel. Déjà en grande difficulté dans les sondages, il pourrait subir les répercussions de ce verdict. Ce n'est d'ailleurs pas la seule affaire juridique concernant Hunter Biden. Ce dernier doit comparaître en Californie dans un autre procès où il est accusé d'avoir omis de payer pour 1,4 million de dollars d'impôts et d'avoir rempli de fausses déclarations.

Face aux républicains, qui ont jugé «corrompu» le système judiciaire américain après la condamnation de Donald Trump dans l'affaire Stormy Daniel à New York, Joe Biden a au moins un argument à faire valoir: la justice est impartiale. Elle n'a pas épargné son fils. ■



Pour Les Vert-e-s, Berne est à la traîne en comparaison internationale. (BERNE, 11 JUIN 2024/PETER SCHNEIDER/KEYSTONE)

«La population est en avance sur le parlement»

PHOTOVOLTAÏQUE Les Vert-e-s, soutenus par le PS, ont lancé une initiative qui se veut la suite logique du vote de dimanche dernier sur les énergies renouvelables. Ils s'agit d'accélérer la pose de panneaux solaires sur les toits, nouveaux et existants

PROPOS RECUEILLIS
PAR DAVID HAEBERLI, BERNE
X @David_Haerberli



«Le photovoltaïque représente le plus grand potentiel inutilisé du pays»

NADINE MASSHARDT, CONSEILLÈRE NATIONALE (PS/BE)

suisse de l'énergie. Questions à sa présidente, Nadine Masshardt, conseillère nationale socialiste bernoise.

Vous citez une étude du Département fédéral de l'énergie selon laquelle les toits et façades suisses pourraient produire jusqu'à 70 térawattheures s'ils étaient couverts de cellules photovoltaïques, soit bien plus que les besoins énergétiques nationaux. N'est-ce pas risqué de se baser sur un calcul théorique, la réalité étant faite d'obstacles? Notre discours n'est pas de dire qu'il faut désormais tout miser sur le solaire. La consommation en Suisse restera basée sur un mix énergétique, où l'hydraulique joue un rôle important, avec le photovoltaïque. Néanmoins, cette technologie représente le plus grand potentiel inutilisé du pays. C'est là que l'on peut faire des gains, si on réalise ne serait-ce qu'une partie de ce potentiel.

Il existe aujourd'hui un élan en Suisse. Lors des deux dernières

années, le pays a doublé sa production d'électricité basée sur le solaire, rien que par l'effort porté par le privé. Il n'y a pas besoin d'une initiative pour convertir le pays, non? Il est vrai que ces deux dernières années, l'équivalent de la production de la centrale de Mühleberg a été installé sur les toits et les façades en Suisse. C'est très bien. Mais en comparaison internationale, nous sommes à la traîne. La loi qui a été approuvée dans les urnes dimanche assure la production d'énergie jusqu'en 2035. Notre initiative travaille pour la suite et sur le long terme. Il est nécessaire de continuer à exercer une pression sur le Conseil fédéral et le parlement en faveur des énergies renouvelables sur les infrastructures.

Le soutien parlementaire à votre texte est réduit à deux partis. Vous aurez besoin d'élargir cette base pour convaincre la population. Le Parti socialiste apportera un soutien fixe et fort. Notre coprésidente Mattea Meyer et le conseiller national grison Jon Pult feront d'ailleurs partie du comité d'initiative. Lors des débats parlementaires à la fin de la dernière législature, le Conseil national avait donné une majorité à cette idée, avant que le Conseil des Etats ne s'y oppose. Le compromis avait fait opter pour une limite à 300 m² à partir de laquelle la pose de panneaux est obligatoire. Je pense que le peuple est en avance sur le parlement concernant la politique énergétique. La population et l'économie, elles, sont prêtes non seulement pour l'approvisionnement de la Suisse par l'énergie renouvelable et indigène, mais aussi pour sortir du nucléaire. Le vote de dimanche le montre, comme les scrutins précédents sur la loi climat de 2023 et sur la stratégie énergétique de 2017. ■

Le droit de recours en ligne de mire

HYDRAULIQUE A la suite du plébiscite de la loi sur l'approvisionnement électrique, les exploitants de barrages veulent empêcher les recours de «micro-associations» environnementales

LT

Dans le camp des vainqueurs après le vote de dimanche dernier, le directeur de l'Association suisse pour l'aménagement des eaux repart déjà au combat dans le *Tages-Anzeiger* et les titres alémaniques du groupe Tamedia. Pour Andreas Stettler, «il faut aller de l'avant avec le développement de l'énergie hydraulique». Il insiste: «Nous demandons que les projets

prioritaires ne soient pas bloqués par des recours de micro-associations.» Il propose une «démocratisation» du droit de recours des 29 associations habilitées. Pour lui, les recours ne devraient être recevables que si l'association ou plusieurs associations réunies atteignent une taille minimale. Comme critère, il propose le nombre de membres s'acquittant d'une cotisation.

Pour la conseillère nationale socialiste Martina Munz (SH), qui préside Aqua Viva, c'est une exigence scientiellement irréalisable, «dont le but est de contourner la législation environnementale». Elle fait remarquer que certaines de ces organisations sont des structures professionnelles et n'ont pas de membres. ■

SUR LE WEB

Les grandes souffrances et les petits regrets de la famille Hinduja

Accusée de traite d'êtres humains et d'usure, l'épouse d'Ajay Hinduja conteste au procès à Genève le récit livré par l'employée qui s'occupait de ses enfants et le qualifie de bien trop dramatique. Selon elle, la villa de Cologny assurait un cadre bienveillant à son personnel.

Lire l'article de Fati Mansour sur [Letemps.ch/suisse](https://www.letemps.ch/suisse)

A la veille du Bürgenstock, la Toile suisse menacée

TECHNOLOGIE Un an après les cyberattaques russes spectaculaires contre des sites web helvétiques, la probabilité que de telles agressions se reproduisent lors du sommet pour la paix est élevée. Des préparatifs ont lieu pour accroître les cyberdéfenses

GRÉGOIRE BARBEY ET ANOUCH SEYDTAGHIA
X @GregoireBarbey X @Anouch



«Le mode opératoire de prédilection est l'attaque par déni de service»

STÉPHANE DUGUIN, DIRECTEUR DU CYBERPEACE INSTITUTE DE GENÈVE

Souvenez-vous, c'était exactement il y a un an. Dès le 8 juin 2023, et durant plusieurs jours, la Suisse subissait des cyberattaques menées par NoName, un groupe de hackers proche du Kremlin. Tour à tour, les sites web du parlement suisse, de l'aéroport de Genève, de La Poste, des CFF ou encore de la ville de Lausanne avaient été ciblés. Durant plusieurs heures, ces sites n'étaient plus accessibles, les hackers les bombardant de requêtes pour les rendre inutilisables. Les experts avaient vu dans ces attaques des mesures de rétorsion russes après le discours, en visioconférence, du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, devant le parlement suisse.

Nous voici mi-juin 2024, à la veille du sommet pour la paix au Bürgenstock, dans le canton de Nidwald. L'hypothèse de nouvelles cyberattaques de ce type est plausible. «Il est difficile de faire des prédictions, étant donné que les attaques menées par exemple dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie sont menées non seulement par des groupes criminels ou encore des acteurs étatiques, mais également par des collectifs non coordonnés. Cela étant dit, des conférences similaires ont été ciblées par le passé, comme le Forum économique international de Saint-Petersbourg en juin 2022», analyse Stéphane Duguin, directeur du CyberPeace Institute de Genève.

Pour le spécialiste, «le mode opératoire de prédilection est l'attaque par déni de service» (dite DDoS), consistant à saturer un site web avec de très nombreuses requêtes – dans ce cas, il n'y a pas de vol de données. «C'est une attaque qui demande peu de moyens, d'une sophistication technologique assez faible, et qui permet à de nombreux acteurs de joindre leurs forces afin d'avoir un impact réputationnel immédiat.» Mais attention, poursuit Stéphane Duguin, le sommet du Bürgenstock est également l'occasion d'échanges d'informations extrêmement sensibles. «Dès lors, au-delà des attaques par déni de service, il est important de se prémunir contre des attaques ciblées de destruction des systèmes, ou des vols de données, ou encore les deux», conclut-il.

A Berne, la situation est prise au sérieux. Contacté, l'Office fédéral de la cybersécurité (OFSC) «estime que le niveau de cybermenace est élevé». Selon lui, «les participants à la conférence peuvent notamment être exposés à un risque accru de cyberespionnage. Dans le but de perturber le déroulement de la conférence, il faut s'attendre à des attaques par déni de service distribué (DDoS) sur les infrastructures informatiques d'institutions liées à la conférence.» Ce n'est pas tout. «Des hacktivistes pourraient défigurer des sites web en rapport avec la conférence (actions dites de «defacements»). C'est pourquoi les institutions liées à la conférence devraient, outre les mesures de protection de base, prendre en particulier des mesures contre les attaques DDoS et les «defacements», poursuit l'OFSC.

L'OFSC affirme être en contact étroit avec les exploitants d'infrastructures critiques, auxquelles il diffuse des informations ciblées sur la situation en matière de cybermenaces.

La Poste se prépare

Contactées par *Le Temps*, plusieurs entreprises et administrations disent se préparer à de possibles cyberattaques, mais sans dévoiler, logiquement, la façon dont ils veulent les parer. «Nous observons actuellement la situation dans le cyberspace de manière intensive, nous évaluons les risques et, si nécessaire, adaptons notre dispositif de sécurité», affirme La Poste. Nous estimons en effet que les tentatives d'attaque DDoS seront vraisemblables durant cette période. La Poste dispose d'un dispositif de sécurité à plusieurs niveaux pour se protéger de différents types d'attaques. ■

A Genève aussi, la vigilance est totale. «En lien avec le sommet du Bürgenstock, l'OFSC a rendu ses correspondants attentifs à des risques accrus (cyberattaque, cyberespionnage, désinformation, etc.). En conséquence, l'Office cantonal des systèmes d'information et du numérique (Ocsin) a mis en œuvre la plupart des recommandations de l'OFSC, comme la mise en alerte préventive, le monitoring, la communication aux personnes clés, l'alerte aux partenaires clés et leurs fonctions de support, etc. En outre, l'alerte a été remontée aux établissements publics autonomes, au service informatique de l'Association des communes genevoises, et au service informatique de la ville de Genève», détaille un porte-parole.

Lausanne, dont le site web avait été touché en 2023, affirme aujourd'hui ceci: «nous avons prévenu notre fournisseur d'accès pour renforcer les mesures standards en place en lien avec ce qui est recommandé par la Confédération. Des mesures techniques complémentaires viennent également s'ajouter. Les équipes de la Ville de Lausanne restent vigilantes dans ce contexte.»

Signe de ce climat de tension, des infrastructures critiques contactées par *Le Temps*, notamment dans le domaine de la santé, ont confirmé leur vigilance accrue tout en demandant que leur nom ne soit pas mentionné. «Nous ne voudrions pas que cela donne des idées à de potentiels attaquants», indique une porte-parole.

Guerre de l'information

Swisscom, porte d'entrée importante d'internet en Suisse, dit «investir en permanence dans l'extension et la sécurité de l'infrastructure réseau. Les mesures de défense contre les attaques DDoS en font partie. Celles-ci sont malheureusement une triste réalité. En principe, tout le monde peut être touché. Pour une protection complète, une bonne prévoyance joue un rôle central. Nos services de protection permettent de réduire considérablement le risque d'être victime d'une telle attaque.» Quant aux CFF, ils affirment que «la cybersécurité est une priorité. Nous sommes en contact permanent avec les autorités à ce sujet.»

De manière générale, «la Russie est déjà active depuis plusieurs semaines sur le front de la guerre de l'information», observe Jean-Marc Rickli. Le directeur des risques globaux et émergents au Centre de politique de sécurité de Genève rappelle la campagne de diffamation visant la présidente de la Confédération, Viola Amherd, à la télévision russe. Des groupes Telegram relaient par ailleurs des messages soulignant la coopération de la Suisse avec l'Allemagne nazie durant la Seconde Guerre mondiale.

«Le gouvernement russe peut ainsi dire qu'il n'est pas surprenant que la Suisse collabore avec ce qu'il décrit comme les «nazis de Kiev», analyse Jean-Marc Rickli. Objectif: décrédibiliser l'événement quelle que soit son issue. S'il ne peut pas se prononcer sur la nature des attaques, le spécialiste estime qu'il ne serait pas surprenant que la Suisse soit visée sur le plan cyber durant le sommet. Jean-Marc Rickli constate que la situation s'est déjà produite par le passé, notamment dans le cadre de l'affaire de l'empoisonnement de l'ancien officier russe Sergueï Skripal. Une constante dès lors que des intérêts russes sont en jeu. ■

Ce Röstigraben qu'on adore détester

URNES Dimanche, le vote sur la santé a une nouvelle fois fracturé Latins et Alémaniques. Une division qui provient d'une différence dans l'appréhension de l'Etat. Elle trouve sa cause dans la culture et l'histoire des peuples

LAURE LUGON ZUGRAVU
X @laurelugon

Tel un spectre, il apparaît au soir de certaines votations. Dimanche, le fameux Röstigraben était bien là, même si, en réalité, il n'était pas de facture parfaite, tout comme celui de la réforme d'AVS 21. Les villes de Zurich, Berne et Bâle ont en effet accepté l'initiative du PS visant à plafonner les primes maladie à 10%. Mais avec un pourcentage de oui si faible (50,22% à Zurich) que cela renforce au contraire sa réalité: «Étant donné que ces villes sont dominées par le PS, Les Vert-e-s et la gauche extrême, ce petit pourcentage d'acceptation démontre une méfiance de cet objet même à gauche», remarque Sean Müller, politologue à l'Université de Lausanne (Unil).

Depuis 1848, la Romandie a voté 28 fois de manière unifiée mais a perdu. Sur un total de 689 votations, cela représente 4,1% des cas. Souvent, c'est le fossé ville-campagne qui prend le des-

sus sur la division linguistique, lequel joue en faveur de la Suisse romande. C'est d'ailleurs la division entre cités et champs qui a aidé la 13e rente AVS à passer. Pour autant, le Röstigraben plus ou moins pur existe et trouve ses causes dans la culture politique, pour ne pas dire la culture tout court.

En résumé, les Suisses alémaniques sont plus attachés à la responsabilité et à la liberté individuelles que les Romands, même au prix des inégalités, alors que ces derniers veulent y remédier. «Sur la question de la répartition et du rôle de l'Etat, les Alémaniques manifestent en général une méfiance à l'égard de son rôle redistributeur, explique l'historien Dominique Dirlwanger. Ils pensent aussi que le privé est plus efficace que l'Etat. Ainsi, par exemple, les Alémaniques ne sont pas favorables à la caisse unique.»

Cette différence trouve ses racines dans l'Histoire. «En Suisse romande, la notion de solidarité vient de la Révolution

française, poursuit Dominique Dirlwanger. Pourtant, c'est le chancelier allemand Bismarck, donc la droite, qui inventa l'Etat social à la fin du XIXe siècle. En Suisse, la création de l'AVS en 1947 a été portée par un radical étatiste, Walther Stampfli.»

Depuis 1848, la Suisse romande a voté 28 fois de manière unifiée mais a perdu

Contradictoire? Pas tant que cela. Pour Olivier Meuwly, historien, «nos pensées politiques en Suisse naviguent entre le rationalisme des Lumières et le romantisme allemand. Les Romands voient l'Etat comme garant de la liberté individuelle, alors que chez les Alémaniques, l'idée de nation l'emporte sur celle d'Etat. Cet arrière-fond philosophique

un peu mystique amène à considérer l'individu comme s'intégrant dans un tout national ainsi que dans la nature, dans une possible méfiance envers l'Etat administratif.» Sean Müller, Glaronais d'origine, n'en disconvient pas: «Les Alémaniques préfèrent vivre avec l'illusion d'avoir une autonomie totale en tant qu'individus, ce qui les conduit au mythe de la souveraineté. Alors que les Romands sont plus réalistes et font davantage confiance à l'Etat.»

En voici un exemple qui n'a rien d'anecdotique: Rapperswil, 27 000 habitants, a refusé l'an dernier l'introduction d'un parlement, lui préférant sa traditionnelle assemblée de citoyens, malgré une participation de 4% seulement. Signe que les citoyens ont plus confiance en eux-mêmes qu'en l'Etat. Encore plus drôle et révélateur: le cas des alpages alémaniques, toujours gérés par des coopératives de paysans qui s'auto-organisent. «Ce pourrait être vu comme hyper-socialiste, en fait, remarque avec malice Sean Müller. Mais eux le voient comme

la manifestation de leur responsabilité et liberté individuelles.» Plus largement, on observe aussi que le bénévolat est plus développé en Suisse allemande, tout comme le soutien familial, alors que les Romands ont tendance à voir ce dernier comme une mission régalienn.

Des communes plus autonomes outre-Sarine

Cette approche se traduit évidemment par une autonomie des communes beaucoup plus forte outre-Sarine. «A Glaris, la moitié de l'impôt cantonal direct va à la commune. Le canton est heureux de ne pas devoir se mêler des affaires communales, alors qu'en Suisse romande, les cantons sont contents de se soucier de tout.» Cet élément bétonne le Röstigraben, car la minorité romande sait intuitivement qu'en votant pour plus d'Etat, ce sera la Suisse alémanique qui paiera. Si, en 1848, les Romands craignaient un Etat fédéral trop fort qui donnerait du poids à la partie germanique, «aujourd'hui, ils profitent

des prestations de cet Etat central financé par l'autre partie», résume le politologue.

Outre la notion de l'Etat social, un autre élément divise Latins et Alémaniques: nos relations avec l'Europe, même si le soutien à l'UE est moins prononcé en Suisse romande que dans les années 1990. D'abord à cause de cette notion de souveraineté, réelle ou supposée mais à laquelle les Alémaniques sont attachés émotionnellement et dont l'UDC est un symptôme et non une cause. Ensuite parce que «comme majorité, vous avez plus à perdre», relève Sean Müller. Explication: unis, les germanophones peuvent systématiquement l'emporter en Suisse. Mais au sein de l'UE, ils ne pèseront plus lourd. A cela s'ajoute la longévité des cantons de Suisse centrale et orientale dans la Confédération. La mémoire compte. La langue aussi, les nombreux dialectes alémaniques marquant la volonté de spécificité locale. Alors, si le Röstigraben irrite, il fait aussi partie de la complexe identité suisse. ■

L'attitude politique romande critiquée du côté vert-libéral

POLITIQUE FÉDÉRALE Au micro du «Nebelspalter», média alémanique très à droite, le président du parti Jürg Grossen a estimé que «se raccrocher à l'argent de l'Etat était comme un programme» dans les cantons latins. Le principal intéressé se défend d'avoir commis un impair, et souligne que les conversations en dialecte ont leurs propres codes

BORIS BUSSLINGER, ZURICH
X @BorisBusslinger

Dimanche dernier, Jürg Grossen, président des vert-libéraux suisses, a répondu aux questions de Dominik Feusi et Markus Somm, deux journalistes du *Nebelspalter*. Ces derniers revenaient sur le Röstigraben observé lors des votations du même jour. Sans prendre de pincettes: «Je pense que le Röstigraben devient dangereux pour le pays, dit Markus Somm. Excusez-moi de le dire comme ça, mais la Suisse romande est en train de dégénérer. Ils se reposent sur les Alémaniques. Ils se permettent et veulent toujours plus de prestations. Ils ont peu de sens des responsabilités concernant la caisse commune. Comme vous le savez, les Suisses alémaniques paient plus. Et je mets en garde que si ça continue comme ça, quelqu'un en Suisse alémanique va finir par dire non. Maintenant la péréquation financière, c'est fini, les assurances sociales que nous payons de manière disproportionnée, c'est fini. [...] Je trouve que ces développements sont très mauvais. Je me demandais ce que tu en pensais, Jürg?»

«Je n'aurais pas choisi ces mots-là» «Absolument, a répondu le président des vert-libéraux suisses. Je partage cette inquiétude à 100%. Nous avons ce problème que, tout particulièrement dans les cantons latins, les votants, les citoyens, veulent de plus en plus se raccrocher à l'Etat. C'est presque comme un programme, qui rend dépendant au soutien étatique. Et qui fait qu'au bout d'un moment, une majorité ne peut plus faire autrement que de dépendre de cette aide. On espère que ça n'arrivera pas en Suisse alémanique, qu'on reste sur un autre chemin, où la responsabilité individuelle compte encore. Pour moi, c'est central. Mais il y a un potentiel de division, il faut rester prudent. Et essayer de soutenir et de renforcer les forces libérales qui continuent de porter les valeurs fondamentales du libéralisme.» Le podcast s'est ensuite poursuivi sur d'autres sujets, même si un journaliste du *Nebelspalter* compare encore la Suisse romande

à l'Ecosse de manière particulièrement dénigrante. Un peu comme la *Weltwoche* avait intronisé les Welsches «Grecs de la Suisse» en 2012.

Dernière rescapée vert-libérale romande au parlement fédéral, la conseillère nationale Céline Weber – qui a l'avantage d'être bilingue – n'a pas manqué d'écouter son chef. «J'ai personnellement été heurtée par toute l'émission, surtout par la présentation des journalistes, dit la conseillère nationale vaudoise. Et vous n'êtes pas le premier à m'en parler. Mais il y a aussi une différence culturelle. Les Suisses alémaniques sont souvent plus agressifs dans leurs éléments de langage. Ce qui a été dit passe bien dans les bouches alémaniques mais mal dans les oreilles romandes. Par rapport au contenu, je précise qu'il est évidemment faux de dire que les Romands attendent tout de l'Etat. L'Arc lémanique est par ailleurs l'une des régions les plus dynamiques du pays. Monsieur Grossen a sûrement parlé sous le coup de la grosse déception côté romand concernant le plafonnement des primes d'assurance, qui a d'ailleurs aussi déçu les vert-libéraux romands. Il faut savoir que le choix des mots est très différent en suisse-allemand et en français. Je peux comprendre que ça ne fasse pas très plaisir en terres francophones. Mais il ne faut pas surréagir non plus.» Joint par téléphone, le principal intéressé plaide également dans ce sens.

«Un potentiel d'exagération»

«La Suisse romande attend plus de l'Etat que la Suisse alémanique. On le voit dans les résultats des votations. J'ai effectivement dit que je partageais personnellement les inquiétudes soulevées par le journaliste concernant cette inclination. Mais le journaliste a aussi exagéré certains points. C'est un podcast qui est connu pour avoir un potentiel d'exagération. Je soutiens l'orientation générale de son analyse mais je ne dis pas que la Suisse romande exagère. On peut éventuellement me reprocher de ne pas avoir contredit Markus Somm, mais il ne faut pas mettre les mots du présentateur dans ma bouche. Et je n'estime pas avoir dit quelque chose que je n'aurais pas dû.» Sur X (anciennement Twitter), le président du Centre, Gerhard Pfister, commentait le contenu: «Encore quelqu'un qui n'est pas la bougie la plus brillante du gâteau?» Une allusion au commentaire qu'avait fait Jürg Grossen au sujet d'Elisabeth Baume-Schneider fin 2023... sur le plateau du *Nebelspalter*. Le président des vert-libéraux s'en était excusé le lendemain. ■

MAIS ENCORE

Mécanisme de sauvetage de 100 millions pour les hôpitaux bernois
Le canton de Berne s'est doté d'un mécanisme de sauvetage des hôpitaux confrontés à des problèmes de liquidités. Le Grand Conseil a adopté mardi un crédit-cadre de 100 millions de francs qui permet au gouvernement d'accorder des prêts et des cautionnements pour assurer la solvabilité des établissements hospitaliers et contribuer ainsi à garantir la couverture des soins. (ATS)

Les Romands plus enclins aux sacrifices pour réduire les coûts de la santé

ÉTUDE Les Suisses veulent plus d'Etat dans la santé et les Romands sont prêts à réformer le système pour réduire les coûts. C'est ce qui ressort du «Moniteur de la santé 2024» qui sera publié ce mercredi et que «Le Temps» a pu consulter en primeur

ANNICK CHEVILLO, BERNE
X @chevillot_a

Que pensent les Suisses du système de santé? La question a été largement débattue en marge des votations du 9 juin dernier. Et une fois de plus, les citoyens ont préféré conserver l'organisation actuelle, bien qu'imparfaite, plutôt que prendre le risque de jeter un grain de sable dans un rouage trop complexe. C'est également ce qui ressort du «Monitoring de la santé 2024», enquête d'opinion effectuée par l'institut de sondage gfs.bern pour le compte d'Interpharma (faitière de l'industrie pharmaceutique) tous les ans depuis 1996.

Une tendance qui se creuse

Depuis vingt-huit ans, ce sondage, représentatif de la population en âge de voter, agit comme un bon baromètre de la volonté des Suisses en matière de santé: de la politique aux médicaments, en passant par les médecins et les soins. Sans surprise, «pour la majorité des personnes interrogées, il est plus important d'avoir une grande quantité de prestations que de faire baisser les coûts de la santé», relève-t-on chez gfs.bern. Cette tendance se confirme d'année en année. Ça, c'est pour le tableau général. A y regarder de plus près, une fracture se dessine entre les Romands et le reste du pays, comme le souligne René Buholzer, directeur d'Interpharma: «Les coûts de la santé représentent une charge pour une partie des habitants de notre pays. Elle est plus pesante en Suisse romande que dans les autres régions. Le Röstigraben est net à cet égard.»

Une tendance qui «se creuse», selon gfs.bern. La pression des coûts est plus forte en Suisse romande, région qui se montre



«Les coûts de la santé représentent une charge plus pesante en Suisse romande que dans les autres régions»

RENÉ BUHOLZER, DIRECTEUR D'INTERPHARMA

«beaucoup plus ouverte aux réformes», poursuit l'institut. Les Romands sont prêts à renoncer au libre choix du médecin (74%) et de l'hôpital (75%). Ils sont également ouverts à une réduction des prestations de l'assurance de base (66%) pour réduire les coûts et les primes, ainsi qu'à des restrictions d'accès aux nouveaux médicaments (66%).

Plus d'Etat, moins de marché

Cette différence n'est pas nouvelle en soi, elle est juste de plus en plus marquée: «Visiblement, les citoyennes et citoyens de Suisse romande ressentent plus fortement le poids des coûts de la santé et semblent donc aussi particulièrement sensibles à leur évolution, relève Michèle Sierro, responsable Suisse romande d'Interpharma. De ce fait, on est plus favorable aux réformes dans ces régions: on a à la fois la disposition et la volonté d'aborder les problèmes et de les résoudre. Cela renferme des chances à long terme de trouver des solutions acceptées par l'ensemble de la population.»

Autre résultat marquant du «Monitoring de la santé»: depuis le début des années 2000, l'opi-

nion des sondés sur la gouvernance du système de santé «s'est clairement modifiée, relève-t-on chez gfs.bern. Auparavant, la population avait plutôt tendance à souhaiter un système réglé par le marché.» Depuis 2022, Alémaniques et Tessinois ont basculé et préféreraient un pilotage étatique. En Suisse romande, Etat et marché arrivent à égalité en termes de pilotage.

Mais quel Etat? Alémaniques et Tessinois aimeraient que la Confédération ait plus de pouvoir, tandis que les Romands préféreraient que les cantons soient plus à la manœuvre. L'institut de sondage gfs.bern note encore une évolution notable: «La responsabilité collective est considérée comme plus importante que l'individuelle et les sondés souhaitent une assurance de base qui couvre toutes les prestations plutôt qu'uniquement les risques élevés.»

Manque de transparence

Un des problèmes soulevés par les personnes interrogées (entre le 19 février et le 17 mars 2024), c'est le manque de transparence du système. Ils sont ainsi 90% à vouloir connaître les données de qualité spécifiques des fournisseurs avant de décider où se faire soigner. De plus, une légère majorité (51%) des sondés aimerait que les pouvoirs publics récompensent financièrement les fournisseurs de prestations médicales de qualité.

Du côté des assurances maladie, le système actuel convient aux personnes interrogées, mais elles aimeraient que les caisses endossent plus de responsabilités dans la diminution des coûts. Le plus grand potentiel d'économies est perçu au niveau des frais administratifs des assureurs, alors qu'ils ne représentent que 5% environ des coûts totaux du système de santé.

Enfin, une majorité (75%) estime que le prix des médicaments est trop élevé dans le pays. Malgré cela, près de deux tiers préfèrent encore acheter un médicament original plutôt qu'un générique. ■

4 9 7 8 1 6 6 1 2

8

Carnet du jour

DEUIL

LA DIRECTION ET LE PERSONNEL DE LA
COMPAGNIE PRIVÉE DE CONSEILS ET D'INVESTISSEMENTS SA

C'est avec une infinie tristesse que
nous avons appris la nouvelle du décès de

MONSIEUR JACQUES CERIANI

En ces moments douloureux, nous présentons
à toute sa famille ainsi qu'à leurs proches
nos plus sincères condoléances.

Pour les obsèques, prière de se référer à l'avis de la famille.

CONVOIS FUNÈBRES

GENÈVE Genève – 13 h 30: M^{me} Cilidea Gili ; chapelle de l'Ange de la Consolation du centre funéraire de Saint-Georges Onex – 14 h 30: M. Alain Arnaud iès; église de Saint-Martin	Villeneuve – 14 h: M^{me} Christiane Allamand-Bagnoud ; église catholique Yverdon-les-Bains – 14 h: M. Pierre Piotr Kuzmanovic ; chapelle du centre funéraire	NEUCHÂTEL La Chaux-de-Fonds – 14 h: M^{me} Véréne Rohrbach ; centre funéraire
VAUD Bretonnières – 14 h: M. Claude Regard ; église Montreux – 14 h: M. Jörg Kiszio ; temple Saint-Vincent Morges – 14 h: M. Costantino Marchegiano ; église catholique Prilly – 14 h 30: M^{me} Rosette Thuillard ; église catholique Bon Pasteur	FRIBOURG Fribourg – 14 h 30: M. Jacques Ceriani ; cathédrale Saint-Nicolas Mannens – 14 h 30: M^{me} Madeleine Udrisard ; église JURA BENOIS Saint-Imier – 14 h: M^{me} Grazia Marchand ; collégiale	VALAIS Bovernier – 16 h: M. Steve Pellaud ; église paroissiale Martigny-Ville – 10 h: M^{me} Maria-Luisa Mattioli Ferrato ; église paroissiale Monthey – 10 h 30: M^{me} Colette Donnet-Descartes ; chapelle des Tilleuls Sion – 10 h 30: M^{me} Danielle Crittin- Georgy ; cathédrale

CARNET DU JOUR

Les avis peuvent être envoyés par e-mail
à l'adresse carnets@letemps.ch
jusqu'à 17h le jour avant la parution.

Tél. +41 22 575 80 50
E-mail: carnets@letemps.ch

LE TEMPS

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE Urgences santé/Ambulances: Tél. 144 Police Secours: Tél. 117 Sauvetage du lac: Tél. 117 Pompiers: Tél. 118 Secours routier: Tél. 140 La Main tendue: Tél. 143 Centre d'information toxicologique: Tél. 145 Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147 REGA: Tél. 1414 Air Glaciers: Tél. 1415	Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00 Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39 Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69 Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33 Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99 Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44 Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11 Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11 Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18 Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12 Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11 Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11 Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00 Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64 Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61 Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Ex: Tél. 026 923 43 43 Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60 Permanence Unisanté-Flon: Tél. 021 314 90 90 Hôpital intercantonal de la Broye, Payerne: Tél. 026 662 80 11	ADRESSES DE POMPES FUNÈBRES EN SUISSE ROMANDE GENÈVE Pompes Funèbres Officielles Ville de Genève: Tél. 022 418 60 00 Pompes Funèbres Générales Genève SA: Tél. 022 342 30 60 A. Murith SA: Tél. 022 809 56 00 VAUD Pompes Funèbres Officielles de la Ville de Lausanne: Tél. 021 315 45 45 Blanchet & Wiesmann SA: Renens, Tél. 021 636 13 13 Cossonay-Ville: Tél. 021 861 13 13 Nyon: Tél. 022 362 33 33 Cassar Pompes Funèbres SA: Lausanne: rue du Tunnel 7, Tél. 021 329 08 10. Aigle: tél. 024 466 46 56 Aubonne: Tél. 021 808 62 88 Bex: tél. : 024 463 35 79 Carouge: Tél. 021 903 26 24 Corcelles-le-Jorat: Tél. 021 903 18 69 Château-d'Oex: Tél. 026 924 40 00 Chexbres: Tél. 021 946 24 01 Echallens: Tél. 021 882 23 35 Froideville: Tél. 021 881 15 20 Goumoens-la-Ville: Tél. 021 881 56 94 La Tour-de-Peilz: Tél. 021 944 00 54 Le Mont-sur-Lausanne: Tél. 021 653 06 12 Mézières: Tél. 021 903 23 38 Montreux: Tél. 021 964 46 46 Morges: Tél. 021 801 06 08 Morrens: Tél. 021 731 16 55 Moudon: Tél. 021 905 28 28 Nyon: Tél. 022 361 80 10 Orbe: Tél. 024 441 15 55 Oron-la-Ville: Tél. 079 398 80 15 Rolle: Tél. 021 825 50 60 Villeneuve: Tél. 021 960 30 20 Vuibroye: Tél. 021 907 79 18 Yverdon-les-Bains: Tél. 024 425 27 27 Eggs F. & Fils: Territet, av. de Chillon 74, Tél. 021 963 44 24 Fischer Manfred Sàrl: Chavornay, le Vemeret 27A, Tél. 024 441 13 38 Florideuil: Lausanne, av. William-Fraisse 1, Tél. 021 616 05 97 Funeradog: Pampigny, rte de la Moutonnerie 3A, Tél. 021 800 08 33 Funesta: Aigle, rue de Jérusalem 2, Tél. 024 471 91 91 François Schnetter et fils, Yverdon-les-Bains et environs: rue du Buron 2, Tél. 024 425 73 43. Gaillard et Pittet SA pompes Funèbres: Morges, av. de Vertou 8, Tél. 021 801 23 43 Bière: Tél. 021 809 51 60 Nyon: Tél. 022 361 05 05
HÔPITAUX ET CLINIQUES GENÈVE HUG: Tél. 022 372 33 11 HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20 HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36 HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00 HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55 HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62 HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42 HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00 Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11 Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50 Centre Médical Eaux-Vives: 022 737 47 47 Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45 Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44 Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15 Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11 Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77 Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55 Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00 Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35 Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour) Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV) SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50 SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64 VAUD CHUV: Tél. 021 314 11 11 Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84 Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11 Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133 Centre de la main: Tél. 021 314 25 50	FRIBOURG Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00 NEUCHÂTEL Hôpital Pourtalès: Tél. 032 713 30 00 Hôpital La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 967 21 11 Hôpital de la Providence: Urgences médicales et chirurgicales Tél. 032 720 30 46 Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 930 30 00 Clinique Montbrillant, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 910 04 00 VALAIS Hôpital de Sion: Tél. 027 603 40 00 Hôpital de Sierre: Tél. 027 603 70 00 Hôpital Martigny: Tél. 027 603 90 00 Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12 Permanence médicale du Chablais: Route de Morgins 54, Monthey, 058 773 11 46 JURA Hôpital de Delémont: Tél. 032 421 21 21 Hôpital de Porrentruy: Tél. 032 465 65 65	

PUBLICITE

Les Explorations

N° 22 — Juin 2024

hd

Qui nourrira la Suisse demain?

Enquête sur la relève paysanne

par Nina Schenkel
et Nicolas Chénier
Préface de Romain Clivaz

Les Explorations

Les Explorations

Les Explorations

Les Explorations

Les Explorations

Nouvelle revue!

Qui nourrira la Suisse demain?

Enquête sur la relève paysanne

En vente sur shop.heidi.news

hd

HEIDI.NEWS

LE TEMPS

IMPRESSUM

Editeur/Rédaction Le Temps SA – Avenue du Bouchet 2 CH – 1209 Genève Tél + 41 22 575 80 50 info@letemps.ch	Adjoints: Vincent Bourquin Grégoire Nappay Assistante et office manager: Monique Graber Sangiorgio	Opinions & Debats: Romain Clivaz Culture & Le Temps Week-end: Stéphane Gobbo Epoque & Société: Célia Héron Sport: Laurent Favre Sciences: Sylvie Logean	Rédaction de Berne Bundesgasse 8 CH – 3003 Berne Tél. + 41 22 575 80 50	Relation clients Le Temps SA Av. du Bouchet 2 - 1209 Genève Lundi-vendredi 8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30 Tél. 022 539 10 75 <i>E-mail:</i> relationclients@letemps.ch <i>Tarifs:</i> découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos	Impression CIL, Centre d'Impression Lausanne SA	réimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonce ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support, qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres œuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisées, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite. ISSN 1423-3967 No CPPAP: 0413 N 05139
Conseil d'Administration <i>Présidence:</i> Abir Oreibi	Chefs d'édition Nicolas Dufour (web) Florian Fischbacher (web) Elise Kerchenbaum (print) Simon Moreillon (print) Julien Pralong (resp. web) Philippe Simon (resp. print)	Iconographie images@letemps.ch	Rédaction de Lausanne Rue de la Madeleine 18 CH - 1003 Lausanne Tél.: 441 22 575 80 50	Régie publicitaire <i>Nationale:</i> Anne-Sandrine Backes Adresse : NZZ one - Route de Lutly 5C CH - 1131 Tolochenaz Tél. : 021 318 46 60 <i>Email:</i> letemps@nzzone.ch <i>Régionale:</i> Sébastien Cretton Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2 CH - 1209 Genève Tél. : 022 575 80 50 <i>Email:</i> publicite@letemps.ch	Tirage diffusé 34 118 exemplaires (source: tirage contrôle REMP 2023)	
Direction Pierre-Adrian Irlé, <i>directeur exécutif</i> Madeleine von Holzen, <i>redactrice en chef</i> Jean-Christophe Potocki, <i>produits & technologie</i> Olivier Schwarz, finances	Chefs de rubrique <i>Internationale:</i> Aline Jaccottet <i>Suisse:</i> Nicole Lamon <i>Economie:</i> Aline Bassin	Redactrice en chef T Magazine Rinny Gremaud La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact/annuaire	Rédaction de Neuchâtel Case postale 2645 CH - 2000 Neuchâtel Tél.: 441 22 575 80 50		Audience REMP MACH Basic 2024-1 : 86 000 lecteurs La rédaction décline toute responsabilité envers les manuscrits et les photos non commandés ou non sollicités. Tous droits réservés. En vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la Loi contre la concurrence déloyale et sous réserve de l'approbation préalable écrite de l'éditeur sont notamment interdites toute	Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé
Redactrice en chef Madeleine von Holzen			Rédaction de Sion Rue des Creusets 16 CH - 1950 Sion Tél. 441 22 575 80 50			

Des pluies torrentielles en cascade

RÉCHAUFFEMENT Dimanche soir, de très fortes précipitations ont frappé la Suisse romande. La fréquence et l'intensité de ce type d'évènements s'accroissent en raison du changement climatique. Les risques associés sont aussi de plus en plus importants

PASCALINE MINET

✉ @pascalminet

Routes bloquées, bâtiments inondés et rues transformées en torrents: dimanche soir, la Suisse romande et la France voisine ont été touchées par de très fortes pluies. Si aucun blessé n'est à déplorer, les services de secours ont été fortement sollicités. Cet événement vient rappeler les risques des précipitations intenses, qui se multiplient et s'intensifient dans le contexte du changement climatique.

Spectaculaires, les orages de dimanche ont amené d'importants cumuls de précipitations sur un laps de temps assez court. Dans le sud du canton de Genève, certaines stations ont mesuré plus de 50 millimètres de pluie sur une demi-heure, une valeur record. La station météorologique de Nyon, également très touchée, a mesuré des quantités de précipitations comparables.

Cet épisode météorologique isolé s'inscrit dans une tendance climatique à long terme: celle d'une multiplication des très fortes pluies. En Suisse, les quantités de précipitations lors d'événements extrêmes ont augmenté de 12% depuis 1901, d'après le Centre national pour les services climatiques (NCCS) mis en place par la Confédération.

Extrêmes renforcés

«Cette hausse s'explique par un phénomène physique: plus l'air se réchauffe, plus il a la capacité d'absorber de l'eau, de l'ordre de 6 à 7% de plus pour chaque degré Celsius additionnel. Quand les conditions sont réunies pour qu'il pleuve, la quantité de précipitations est plus importante, par rapport à ce qu'elle aurait été si la température globale n'avait pas augmenté», explique Grégoire Mariéthoz, hydrogéologue à l'Université de Lausanne. En Suisse, la moyenne climatique actuelle se situe déjà 2,8 °C au-dessus de la moyenne préindustrielle, soit bien plus que la moyenne mondiale.

Si des efforts significatifs ne sont pas entrepris pour contrer le changement climatique, la multiplication des extrêmes climatiques devrait se poursuivre. La fréquence des plus fortes pluies, celles qui ne surviennent actuellement en Suisse qu'une fois tous

les 100 ans environ, se renforcera de 10 à 20% d'ici le milieu du siècle et de l'ordre de 20% d'ici la fin du siècle, toujours d'après le NCCS.

Cette situation peut paraître paradoxale, alors qu'on s'inquiète aussi d'un risque accru de sécheresses dans le cadre du réchauffement. «Il y a deux phénomènes à prendre compte, explique Grégoire Mariéthoz. Les conditions atmosphériques deviennent globalement de plus en plus sèches en été et humides en hiver. Mais par ailleurs, l'hétérogénéité météorologique se renforce: les extrêmes tels que les fortes précipitations deviennent plus fréquents et plus intenses. Alors que ces phénomènes sont normalement courts et localisés, ils ont tendance à s'étendre spatialement et temporellement.»

«L'orage du siècle»

Les fortes précipitations peuvent entraîner d'importants dégâts, variables selon les zones où elles se produisent: glissements de terrain, inondations et dommages sur les bâtiments ou les récoltes, etc. L'«orage du siècle», qui s'est abattu sur Lausanne le 11 juin 2018, a occasionné plus de 30 millions de francs de dégâts, d'après l'Etablissement cantonal vaudois d'assurance (ECA). Ce jour-là, 42 millimètres de pluie sont tombés en seulement 10 minutes. C'est le record de la pluie la plus intense jamais enregistrée en Suisse.

Alors que les risques de pluies extrêmes vont croissant, il devient nécessaire d'adapter les infrastructures, telles que les ouvrages de protection contre les crues et les canalisations, mettent en garde les spécialistes. «Tous les équipements actuels ont été conçus pour résister aux événements climatiques survenus au siècle dernier et se trouvent aujourd'hui sous-dimensionnés», indique Grégoire Mariéthoz.

Avec la professeure de l'Université de Lausanne Valérie Chavez-Demoulin, ce dernier a créé le Centre d'expertise sur les extrêmes climatiques, qui fournit des conseils aux professionnels concernés par la multiplication des événements météorologiques catastrophiques. Le secteur de l'assurance, amené à couvrir davantage de dégâts, est particulièrement concerné. ■



L'Untersee, plus petit des deux lacs qui composent le lac de Constance, a débordé hier. (BERLINGEN, 11 JUIN 2024/MICHAEL BUHOLZER/KEYSTONE)

La menace du mildiou plane sur l'agriculture

CULTURES Alors que les conditions météorologiques sont particulièrement changeantes ce printemps, les fortes pluies mettent en péril les récoltes des producteurs. A Saint-Prex, Steve Bugnon lutte contre le mildiou depuis une semaine

RAPHAËL JOTTERAND

✉ @Raph_jott

De la cour de son exploitation, Steve Bugnon a une vue imprenable sur le Léman et les Alpes. En ce lundi 10 juin, le soleil brille et a repris ses droits sur une météo qui était encore orageuse il y a moins de 12 heures. «Depuis deux mois, on vit au rythme des changements météorologiques, témoigne l'agriculteur de Saint-Prex (VD). Pour nous, ce n'est pas un problème car s'adapter est à la base de notre métier. En revanche, pour les cultures, ces variations de température et d'humidité posent de sérieux problèmes.»

Protéger les tubercules

En contrebas de sa ferme et de sa maison, Steve Bugnon possède plusieurs vignes sur un coteau orienté plein sud, qui lui permettent de produire de nombreux cépages tels que du chasselas, du merlot ou du pinot noir. Ces deux dernières années, les vignes de son domaine, Bon-Boccard, ont bénéficié d'un soleil abondant, faisant exploser la taille des grappes et la quantité de jus de raisin. Mais ce printemps, la situation est tout autre et l'humidité qui s'est installée depuis plusieurs mois a permis aux maladies de proliférer sur la quasi-totalité de ses ceps.

Pas besoin de marcher longtemps dans les vignes avant d'apercevoir les premières traces du mildiou, cette maladie causée par des champignons qui s'attaque à certaines cultures et provoque de petites taches pâles sur les plantes. En arrachant une feuille abîmée, Steve Bugnon constate l'étendue des dégâts. «Ça fait une semaine que le mildiou s'est installé sur nos vignes et sur nos plantations de pommes de terre. Dès qu'il s'installe sous les feuilles une première fois, il se propage petit à petit et nous devons réagir

extrêmement vite avec un traitement spécifique pour éviter qu'il ne se développe davantage.»

Pourtant, malgré un premier traitement appliqué à ses vignes la semaine dernière, Steve Bugnon constate que les pluies du week-end n'ont pas amélioré la situation. «Il n'y a rien de tel qu'un climat aussi changeant que celui qu'on connaît actuellement pour que les maladies puissent se propager. Pour le moment, on ne peut pas encore parler de perte, mais il faut impérativement que tous les moyens soient mis en œuvre pour éviter que le mildiou gagne du terrain et atteigne les grappes.» Dans la région du pied du Jura, de nombreux autres vigneron et paysans sont touchés par le mildiou. Pourtant, ce n'est pas souvent que ce champignon s'invite dans le coin. «Nous avions eu un cas en 2016, mais jamais autant», assure Steve Bugnon.

«On risque d'être confrontés à une forte baisse de la production, principalement sur le blé»

DIDIER AMEZ-DROZ, PAYSAN

Outre ses vignes, l'agriculteur observe aussi de sérieux dégâts au niveau de ses cultures de pommes de terre. «Nous avons traité les champs de patates hier, mais je suis vraiment surpris de voir autant de taches. Nous allons devoir injecter un deuxième produit ce mercredi car si le tubercule est atteint par le mildiou, alors toute la plantation sera raide; ce serait dramatique.» Assuré contre la grêle mais pas contre ce type de dégâts, Steve Bugnon pourrait perdre gros en cas de récolte avortée. «Nous devons encore tenir une quinzaine de jours au moins avant de pouvoir commencer l'arrachage, précise-t-il. Pour le moment, je ne suis pas inquiet car le produit est censé bloquer la prolifération

du champignon, et si le mildiou continue à se développer alors nous traiterons encore une fois.»

Comble de malchance, Steve Bugnon avait tout prévu cette année pour lutter contre la sécheresse. Le spécialiste de la terre avait pris des parts au sein du Groupement d'Irrigation Lussy (GIL) et tout un système de tuyauterie, étalé sur plus de 800 mètres, avait été construit sur sa parcelle pour assurer l'alimentation de ses cultures en eau. «On vit une drôle de période car les deux dernières années, ce sont les grosses chaleurs du printemps qui nous avaient posé problème. En 2022 et 2023 nous avons dû arroser sans arrêt, ce qui demande aussi un travail considérable et qui nous coûte plusieurs dizaines de milliers de francs. Le mieux, c'est de ne jamais être confronté aux situations extrêmes.»

Autres maladies à Montricher

A quelques kilomètres de l'exploitation de Steve Bugnon, d'autres agriculteurs connaissent les mêmes problématiques liées aux fortes pluies de ces dernières semaines. Parmi eux, le paysan et syndic de Montricher Didier Amez-Droz dresse un bilan alarmant: «A cause de ce temps, nous sommes bourrés de maladies. Nous avons fait le choix de travailler avec des cultures extensives qui ne sont pas traitées, afin de souscrire au label IP-Suisse. On ne va même pas aller voir les champs car on va se faire du mal, tant la situation est catastrophique pour les céréales.»

En laissant la nature agir sur ses cultures, le professionnel de la terre s'attend à des récoltes moins fructueuses que par le passé. «Les feuilles sont atteintes par des maladies. Mais ce sont aussi elles qui nourrissent le grain et qui lui permettent de grandir correctement. Alors on risque d'être confrontés à une forte baisse de la production, principalement sur le blé.» Si ces fortes pluies pénalisent fortement les céréales, Didier Amez-Droz se réjouit toutefois du bon rendement des fourrages ainsi que de la croissance prometteuse des betteraves. Quelques indicateurs positifs qui ne permettront sans doute pas de compenser la perte éventuelle du blé. ■

EN BREF

Recul des gaz à effet de serre détruisant la couche d'ozone

Une étude internationale menée par des chercheurs de l'Université de Bristol montre une diminution des produits chimiques qui détruisent la couche d'ozone dans l'atmosphère. Publié dans la revue Nature Climate Change, ce résultat confirme le succès des réglementations internationales visant à limiter la production et l'utilisation de ces polluants. ATS

Wellington renonce à taxer les rots et pets de vache

Le gouvernement de centre droit néo-zélandais a annoncé mardi abandonner son plan controversé sur la taxation des émissions de gaz à effet de serre à travers les rots et pets du bétail, qui ne passait pas du tout auprès des éleveurs. Une nouvelle loi sera présentée au parlement ce mois-ci afin d'exclure le secteur agricole d'un nouveau plan de tarification des émissions. ATS

En Europe, hausse des maladies transmises par les moustiques

Les cas de dengue et d'autres maladies liées aux moustiques sont en nette hausse en Europe, a averti mardi l'agence de santé de l'UE. Le changement climatique crée des conditions plus favorables à la propagation de moustiques invasifs. En 2023, 130 cas de dengue autochtone ont été enregistrés dans l'UE plus l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, contre 71 en 2022. ATS

Une semaine cruciale pour l'odorat et le toucher

La première semaine après la naissance est décisive pour le développement de l'odorat et du toucher. Une étude de l'Université de Zurich (UZH) sur des souriceaux nouveau-nés montre que le cerveau réagit spécialement aux odeurs et au toucher. Un fait important pour les bébés prématurés placés en soins intensifs où ils sont privés d'un environnement sensoriel normal. ATS

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG
Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du mardi, 11.06.2024, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2024 en %

BONHÔTE

Ensemble, trouvons la solution d'investissement qui vous correspond. Consultez la performance de nos fonds sur bonhote.ch/produits.

Fonds en obligations				
B. Sel.-Glob Bonds ESG IA (CHF)	CHF 3/1a	99.06	-	
B. Sel.-Glob Bonds ESG ID (CHF)	CHF 3/1a	99.06	-	
B. Sel.-Glob Bonds ESG IDUH (USD)	USD3/1a	99.65	-	

Fonds en actions				
Bonhôte Sel. Glob Emerg MF (CHF)	CHF 4/2a	107.81	11.0	

Fonds immobiliers				
Bonhôte-Immobilier SICAV - BIM	CHF 2/2	147.50	6.9	

S|Y|N|C|H|R|O|N|Y Funds

Fonds en obligations				
Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	CHF 1/1e	92.71	-0.6	
Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	EUR1/1e	97.15	-1.6	
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/1e	103.99	-1.0	
Synchrony Swiss. Government Bonds	CHF 4/3e	91.80	-2.5	

Fonds en actions				
Synchrony (LU) HighDiv US Stocks A	USD1/1e	147.69	5.5	
Synchrony (LU) HighDivEuroP.St. A	EUR1/1e	125.01	7.9	
Synchrony (LU) Silk Road ZS A	USD1/1e	124.44	10.8	
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/1e	154.15	7.6	
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	EUR1/1e	151.23	3.9	
Synchrony (LU) SwissSm&MidCaps A	CHF 1/1e	128.15	2.1	
Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	EUR1/1e	218.97	9.0	
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/1e	137.16	9.0	
Synchrony Europe Equity A	EUR4/3e	102.59	9.0	
Synchrony High Div.Sw.Stocks A	CHF 1/1e	133.35	6.7	
Synchrony High Gr.Econ.Eq. A	USD4/3e	103.28	4.8	
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/1e	136.47	2.8	
Synchrony Swiss Equity A	CHF 1/1e	105.84	9.3	
Synchrony Swiss Equity C	CHF 1/1e	109.77	9.5	
Synchrony Swiss Equity I	CHF 1/1e	105.89	-	
Synchrony US Equity A	USD4/3e	198.09	12.1	

Fonds d'allocation d'actifs				
Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/1e	143.81	6.3	
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR2/1e	146.24	4.4	
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/1e	97.23	2.9	
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/1e	131.79	9.5	
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 1/1e	97.22	1.6	
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/1e	152.99	14.1	
Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	EUR1/1e	139.92	4.0	
Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	EUR1/1e	176.30	6.1	
Synchrony LPP 25 B	CHF 1/1e	122.49	3.4	
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/1e	128.74	5.3	
Synchrony LPP 40 ESG B	CHF 1/1e	117.84	5.5	
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/1e	131.59	8.5	

BBGI GROUP

Autres fonds				
BBGI - Equit. Sw. Behavior. Value	CHF 1/1e	157.80	9.6	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF	CHF 1/1e	116.70	17.6	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF Hdg.	CHF 1/1e	83.10	8.6	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR	EUR1/1e	155.00	13.6	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR Hdg.	EUR1/1e	92.80	9.7	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl USD	USD1/1e	123.80	10.3	
BBGI Commodities (USD) A	USD1/1e	109.70	9.0	
BBGI Natural Resources (USD)	USD1/1e	186.10	3.3	
BBGI Share Alternative Energy (USD)	USD1/1e	75.70	-10.1	

BCV

Fonds d'allocation d'actifs				
BCV Actif Balancé (CHF) ESG	CHF 1/1e	101.58	6.5	
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 2/1e	90.52	3.6	
BCV Actif Offensif (CHF) ESG	CHF 2/1e	99.03	9.7	
BCV Actif Sécurité (CHF) ESG	CHF 2/1e	89.97	0.6	
BCV Stratégie Actions Monde ESG A	CHF 2/1e	140.41	13.6	
BCV Stratégie Dynamique ESG A	CHF 2/1e	111.16	9.5	
BCV Stratégie Equipondéré ESG A	CHF 2/1e	163.45	6.4	
BCV Stratégie Equipondéré ESG Amb A	CHF 2/1e	98.49	5.2	
BCV Stratégie Obligation ESG A	CHF 2/1e	83.97	-0.1	
BCV Stratégie Revenu ESG A	CHF 2/1e	112.74	3.5	
BCV Stratégie Revenu ESG Ambition A	CHF 2/1e	103.69	2.5	

Berninvest

Fonds immobiliers				
Good Buildings SREF	CHF 5/5	130.50	-1.1	
Immo Helvetic	CHF 5/5	201.00	-1.0	

BLACKROCK®

Fonds en obligations				
BGF FI Glob Ops D2 USD	USD1/1e	16.58	0.6	
BGF Glo Corp Bond D2 USD	USD1/1e	15.68	-0.1	

Fonds en actions				
BGF Syst Glob Eq HI D2 USD	USD1/1e	23.32	10.1	
Glb Unicon Eq D Acc USD	USD3/3e	181.93	10.4	

bordier | 1844

Fonds en obligations				
BO Fd IV-Bordier Allo Bal USD	USD4/4e	113.33	5.0	
BO Fd IV-Bordier Eur. Fix Inc EUR	EUR4/4e	103.05	0.4	
BO Fd IV-Bordier Glob Fix Inc USD	USD4/4e	113.37	1.7	

Fonds en actions				
BO Fd IV-Bordier Core Hid Eur EUR	EUR4/4e	159.03	5.5	
BO Fd IV-Bordier Core Hid Eur I EUR	EUR1/1e	148.44	5.9	
BO Fd IV-Bordier Gbl EmMkt USD	USD4/4e	190.37	5.0	
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur EUR	EUR4/4e	125.84	11.7	
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur I EUR	EUR1/1e	132.64	12.1	
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD4/4e	232.09	13.2	
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq USD	USD4/4e	225.74	12.8	

BRUNOWALTER

Fonds en actions				
Al'round Quadinvest Fund ESG B	EUR2/1e	219.50	3.6	
Al'round Quadinvest Fund ESG C	EUR2/1e	164.33	3.7	
Al'round Quadinvest Fund ESG D	EUR2/1e	233.91	3.8	
Al'round Quadinvest Fund ESG Da	EUR2/1e	98.97	3.8	
Al'round Quadinvest Growth B	USD2/1e	298.59	9.0	
Al'round Quadinvest Growth C	USD2/1e	308.01	8.9	
Al'round Quadinvest Growth D	USD2/1e	313.75	9.2	
Al'round Quadinvest Growth Da	USD2/2e	263.28	9.2	
Al'round Quadinvest Growth OE	USD2/1e	292.40	8.7	

bwm

VALUE INVESTING

Représentant pour la Suisse:
LLB Swiss Investment AG

Fonds en actions				
Classic Global Equity Fund	CHF 3/3a	611.10	19.6	
Classic Value Equity Fund	CHF 3/3e	185.14	15.6	

caceis

INVESTOR SERVICES

Fonds en actions				
Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/1e	125.46	15.4	
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR1/1e	99.22	16.6	
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/1e	132.80	9.7	

carne

Fonds en actions				
Konwave Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/1e	241.93	27.6	
Konwave Gold Equity Fd EUR - B	EUR2/1e	243.70	23.0	
Konwave Gold Equity Fd USD - B	USD2/1e	278.03	19.0	

CITE GESTION

PRIVATE BANK

Fonds d'allocation d'actifs				
WF Asset Allocation Fund A EUR	EUR 1/1e	1105.64	4.2	
WF Asset Allocation Fund A H CHF	CHF 1/1e	1032.80	3.0	
WF Asset Allocation Fund A H USD	USD 1/1e	1248.82	4.7	

CREDIT SUISSE

Fonds en instruments du marché monétaire

CS MoneyMarket Fund CHF B	CHF 2/1e	961.28	0.6	
CS MoneyMarket Fund EUR B	EUR 2/1e	1050.07	1.6	
CS MoneyMarket Fund USD B	USD2/1e	1164.28	2.1	

Fonds en obligations				
CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 2/1e	108.20	-0.3	
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD2/1e	113.49	2.3	
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/1e	111.69	0.5	
CS (Lux) Corp ST Duration EUR BF B	EUR 2/1e	127.85	0.6	
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD2/1e	156.75	1.4	
CS (Lux) EM Corp IG Bd Fd B	USD2/2e	141.75	0.6	
CS (Lux) Digit. Health Eq Fd B USD	USD2/2e	136.64	2.8	
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 2/1e	495.59	-0.2	
CSIP (Lux) GL Bal Convertible B	USD2/1e	175.48	3.6	
CSIP (Lux) Glob Inv Grde Conv Bd Fd B	USD 1/1e	158.59	4.6	

Fonds en actions				
CS (CH) 130/30 Swiss Equity Fd B	CHF 2/1e	41.58	10.2	
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 2/4e	446.24	7.1	
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 3/1e	15.05	9.8	
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 3/1e	23.23	9.8	
CS (CH) Swissac EF B	CHF 2/1e	55.20	8.6	
CS (Lux) Digit. Health Eq Fd B USD	USD2/2e	996.88	-6.5	
CS (Lux) EU Qu Div EQ B	EUR 2/1e	23.05	5.7	
CS (Lux) Europ.Ent.Eq.Fnd B EUR	EUR 2/1e	4344.13	10.9	
CS (Lux) GL Qua Div EQ B	USD2/1e	25.49	7.9	
CS (Lux) Global Value EF B EUR	EUR 2/1e	15.49	7.6	
CS (Lux) Infrastruct Eq Fd B	USD2/2e	210.07	0.3	
CS (Lux) S&M Cap Germany EF B EUR	EUR 2/1e	2898.64	-1.4	
CS (Lux) Security Equity Fd B	USD2/1e	46.02	1.4	
CS EF (CH) S&M Cap Swiss.Eq Fd B	CHF 2/1e	1411.33	5.3	

Fonds d'allocation d'actifs				
CS (CH) Int. & Div. Focus Bal CHF UB	CHF 2/1e	115.18	4.7	
CS (CH) Int. & Div. Focus Growth CHF UB	CHF 2/1e	131.30	7.1	
CS (CH) Int. & Div. Focus Yld CHF UB	CHF 2/1e	99.68	1.5	
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/1e	104.73	1.9	
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	CHF 1/1e	108.71	3.9	
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF 2/1e	126.02	5.3	
CS (CH) Privilege 75 CHF UB	CHF 1/1e	118.29	8.9	
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD 1/1e	199.33	3.4	
CS (Lux) Sys Index Fund Bal CHF UB	CHF 2/1e	122.63	5.5	
CS (Lux) Sys Index Fund Growth CHF UB	CHF 2/1e	140.66	8.3	
CS (Lux) Sys Index Fund Yld CHF UB	CHF 2/1e	107.55	3.0	

Fonds immobiliers				
CS Real Estate Fund LogisticsPlus	CHF 5/5e	99.80	5.3	
CS REF Green Property	CHF 5/5e	113.00	-6.6	
CS REF Hospitality	CHF 5/5e	73.00	2.5	
CS REF Interswiss	CHF 5/5e	171.00	4.9	
CS REF LivingPlus	CHF 2/1e	140.50	-2.1	
CS REF Slat	CHF 5/5e	216.00	1.9	

Investissements alternatifs				
CS (Lux) S&M Cap Alpha L/S B	EUR 2/1a	159.91	-2.0	
CS Comm. Fd Plus (CH) USD BH CHF	CHF 2/1e	117.99	2.5	

Autres fonds				
CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/1e	18.32	0.2	
CS (Lux) Com. Idx Pl USD Fd B	USD2/1e	71.03	5.3	
CS (Lux) Comm. Inv Allocation B	USD2/1e	75.22	6.2	
CSIP (Lux) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 2/1e	259.63	9.0	

CRONOS

FINANCE

Fonds immobiliers				
Cronos Immo Fund	CHF 5/5	111.00	-5.5	

Fonds en obligations				
EG CHF Bond Fund (CHF)	CHF 2/1e	98.50	0.8	

Fonds en actions				
EG European Equities (EUR)	EUR 2/1e	420.10	9.4	
EG Global Equities (EUR)	EUR 2/1e	231.60	2.4	
EG Swiss Equities (CHF)	CHF 2/1e	67.50	7.7	
Gutzwiller ONE	USD2/1e	595.00	10.1	

Investissements alternatifs				
Gutzwiller TWO (USD)	USD2/1e	173.20	-0.4	

DE PURY PICTET TURRETTINI

Fonds en actions				
Cadmos - Emg Mkts Enga B	USD2/1a	196.57	1.2	
Cadmos - Emg Mkts Enga I	USD4/4a	81.25	1.4	
Cadmos - Peace Eur Eng B	EUR 2/1e	206.27	8.2	
Cadmos Swiss Engagement B	CHF 4/4e	224.83	8.3	
ENETIA Energy Infra. Fund IB EUR	EUR 2/1e	17466.03	3.1	
ENETIA Energy Transition Fund IB EURh	EUR 2/1e	140.54	-1.0	
White Fleet IV-Ene Emr In S EUR(hnhe)	EUR 1/1e	11630.74	4.4	
White Fleet IV-Rl St B (USD)	USD 1/1e	46.11	-4.9	
White Fleet IV-Sec.Trds S (USD)	USD 1/1e	199.30	11.1	

Fonds d'allocation d'actifs				
Cadmos Balanced CHF B-Dist	CHF 4/4e	123.82	5.6	

Autres fonds				
Physical Gold B3	USD 1/1e	125.98	11.4	

Edmond de Rothschild Real Estate SICAV

Fonds immobiliers				
ERRES Swiss A-CHF	CHF 4/4	146.50	7.3	

ethos

Fonds en actions				
Vontobel(CH)-EthosEqSwissM&S A	CHF 4/1e	480.43	3.7	

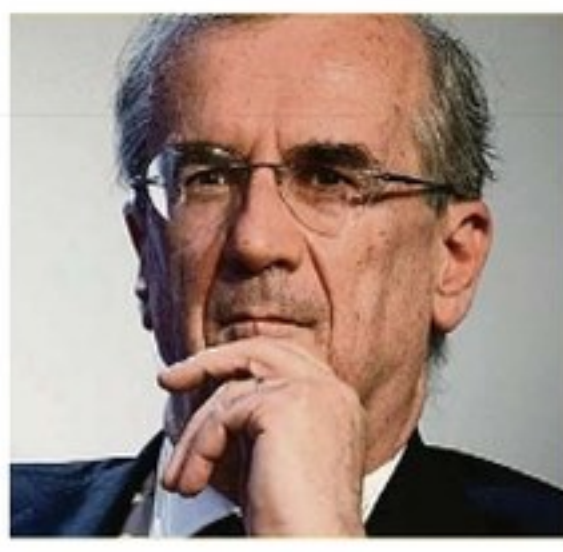
Economie & Finance

350

CONFRONTÉE À UN RECU DE COMMANDES, L'ENTREPRISE LIEBHERR MACHINES BULLE prévoit d'introduire dès le 1er juillet le chômage partiel pour 350 employés. Une demande en ce sens, pour une durée temporaire, a été adressée au canton, a-t-elle confirmé hier.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU
Gouverneur de la Banque de France

Les autorités européennes doivent achever l'Union bancaire pour permettre l'émergence de banques paneuropéennes, a-t-il déclaré hier.



235 millions

LA CHINE A ENJOINT AU CONSTRUCTEUR DE VÉHICULES EVERGRANDE AUTO DE REMBOURSER 235 millions de francs de subventions pour manquement à ses obligations contractuelles, a annoncé la filiale du promoteur immobilier chinois criblé de dettes.

SMI	12 072,92	-0,53%	Dollar/franc	0,8986	↑
Euro Stoxx 50	4965,09	-1,02%	Euro/franc	0,9648	↓
FTSE 100	8147,81	-0,98%	Euro/dollar	1,0737	↓
			Livre st./franc	1,1433	↑
			Baril Brent/dollar	82,13	↑
			Once d'or/dollar	2311	↑

Genève attire désormais les touristes locaux

HÔTELLERIE La Cité de Calvin a su pleinement profiter de l'effervescence des voyages post-covid. Le nombre de nuitées qu'elle a comptabilisées en avril dernier a dépassé celui de la même période en 2019. Reste maintenant à inscrire cet engouement dans la durée

JULIE EIGENMANN
X @JulieEigenmann

Juillet et août approchent et devraient être la promesse d'un été touristique riche à Genève. Ces mois sont ceux qui cumulent le plus de nuitées dans la région même si la ville est bien connue pour ses salons et autres congrès. Il faut dire aussi que le canton s'est aussi distingué récemment: les derniers chiffres de l'Office fédéral de la statistique révélaient qu'en 2023, la région zurichoise a connu la plus importante hausse des nuitées (+1 million/+17,2%), suivie de la Région Berne (+742 000/+14,1%) et de Genève (+588 000/+19,8%), qui arrive donc au sommet du classement romand et même en premier en termes de proportion.

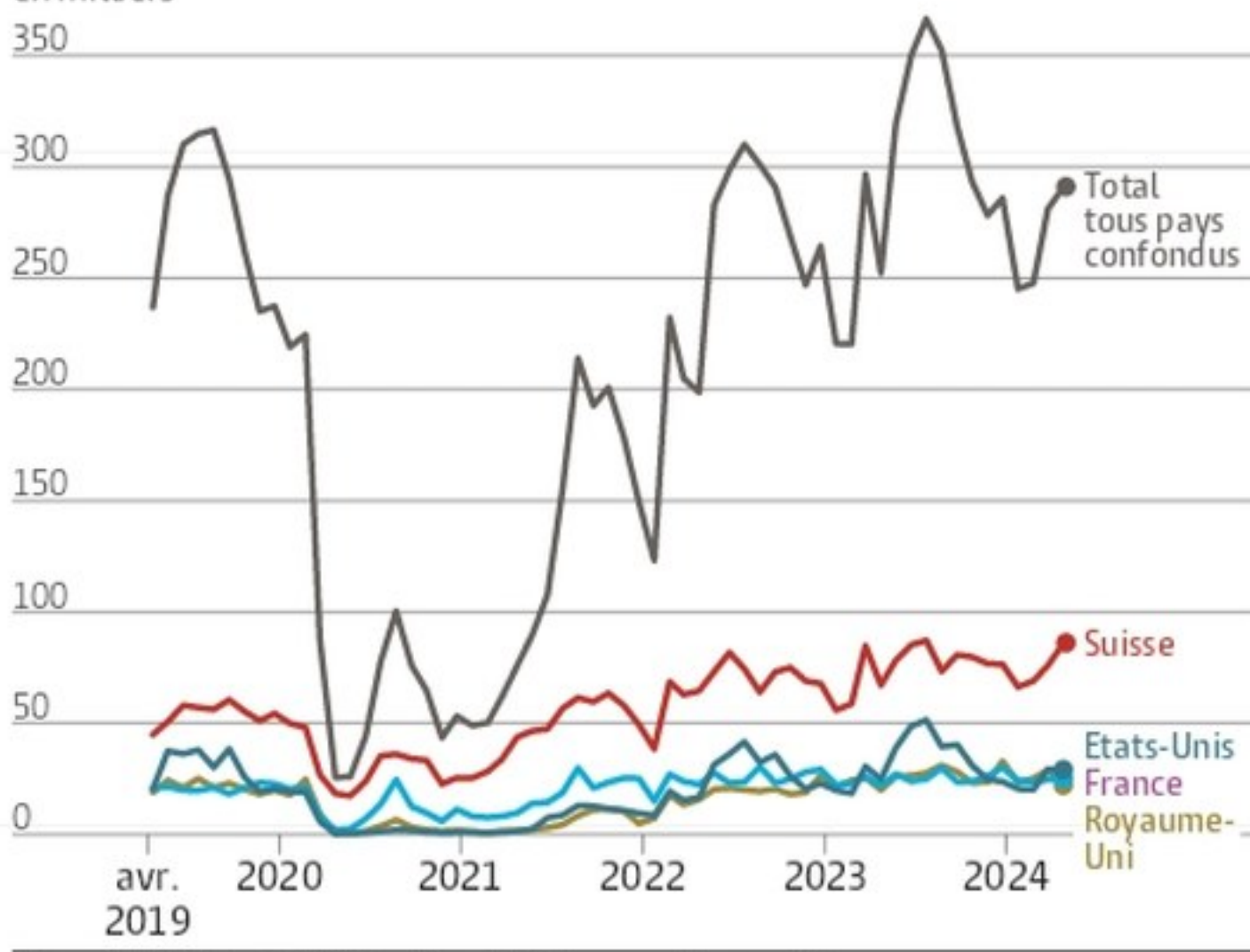
Les derniers chiffres disponibles datent d'avril 2024, qui comptabilisait 290 682 nuitées au total à Genève. En avril 2019, avant le covid, leur nombre était de 236 979.

De la promotion en Suisse alémanique

Là où l'évolution est la plus importante, c'est du côté des Suisses eux-mêmes. Ils ont passé 44 860 nuitées à Genève en avril 2019 contre presque le double en avril 2024 (85 835). «La plus forte progression vient d'eux alors qu'ils représentaient déjà le volume de nuitées le plus élevé», précise Adrien Genier, directeur de Genève Tourisme. Les Suisses

HAUSSE DU NOMBRE DE TOURISTES SUISSES À GENÈVE

Nuitées à Genève dans des hôtels et établissements de cure, en milliers



Entre avril 2019 et avril 2024 | Graphique: Julie Eigenmann | Source: OFS

constituent désormais 25% des parts de marché, contre 18% en 2019.

Un potentiel sur lequel le directeur, arrivé en fonction début 2019, avait misé. «Nous avons alloué un budget pour faire de la promotion en Suisse alémanique autour de thématiques porteuses comme le patrimoine genevois, le vin et la nourriture, avec notamment un accent mis sur la campagne genevoise et ses vignobles. Beaucoup d'Alémaniques sont venus découvrir Genève ces dernières années et y ont visiblement trouvé leur compte.» A noter que

Genève Tourisme est revenu à son effectif d'avant-covid, soit 60 personnes. Certaines équipes avaient dû être réduites, avec 43 personnes au plus fort de la crise.

Les campagnes de Genève tourisme ont contribué à mettre en avant le patrimoine urbain et culturel de la ville ainsi que ce qu'elle offre de gratuit comme certains festivals, ses parcs, son accès au lac qui s'est amélioré avec la plage des Eaux-Vives, atteste Rafael Matos-Wasem, enseignant à la Haute Ecole de gestion de la HES-SO Valais-Wallis et spécialiste en tourisme

urbain. Cette augmentation des Suisses à Genève s'inscrit aussi dans une après-pandémie dans laquelle – même si les voyages lointains ont largement repris – les Suisses voyagent aussi un peu plus souvent dans leur propre pays, souligne-t-il.

Le covid a fait office de catalyseur, atteste Adrien Genier, tout en indiquant que le nombre de chambres existantes a aussi augmenté. «De décembre à avril 2024, on compte environ +13% de nuitées mais +18% de chambres. Nous ne sommes donc pas encore au même taux d'occupation qu'avant le covid», commente-t-il.

Un «frémissement» à Genève

L'offre hôtelière a augmenté, appuie Rafael Matos-Wasem: «Boutiques-hôtels, appartements-hôtels, hôtels rachetés par des capitaux étrangers... On sent un certain frémissement à Genève, développe-t-il. Certaines personnes du reste de la Suisse et de la région frontalière viennent aussi y passer la nuit pour s'assurer d'avoir leur vol tôt le matin.» Il souligne aussi l'existence de l'important aéroport de jets privés qui peut aussi jouer un rôle. Ainsi que la présence de Genève dans la liste du *New York Times* des 52 destinations à visiter en 2024 et d'autres bonnes places dans de récents classements.

Les visiteurs venus d'autres pays n'ont par ailleurs pas beaucoup changé, rapporte le directeur de Genève Tourisme. Dans le top 5 demeurent, derrière la Suisse,

l'Amérique du Nord (principalement les Etats-Unis), le Royaume-Uni, la France et dans une moindre mesure les pays du Golfe, mais avec des visites en baisse. La Chine, contrairement aux idées reçues, ne représente que 2% de part de marché, mais elle progresse.

Il s'agit là de visiteurs «traditionnels» à Genève, note Rafael Matos-Wasem, qui rappelle que ce sont les Britanniques qui ont notamment fait démarrer le tourisme moderne en Suisse et que les hôtels «Britannia» ou «Victoria» en portent d'ailleurs encore la trace. Le fameux Hôtel des Bergues, inauguré en 1834, a ainsi été construit pour profiter de l'essor du tourisme britannique.

Loisirs ou affaires?

Juillet et août restent entre 2019 et aujourd'hui les mois qui comptabilisent le plus grand volume de nuitées, confirmant que ces hausses sont principalement le fait du tourisme de loisirs. Mais les nuitées sont aussi dues au tourisme d'affaires individuel (qui est, lui, plutôt en baisse avec des réductions de budgets des entreprises et l'avènement des visioconférences),

+19,8%
Les derniers chiffres de l'OFS révélaient qu'en 2023, les nuitées à Genève ont augmenté de 19,8%.

à la présence des agences onusiennes et autres ONG, ou à des salons et congrès. Les chiffres ne permettent cependant pas de distinguer précisément le but des séjours. Les derniers mois de mars et d'avril ont cependant accusé une certaine baisse, souligne Rafael Matos-Wasem.

Mais comment expliquer qu'en période d'inflation, nombre de touristes se tournent vers Genève, troisième ville la plus chère au monde avec New York, selon une publication de *The Economist* en 2023? «Depuis la pandémie, il y a un accent mis sur les destinations sûres et de qualité pour limiter les risques. C'est le cas de Genève», assure le directeur de Genève Tourisme.

Rafael Matos-Wasem voit dans ces chiffres un effet de rattrapage post-covid toujours en cours, mais qui pourrait s'estomper dans les mois à venir, avec l'inflation notamment. «Certains pourraient décider de freiner sur les dépenses en attendant des jours meilleurs.»

Quant au souhait de longue date de Genève tourisme de prolonger les visites d'affaires en tourisme de loisirs, un frein persiste: beaucoup souhaitent rentrer rapidement après un séjour professionnel. «Mais nous misons sur le fait que les visiteurs pour affaires reviennent plus tard, avec leur famille justement», conclut Adrien Genier. Aucun chiffre ne permet pour l'instant de savoir si cette «conversion» des affaires aux loisirs a effectivement lieu. ■

Les cinq leçons à tirer de l'arrivée prochaine d'Apple Intelligence

TECHNOLOGIE Lundi soir, la marque à la pomme annonçait l'arrivée de solutions d'intelligence artificielle partout dans ses services, mais par petites touches. Cela va forcer tous ses concurrents à réagir rapidement

ANOUCHE SEYDTAGHIA
X @Anouch

Bien sûr, il y a d'abord le coup de pub. Nommer «Apple Intelligence» son nouvel ensemble de technologies, alors que tout le monde parle, en anglais, d'«AI», est une réussite marketing. Il y a aussi le fond. En dévoilant lundi soir sa stratégie sur l'intelligence artificielle, la marque à la pomme va forcer ses principaux concurrents à réagir vite. C'est tout le paradoxe de la présentation menée notamment par Tim Cook, son directeur: aucune annonce marquante, aucune sensation, mais une stratégie qui aura au final un impact mondial. Voici cinq leçons à en tirer.

1 Des services personnalisés

En intégrant directement de l'IA dans ses téléphones et ses ordinateurs, en faisant travailler ses logiciels sur les données personnelles de ses clients, Apple renverse le marché. On avait l'habitude, avec ChatGPT, Gemini de Google ou Bing de Microsoft, de poser des questions souvent personnelles à des modèles

de langage créés sur la base de la masse colossale d'informations externes. En faisant tourner son IA sur les informations personnelles des utilisateurs de ses produits – avec leur consentement –, Apple met une pression considérable sur ses concurrents pour que leurs services répondent mieux encore aux requêtes des utilisateurs. «Le plus important, c'est que ce système vous comprenne et qu'il soit ancré dans votre contexte personnel, comme votre routine, vos relations, vos communications, et bien d'autres choses encore», a ainsi martelé Tim Cook.

Bien sûr, il est trop tôt pour juger de la pertinence des réponses apportées par cette «Apple Intelligence» – on le saura dès mi-septembre et la sortie d'iOS 18. En parallèle, on voit aussi Copilot de Microsoft tenter de travailler sur les données Word ou Excel des utilisateurs, Gemini fouiller dans les messages au sein de Gmail, alors que ChatGPT permet à chacun de charger des documents personnels. Mais Apple va beaucoup plus loin.

2 L'importance de l'écosystème

On le sait depuis des années, Apple a réussi à créer un cercle vertueux en sa faveur, ses clients achetant des services supplémentaires (stockage en ligne, musique, applications, etc.) parce qu'ils achètent des iPhone, et ainsi de suite. En intégrant directement son IA dans ses téléphones (mais aussi ses Macs et iPads),



«Le plus important, c'est que ce système vous comprenne»

TIM COOK, DIRECTEUR D'APPLE

Apple va renforcer son écosystème et pousser encore davantage ses clients à renouveler leurs appareils – seuls les plus récents faisant tourner son IA.

Le dernier modèle de Samsung, le S24 Ultra, était lui aussi présenté comme un «téléphone IA». Mais sans grand succès marketing. Et surtout avec une intégration moins poussée que ce que promet Apple. Désormais, la pression est énorme pour Google, éditeur d'Android, pour mieux marier son IA avec son système d'exploitation et les smartphones créés par ses partenaires. Pour Apple, qui maîtrise tous ces éléments, tout est plus simple.

3 Malheur aux petits

Qui va encore utiliser, ou même expérimenter, des IA alternatives alors qu'Apple en livre une clé en main, directement utilisable avec ses propres données? La question est provocatrice, mais le risque, pour les petits acteurs de l'IA, est bien réel. Certes, Apple a noué un partenariat avec OpenAI pour toutes les questions ne touchant pas les données de ses utilisateurs. Certes, il est possible (mais pas certain), qu'Apple offre plus tard l'accès à d'autres IA, comme celle de Google.

Mais pour les consommateurs, l'envie d'explorer des alternatives pourrait diminuer sensiblement. Que ce soit le chatbot Claude d'Anthropic, l'alternative Perplexity ou Grok, d'un certain Elon Musk, tous ces outsiders risquent d'avoir un peu plus de mal à exister. Sans parler des projets moins connus encore qui n'ont aujourd'hui aucune visibilité. Une fois de plus, dans cette course à l'IA, malheur aux petits. En parallèle, on apprend hier que la société française Mistral AI bouclait une levée de fonds de 600 millions d'euros, portant à plus de 1 milliard d'euros le montant total levé en moins d'un an.

4 La question de la confiance...

Apple a fait du respect de la vie privée son argument marketing majeur depuis une dizaine d'années – en étant rarement pris à défaut sur ce point. Son

Apple Intelligence, en traitant les données localement, sans que l'entreprise n'y ait accès, est exactement dans cette veine. Tim Cook a insisté un nombre incalculable de fois sur le fait que son IA ménage totalement la vie privée.

Ces derniers mois, à l'autre extrême, OpenAI, éditeur de ChatGPT, a été souvent pris en défaut sur ce point. On ne sait toujours pas sur quelles données son IA est entraînée, et de nombreuses procédures judiciaires sont en cours, des plaignants l'accusant d'avoir siphonné leurs données.

L'argument du respect des données personnelles sera-t-il prépondérant pour Apple dans sa course à l'IA? Il est trop tôt pour le dire. Mais c'est potentiellement un atout.

5 ... et de la fiabilité

Lundi soir, toutes les démos effectuées par Apple étaient évidemment réalisées à la perfection: création d'image, fixation de rendez-vous, résumé de texte, réponse à un e-mail... Tout a très bien fonctionné. Mais dans la vraie vie? Impossible d'imaginer que cette Apple Intelligence ne se trompe pas, en interprétant mal des informations personnelles et en répondant de travers à un message ou en commettant de grossières erreurs dans son agenda personnel. C'est un risque non négligeable pour Apple, si attaché à sa réputation. ■

12 Bourses

BOURSE 11.06.2024

▼ SMI 12072.92 -0.53% ▼ SPI 16031.70 -0.51% ▼ SLI 1961.39 -0.58% ▼ SMIM 2591.472 -0.36% ▲ VSMI 13.0671 3.68%

SMI

Titre 11.06.	Div.	Rend. du div.	Cours clôture	Variation % jour d'avant	Plus bas / Plus haut 52 semaines	Haut
ABB NA	0.87	1.74	50.08	-0.56	29.13	50.84
Alcon N	0.24	0.30	81.00	-0.95	61.28	83.34
Geberit NA	12.70	2.32	547.60	-0.76	409.00	571.20
Givaudan	68.00	1.56	4356.00	-0.14	2724.00	4396.00
Holcim N	2.80	2.50	80.14	-0.40	54.34	81.98
Kühne+Nagel	10.00	3.85	259.60	-2.88	234.50	301.90
Logitech NA	1.06	1.18	89.48	-1.41	48.28	93.50
Lonza Gr.	4.00	0.81	495.10	-1.18	308.60	574.60
Nestlé NA	3.00	3.17	94.60	-1.05	89.52	109.34
Novartis	3.30	3.51	94.08	-0.23	79.21	95.41
Partners Gr.	39.00	3.35	1163.50	0.30	786.80	1325.50
Richemont	3.50	1.87	147.05	-1.01	102.95	154.00
Roche Hld.GS	9.60	3.97	241.60	0.79	212.90	281.30
Sika N	3.30	1.23	268.80	-0.52	206.90	287.60
Sonova	4.60	1.49	288.10	0.35	205.80	300.60
Swiss Life	33.00	5.25	628.60	-0.47	509.60	666.60
Swiss Re NA	6.22	5.57	111.50	-0.67	83.10	117.20
Swisscom	22.00	4.41	499.00	-0.60	486.80	565.80
UBS Group N	0.64	2.31	27.77	-0.93	17.26	28.78
Zurich Ins. Gr.	26.00	5.53	470.40	-1.26	401.70	492.90

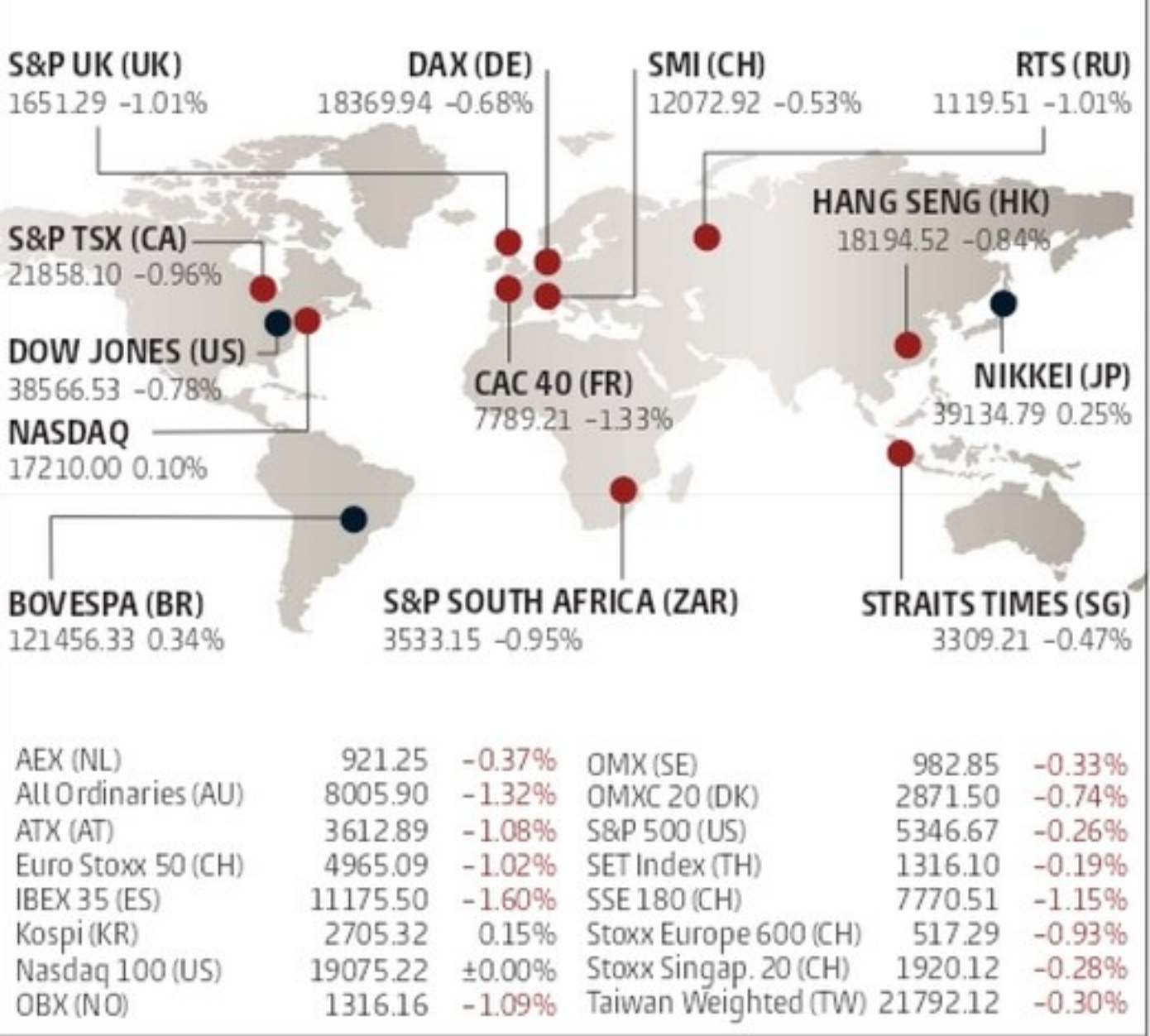
▲ GAGNANTS

	Cours du SPI du 11.06.2024	PERDANTS ▼
Molecular Partn.	4.48 +12.44%	Arundel NA 0.16 -22.33%
Leclanché NA	0.54 +8.69%	Addex Therap. 0.059 -15.19%
GAM NA	0.27 +8.47%	Curatis N 6.36 -7.83%
Villars	640.00 +6.67%	SHL Telemed. 4.99 -5.13%
Kuros Bios.	11.82 +3.50%	Medartis 73.20 -4.69%

SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI sans SMI)

Cours 11.06. clôture	Var. % j. d'av.	52 semaines Haut Bas	Comet 357.00 2.44 358 171	Comp. Fin.Tr. 138.50 -1.77 157 113	Cosmo Pharma. 73.70 -1.60 760 337
Accelleron	35.46 -0.89	37.8 20.7	CPH 90.00 -0.22	93.0 78.0	Curatis N 6.36 -7.83
Addex Therap.	0.059 -15.19	0.26 0.04	Datwyler 190.60 0.11	225 154	DKSH Hold. 61.30 -0.16
Adcoo Gr. NA	32.46 -1.04	42.2 27.8	DocMorris 61.05 -0.73	102 35.2	dormakaba 469.50 -0.32
Adval Tech	95.00 -	128 85.0	Emmi NA 880.00 -0.23	964 820	EFG Int. 13.00 1.09
Aegis Vict. NA	15.80 ±0.00	19.1 13.8	Ems-Chemie 730.50 -0.07	781 581	Episuisse 71.00 -0.28
Airesis S.A	0.48 -	0.77 0.40	Epic Suisse 71.00 -0.28	75.0 59.2	Evolva Hold. 0.98 3.16
Allreal NA	149.80 -1.32	162 140	Feintool Int. 18.30 ±0.00	23.9 16.4	Flugh. Zürich 194.00 0.57
Also Holding	274.00 0.55	274 175	Forbo Hold. NA 1078.00 -0.55	1386 957	Fund. Real 15.85 ±0.00
ams-OSRAM	1.41 2.84	4.34 0.92	Galderma Gr. 73.00 -0.48	76.2 60.0	Galenica NA 74.25 ±0.07
APG SGA NA	201.00 0.50	226 165	GAM NA 0.27 8.47	0.61 0.23	Georg Fischer 64.10 -1.00
Arbonia NA	12.64 1.94	13.5 7.10	Glärner KB N 21.30 -0.47	26.2 21.1	Grip. Minorities 250.00 ±0.00
Arundel NA	0.16 -22.33	0.30 0.10	Huber+ Suhner 74.20 -0.54	79.2 59.9	Implexia 33.35 -0.89
Aryzta NA	1.73 -1.26	1.83 1.34	Hypo Lenzburg 4180.00 -0.48	4380 3780	Ina Invest 18.50 ±0.00
Ascom NA	7.85 -0.38	12.5 7.00	Idorsia 2.15 -1.19	8.47 1.29	Inficon 1462.00 -0.68
Asmworld	1.55 1.97	2.08 1.26	Interroll 2705.00 -0.92	3120 2245	Intershop N 117.00 -1.35
Autoneum H. NA	137.60 0.44	167 98.8	Investis 100.50 ±0.00	102 89.6	IVF Hartmann 128.00 -1.54
Avolta	36.18 0.67	45.3 29.0	Julius Bär NA 51.26 -0.04	63.4 43.0	Kardex 242.00 -1.02
Bachem H. NA	77.30 -1.47	91.7 54.0	Klingelnb. 16.65 0.91	20.1 15.0	Komax 146.60 -4.06
Baloise NA	154.00 -0.65	157 126	Kudelski 1.40 -2.10	1.99 1.11	Kuros Bios. 11.82 3.50
Barry Callebaut	1577.00 1.87	1763 1215	Landis+Gyr 74.50 -2.36	83.3 60.5	lastminute 20.00 ±0.00
Baselland. KB	850.00 ±0.00	900 830			
Basilea Pharm.	41.50 -0.84	49.0 32.0			
Basler KB PS	64.40 0.63	69.6 60.8			
BB Biotech	39.35 -0.63	49.8 35.4			
Belimo	405.80 -0.10	479 369			
Bell Food	266.50 -0.37	285 244			
Bellevue Gr.	17.30 -0.57	29.7 17.2			
Bergb. Engeln.	41.60 1.46	46.5 39.9			
Berner KB	235.00 -0.84	253 230			
BKW	142.40 -0.63	168 122			
Bossard	216.00 -0.23	230 173			
Bq. Cant. de G.	284.00 -1.05	317 203			
Bq. Cant. de J.	59.00 -	66.5 49.2			
Bq. Cant. Vaud.	95.60 -0.10	113 91.9			
Bucher Ind.	364.00 -0.14	414 314			
Bundner KB	1760.00 -0.56	1815 1610			
Burkhardt	607.00 -0.94	666 436			
Burkhalter	91.20 -0.44	101 83.0			
BVZ	1000.00 0.50	1080 810			
Bystronic	424.50 -0.47	660 396			
Calida Holding	30.25 -0.98	38.3 25.0			
Carlo Gavazzi	311.00 -1.89	391 294			
Cembra Money	74.35 -0.34	76.8 60.0			
CI Com	1.25 -	2.84 0.90			
Cicor Technol.	50.40 1.41	53.4 41.7			
Clariant	13.93 -0.14	15.3 10.8			
Coltene	50.80 -1.17	73.3 50.0			

INDICES BOURSIERS



CHANGES



La Banque 11.06.	Devises achète vend	Billets achète vend	avec 100 fr. on achète
1 Euro	0.9633 0.9635	0.94 1.00	100.15
1 Dollar US	0.8982 0.8983	0.86 0.94	106.67
1 Dollar canadien	0.6518 0.6520	0.62 0.69	144.40
1 Dollar australien	0.5923 0.5925	0.55 0.63	158.10
100 Dollar hongkong	11.5003 11.5020	10.80 12.60	793.65
100 Yens	0.5714 0.5715	0.53 0.62	16260.16
1 Livre sterling	1.1418 1.1423	1.07 1.22	82.14
100 Couronnes suédoises	8.5479 8.5501	7.90 9.45	1058.20
100 Couronnes norvég.	8.3769 8.3790	7.70 9.30	1075.27
100 Couronnes danoises	12.9148 12.9181	11.95 13.70	729.93

1 Bitcoin USD 66515.99 (11.06) 69563.63 (10.06)

Monnaies

11.06.	CHF	USD	EUR	GBP	JPY	CAD	RUB
Franc suisse	-	1.1129	1.0364	0.8743	175.1433	1.5316	99.2327
Dollar US	0.8984	-	0.9313	0.7856	157.3660	1.3762	89.1705
Euro	0.9647	1.0738	-	0.8436	168.9814	1.4777	95.7424
Livre sterling	1.1436	1.2728	1.1853	-	200.3085	1.7516	113.4918
Yen	0.5709	0.0064	0.0059	0.0050	-	0.0087	0.5666
Dollar canad.	0.6528	0.7266	0.6767	0.5708	114.3489	-	64.7881
Rouble	0.0101	89.1705	0.0104	0.0088	1.7647	0.0154	-

TAUX D'INTÉRÊT DU MARCHÉ MONÉTAIRE

	11.06.		11.06.
Saron	1.457	Euribor	1 mois 3.613
€STR	3.912	Euribor	3 mois 3.739
€STR	3.926	Euribor	6 mois 3.751
€STR	3.944	Euribor	12 mois 3.728
€STR	3.862		

PÉTROLE/COMBUSTIBLES



11.06.	10.06.
Baril NY WTI (Nymex) \$/bar.	78.17 78.23
Baril RBOB (Nymex) \$/gal.	2.42 2.43
Mazout Comb. ECO	11.06.
de 3001 à 6000 litres	111.70- 113.90
Prix net du mazout par 100 litres à 15°C en CHF. Source: L'Association des Négociants en Combustibles de Lausanne et environs.	

MÉTAUX PRÉCIEUX



CHF Pièces	achète 11.06.	vend 11.06.
8 Florin Kruggerand	381.00	411.00
Maple leaf	2047	2159
Napoleon 20 Fr.	380.00	427.00
Souverain ancien	479.00	544.00
Souverain nouveau Vreneli 20 Fr.	479.00	539.00
	382.00	427.00

Or (Zurich) Once/USD Kg/CHF	2313 66592	2314 67092
Argent (Zurich) Once/USD Kg/CHF	29.13 836.00	29.18 851.00

Platine (Zurich) Once/USD Kg/CHF	950.50 27230	960.50 27980
Palladium (Zurich) Once/USD Kg/CHF	887.00 25514	892.00 25884

EXPLICATIONS: tous les prix des actions de la bourse de Zurich; * = dernier prix mentionné; Div. = dividende; GS = bons de participation; I = actions au porteur; NA = actions nominatives; PS = bons de participation; St. = actions ordinaires; Vz. = actions privilégiées; le bas/haut sur 52 semaines se réfère uniquement aux transactions boursières. Monnaies/Métal et devises étrangères données fournies par UBS Group AG. Toutes les données sont sans garantie, cours 11.06.2024 / 18.51 h CEST

Source: Infront

MÉTÉO

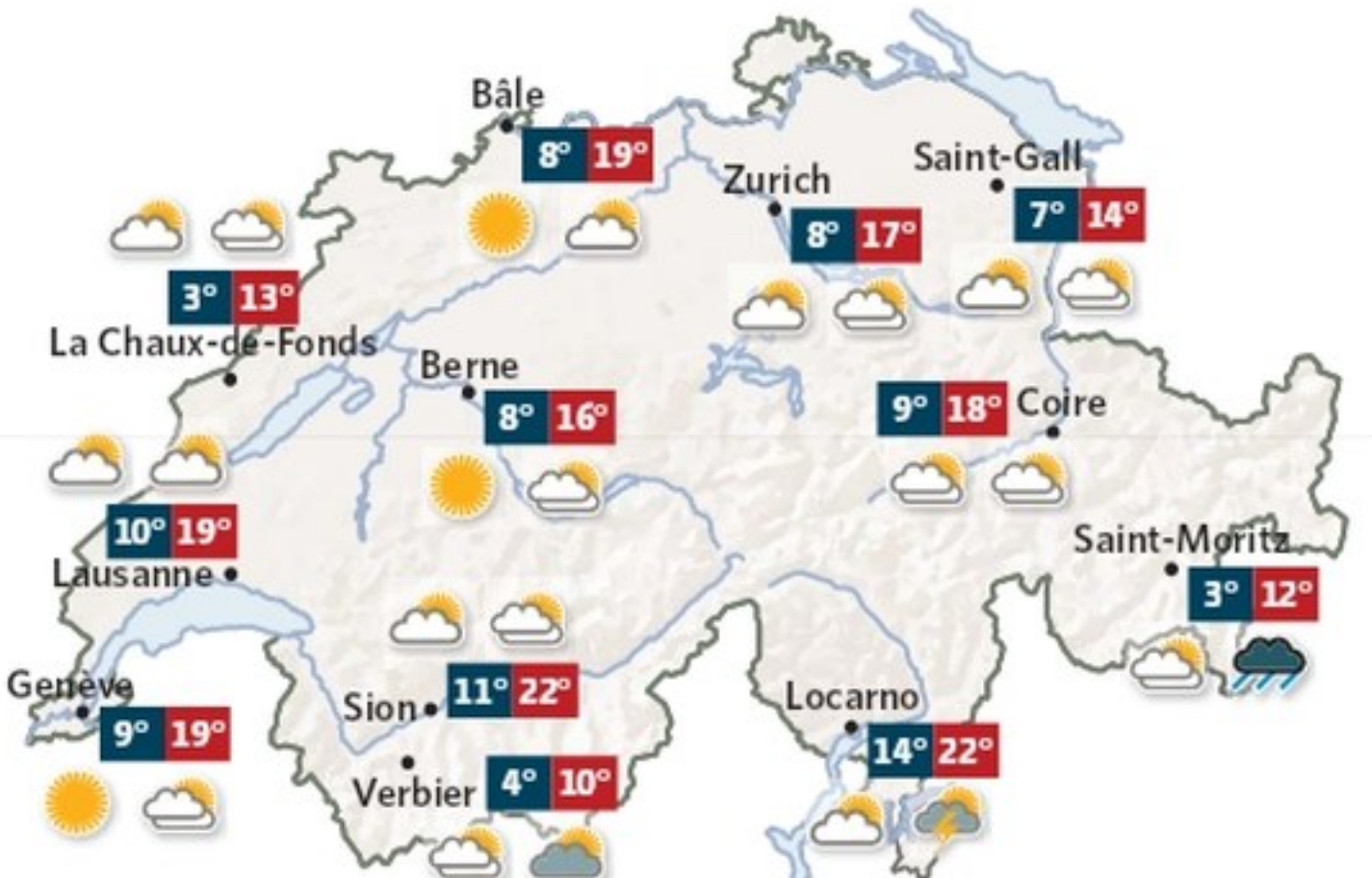
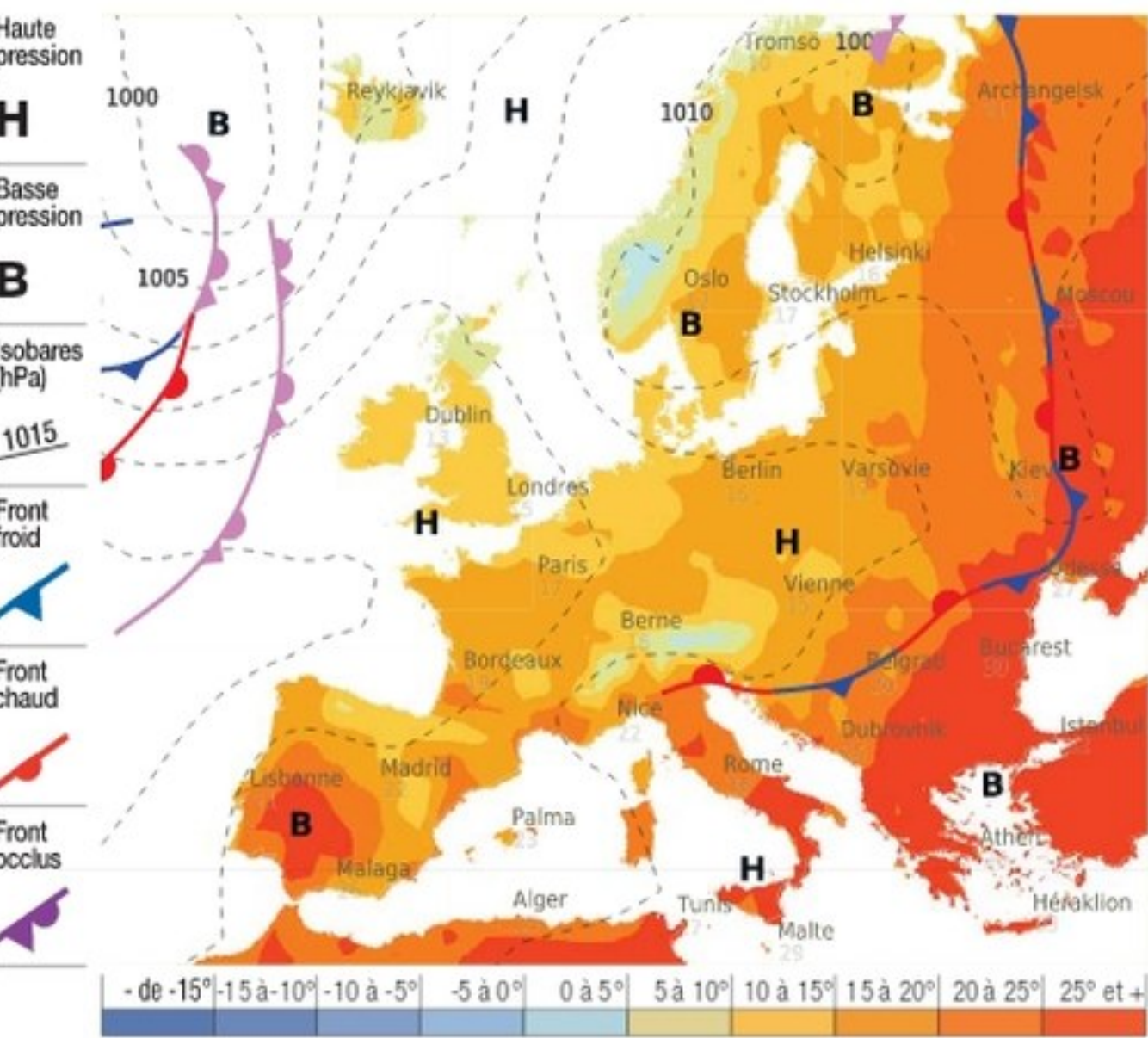
ÉPHÉMÉRIDE

Mercredi 12 juin 2024

lever: 05h43 coucher: 21h28 0 minute de soleil en plus

lever: 11h32 coucher: 01h23 lune croissante taux de remplissage: 34%

Situation générale aujourd'hui à 13h



CE MERCREDI, TEMPS GÉNÉRALEMENT SEC et assez ensoleillé avec des températures en dessous des normes saisonnières et quelques averses dans les Préalpes, sous forme de neige au-dessus de 2000 m. Passage à un temps sec et dégagé dans la

nuit de mercredi à jeudi puis retour probable des averses, par l'ouest, dès vendredi soir avant un samedi couvert et pluvieux. Temps changeant avec des éclaircies, quelques averses et des températures à nouveau à la hausse dès dimanche.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	JEUDI 90 %	VENDREDI 90 %	SAMEDI 70 %	DIMANCHE 80 %	LUNDI 60 %
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	8° 20°	8° 20°	12° 19°	12° 21°	12° 24°
Limite des chutes de neige	-	-	3000 m	-	-
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	10° 23°	9° 22°	13° 21°	12° 23°	13° 25°
Limite des chutes de neige	-	-	3000 m	-	-
Suisse centrale et orientale	10° 20°	9° 20°	13° 20°	12° 21°	12° 23°
Limite des chutes de neige	-	-	2900 m	-	-
Sud des Alpes	12° 23°	15° 22°	16° 21°	16° 23°	16° 25°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi.

Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666

en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24 (fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

Univerre veut relancer la consigne sur les bouteilles

ENVIRONNEMENT La PME valaisanne, qui exploite à Sierre la plus grosse laveuse du pays, veut l'exploiter davantage avec une nouvelle offre logistique et industrielle et un soutien indirect du canton. Une initiative dans l'air du temps

RICHARD ÉTIENNE
X @rietienne

Caisses, étiquettes autoadhésives et subventions. Des nouveautés sur ces trois fronts ont été présentées hier chez Univerre, une entreprise à Sierre spécialisée dans le lavage de bouteilles en verre. Ces annonces doivent permettre de stimuler le marché de la consigne ou de la réutilisation des bouteilles et relancer l'usine valaisanne, qui exploite la plus grande laveuse industrielle du pays.

Réduire de 85% les émissions de CO2
Réutiliser de tels récipients permet de réduire de 85% les émissions de CO2 des bouteilles, selon une étude de l'Agence de la transition énergétique en France. C'est d'autant plus intéressant que les prix du verre neuf ont grimpé et qu'avec la

fermeture de l'usine de Vetro-pack à Saint-Prex (VD), on ne pourra bientôt plus recycler le verre en Suisse. Mais mettre en place une filière du réemploi, et renouer avec les habitudes de nos grands-parents, doit s'accompagner d'une adaptation industrielle et logistique.

«L'offre est valable en Valais mais peut-être que d'autres cantons s'en inspireront»

DÉSIRÉE GEORGES, PORTE-PAROLE D'UNIVERRE

C'est dans ce cadre qu'Univerre a présenté hier deux nouveaux types de caisses, plus maniables que celles que le groupe valaisan proposait jusqu'à présent. Le premier modèle peut contenir des bouteilles Harmonie BVS 30H60 de 50 centilitres – un format répandu. Le second recueille des gabarits plus variés, de 289 à 321 mm de haut, en 70 ou 75 cl. Des adaptations au niveau des corbeilles qui maintiennent les bou-

teilles dans la laveuse doivent lui permettre de traiter un éventail plus large de récipients différents. Les caisses seront consignées et louées à des vignerons. Le dispositif sera rendu plus efficace par l'utilisation d'une étiquette autocollante qui ne laisse aucun résidu au lavage, comme c'est souvent le cas actuellement.

Subvention valaisanne

Les autorités valaisannes soutiennent l'initiative. Le conseiller d'Etat Christophe Darbellay, présent chez Univerre hier, a annoncé que le canton allait accorder une subvention de 30 centimes par caisse aux vignerons. «L'offre est valable en Valais mais peut-être que d'autres cantons s'en inspireront», glisse Désirée Georges, la porte-parole d'Univerre. Ces dernières années, plusieurs projets visant à encourager la consigne ou le réemploi ont vu le jour en Suisse, souvent avec le soutien de l'Etat. Au tout début du siècle, Univerre lavait 20 millions de bouteilles par an, un chiffre qui est tombé à 8 millions l'an dernier. Sa direction estime toutefois que la tendance s'est inversée et que sa nouvelle offre doit lui permettre de renouer rapidement avec les chiffres d'il y a 20 ans. ■

MAIS ENCORE

L'économie mondiale se stabilise mais à un rythme faible
La croissance mondiale devrait connaître un léger mieux cette année, comparé à 2023, en atteignant 2,6%. Elle devrait cependant rester à des niveaux historiquement bas, a estimé la Banque mondiale, qui ne s'attend pas à une accélération de l'économie dans les prochaines années. (ATS)

Le futur président de l'Icann sera basé à Genève

NOMINATION L'organisation au cœur de la gouvernance d'internet a désigné Kurtis Lindqvist à sa tête. Il prendra ses fonctions en décembre et opérera pour la première fois de l'histoire de l'institution en dehors des Etats-Unis

GRÉGOIRE BARBEY
X @GregoireBarbey

C'est un changement qui pourrait être abondamment commenté au sein de la Genève internationale. La Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur internet (Icann) a annoncé lundi la nomination de son nouveau directeur, Kurtis Lindqvist, qui dirige le London Internet Exchange depuis 2019. Celui-ci entrera en fonction en décembre et sera basé dans la cité de Calvin. C'est la première fois qu'un dirigeant de l'Icann pose ses valises en dehors des Etats-Unis, pays dans lequel l'organisation a été fondée en 1998.

Controversée

L'Icann est l'une des institutions qui participent à la gouvernance d'internet. L'organisation est composée de différents acteurs qui gèrent les noms de domaine, les adresses IP et les adresses de premier niveau (comme le «.ch» ou «.swiss»), ainsi que d'intervenants privés et publics réunis au sein de comités consultatifs. L'Icann a été au centre de nombreuses controverses ces dernières décennies. D'abord sous tutelle des Etats-Unis, de laquelle elle s'est affranchie en 2016, l'organisation est aujourd'hui perçue comme le fer



KURTIS LINDQVIST
NOUVEAU DIRECTEUR DE L'ICANN

de lance des intérêts privés. Les Etats sont en effet réunis au sein d'un comité consultatif dont les décisions sont prises à l'unanimité, alors même que les pays divergent dans leur manière d'appréhender la gouvernance d'internet. Par ailleurs, le fait que l'Icann soit soumise au droit américain en raison de la présence de son quartier général à Los Angeles lui vaut des critiques quant à sa capacité d'être une organisation neutre. La décision pourrait donc être perçue comme un signal positif. Elle réjouit en tout cas le canton de Genève. «C'est une reconnaissance du rôle que joue Genève dans la gouvernance d'internet et du numérique, ainsi qu'un encouragement à continuer de développer ce secteur», déclare au Temps Alexander Barclay, délégué genevois au numérique. Bien que l'Icann précise que son nouveau président sera amené à passer beaucoup de temps en Californie, c'est aussi peut-être une manière pour l'organisation de prendre ses distances avec les Etats-Unis à quelques mois de l'élection présidentielle. L'ancien président Donald Trump considère en effet qu'internet est une propriété américaine. ■

PUBLICITE

22 août 2024, Kursaal Berne

Sustainable Switzerland Forum

La conférence pionnière sur la durabilité, avec plus de 30 spécialistes de haut niveau: participez à un dialogue entre des acteurs de l'économie, de la science et de la politique, dans un cadre unique.

Top Speaker

Dr. Antje von Dewitz
CEO, Vaude

Prof. Dr. Ambrogio Fasoli
Prof. EPFL,
CEO EUROfusion

Christine Antlanger-Winter
Country Director,
Google Switzerland

Réservez votre billet

L'initiative de durabilité de l'entreprise NZZ avec des partenaires de l'économie et de la science – et ceux qui veulent faire bouger les choses.

BCG
BOSTON CONSULTING GROUP

BKW

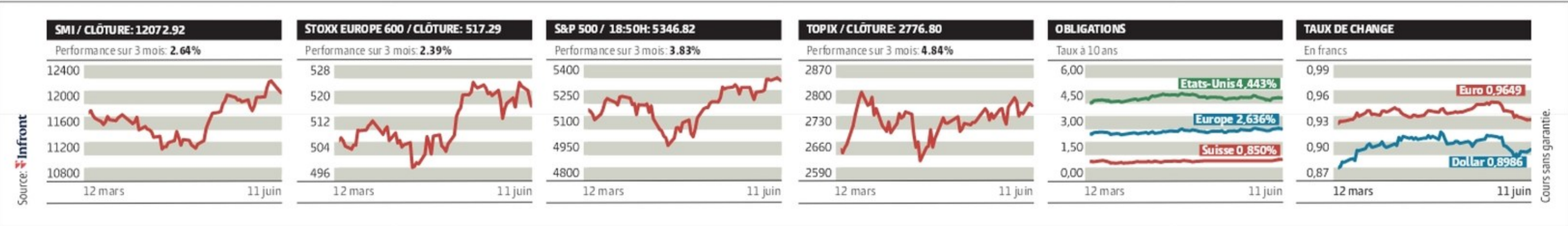
la Mobilière

swisscom

UBS

EPFL

ETH zürich



«Le plus important est de réussir à s’installer comme un acteur fort»

HORLOGERIE Jean Arnault poursuit la requalification des montres Louis Vuitton, du groupe LVMH. Avec l’objectif clair de monter en gamme, pas en volume. Comme l’illustre la relance de la collection Escale

STÉPHANE GACHET

Louis Vuitton est une malle à luxe bien huilée, mais la montre lui a toujours résisté. Pas assez de visibilité. Pas assez de légitimité horlogère. Un positionnement pas assez tendu, étiré de la simple tocante à quartz jusqu’à la grande complication. La famille Arnault, majoritaire dans LVMH, a décidé de remettre le métier à jour. Et c’est le cadet, Jean Arnault, 26 ans, qui a hérité de ce terrain d’exercice. Il est entré dans le département en 2021 et multiplie depuis les coups d’éclat. Après avoir commencé par abandonner la montre à quartz pour se concentrer sur la mécanique, il y a eu la relance de deux marques aussi mythiques que dormantes, **Gérald Genta** et **Daniel Roth**. Toute la stratégie a été recentrée sur une approche manufacture, à travers l’atelier La Fabrique du Temps à Genève (la marque est parisienne, mais le pôle horloger est basé en Suisse), sur le credo «une montre, un horloger». En parallèle, un Prix international dédié aux créateurs indépendants (dont le premier lauréat est **Raul Pagès**, au **Locele**) a été lancé.



Jean Arnault considère sa mission avec sérénité et la passion de ses 26 ans. (PARIS, 2 OCTOBRE 2023/EDWARD BERTHELOT/GETTY IMAGES)

Une spécialité dans une grande marque

Le jeune dirigeant s’est aussi fait les griffes sur les collections existantes. Sa première phrase d’armes a été la refonte du modèle best-seller, la **Tambour**, qu’il a aligné sur la grande tendance du moment: la montre sport chic tout métal avec bracelet intégré. C’est maintenant au tour de la deuxième collection phare, **Escale**, d’être repompée. Avec relance mondiale hier. Prétexte tout trouvé pour s’entretenir avec Jean Arnault, qui a accordé une petite heure au *Temps* quelques jours auparavant.

Le dialogue s’engage sur un bon mot, à propos de la nouvelle collection: «Escale est notre deuxième pilier... Je devrais faire attention aux termes, je sais qu’en Suisse le «deuxième pilier» a une signification particulière.» Puis il fixe le cadre: «La montre pèse très peu chez Louis Vuitton et elle représentera toujours très peu. Le jour où la marque rime avec horlogerie, c’est que nous ne vendons pas assez de sacs.» La marge de manœuvre apparaît considérable. **Morgan Stanley** estime que Louis Vuitton a produit 35 000 montres en 2023, pour un chiffre d’affaires de 162 millions de francs. Une goutte dans les 86,2 milliards d’euros (83 milliards de francs) réalisés l’an dernier sur l’ensemble du groupe LVMH. Réaction de Jean Arnault: «Morgan Stanley nous flatte grandement... Le plus important, pour moi, est de réussir à s’installer comme un acteur fort de l’horlogerie. Le pari de se concentrer sur la haute horlogerie va dans ce sens.»

Mais que peut bien signifier «haute horlogerie» pour Louis Vuitton? La refonte des collections de base de **Tambour** et **Escale** en donnent une idée. Le changement principal tient dans le contenu hor-

loger, dans la motorisation en particulier. La nouvelle **Escale**, pour l’exemple, est entièrement centrée sur un mouvement microrotor. Une sophistication qui justifie à elle seule la montée en gamme.

Le prix moyen a d’ailleurs fait un bond, l’entrée est passée de quelques milliers d’euros à près de 20 000 sur la **Tambour** et à près de 30 000 sur **Escale**. Ce point n’est pas anodin, s’agissant là de montres simples, trois aiguilles, heure, minute, seconde. «Le plus difficile est de construire une montre trois aiguilles de base. Nous avons mis trois ans pour mettre au point l’Escale. Le vrai point de satisfaction est qu’à la fois **Tambour** et **Escale** peuvent être considérées comme des modèles Louis Vuitton originaux. Aucune des deux n’est inspirée de codes d’autres marques.»

La limite des capacités de production

La montée en gamme se construit aussi comme un exercice de style, avec une volonté affirmée de rapprocher l’horlogerie de l’identité de la marque. Particulièrement visible sur les dernières créations, bardées de références à la maroquinerie: «Sur la nouvelle **Escale**, un point important pour moi est que tous les éléments décoratifs soient fonctionnels, comme sur une malle: les index soutiennent le cadran, le rivet sert de couronne, les renforts forment les cornes, même la plaquette arrière porte un numéro unique, comme sur nos malles.»

La focalisation sur la «haute horlogerie» implique en parallèle un recentrage stratégique. «Nous ne cherchons pas à croître par le volume. D’autant moins depuis que nous avons mis en place le programme «un horloger, une montre». Nous sommes ainsi naturellement

«Aujourd’hui, 80% de la clientèle Louis Vuitton ne sait pas que nous faisons aussi de l’horlogerie»

JEAN ARNAULT, DIRECTEUR DES MONTRES POUR LOUIS VUITTON

bridés par nos capacités de production. L’idée est un peu romantique, mais comme ça, le client sait qui a monté son garde-temps. Plus que d’amener quelque chose à l’horlogerie, ce que je cherche avant tout est de faire le meilleur usage possible des ressources de la Fabrique du Temps.»

L’objectif est enfin de renforcer la légitimité horlogère de Louis Vuitton. La marque est présente depuis des décennies sur cette spécialité, mais le grand public n’en a aucune idée. Il s’agit donc de faire savoir ce savoir-faire: «Au niveau de la marque, l’objectif est de faire connaître ce métier et faire comprendre que la qualité de nos montres est sine qua non, comme sur les autres métiers. Aujourd’hui, 80% de la clientèle Louis Vuitton ne sait pas que nous faisons aussi de l’horlogerie.»

Dans l’exercice que s’est imposé le fils Arnault, il faut encore mentionner le **Louis Vuitton Watch Prize for Independent Creatives**, décerné pour la première fois au mois de février. «Avec ce prix, notre intention est d’accompagner le renouveau de l’horlogerie. Il y a encore 20 ans, si vous arrêtiez quelqu’un sur la Cinquième Avenue pour lui demander ce qu’est une montre chère, il aurait répondu Rolex.

Aujourd’hui, il citera **Richard Mille**, **François-Paul Journe**...

Le programme est dense. Ce n’est pas inédit à l’échelle du secteur. **Bulgari** a aussi fait l’objet d’une requalification complète sur ses spécialités horlogères il y a quelques années. Mais trouver un dirigeant aussi jeune face à un tel défi, à la tête d’un outil de production parfaitement rodé, sous l’ombrelle d’une marque universelle, est un cas unique. Jean Arnault considère la mission avec la sérénité d’un prince, mais la passion de ses 26 ans.

L’importance de l’entourage

Jeune mais sage: «Je ne me considère pas comme le directeur artistique. J’ai des équipes avec moi. Mon objectif et mon rôle sont de mettre les personnes en relation et faire en sorte que ça se passe bien... Et de laisser le temps au temps.» A l’écoute de son entourage. «Mon père me dit toujours de me focaliser à 100% sur le produit. Si le produit est juste, les ventes suivent. Ma seule pression est dans le produit, dans sa désirabilité et sa fiabilité. Le reste est accessoire, dans le sens où l’expérience client est déjà acquise chez Louis Vuitton.» Fébrile tout de même: «Franchement, c’est mon job de rêve! C’est mon premier emploi et je ne pouvais rêver mieux. L’horlogerie est un vrai coup de foudre pour moi. Le champ des possibles est tellement ouvert. Et il y a encore beaucoup à faire pour arriver à être définitivement satisfait.»

La difficulté, dans sa situation, sera sans doute de ne pas devenir un roi nu. Il s’en défend: «Est-ce que je suis challengé? Au quotidien, c’est certain. Je suis en contact permanent avec **Pietro Beccari**, le président-directeur général de Louis Vuitton. Mais au-delà, je me repose sur des équipes.» ■

MAIS ENCORE

L’inflation brésilienne s’accélère en mai

L’inflation s’est accélérée en mai au Brésil pour atteindre 3,93% sur un an, une hausse des prix attribuée en partie à l’impact des inondations dans le sud du pays, selon les chiffres officiels publiés hier. Il s’agit de la première hausse après sept reculs consécutifs pour ce taux sur douze mois, qui était de 3,69% en avril. Malgré cette accélération, il se situe dans la fourchette – entre 1,5% et 4,5% – visée par la banque centrale brésilienne. (AFP)

PROPOSÉ PAR BCGE

En recul avant la Fed

BOURSE Mardi, le marché suisse a entamé la séance en hausse de 0,27% à 12170,13 points. Dans l’après-midi, Wall Street se repliait à l’ouverture, à la veille de la publication de l’indice des prix à la consommation en mai aux Etats-Unis et de l’issue de la réunion de la Réserve fédérale. Le SMI a lâché du lest dans le sillage des principaux indices boursiers européens. Le SMI a clôturé en baisse de 0,53% à 12072,92 points et le SPI de 0,51% à 16031,70 points. Du côté des nombreux perdants de la séance, le spécialiste de la logistique **Kühne+Nagel** (-2,88% à 259,60 francs) a affiché la plus mauvaise performance du jour dans le sillage de craintes relatives à l’avenir des taux de fret. Les valeurs financières se sont affaiblies, emmenées par **Zurich Insurance** (-1,26% à 470,40 francs). **UBS** (-0,93% à 277,77 francs) a franchi deux

nouvelles étapes dans l’intégration de **Credit Suisse**. En Suisse, la fusion entre les deux entités helvétiques devrait avoir lieu dès le 1er juillet. Une société

holding unique a été mise en place aux Etats-Unis. Aux poids lourds, **Novartis** a reculé de 0,23% à 94,08 francs et **Nestlé** de 1,05% à 94,60 francs. **Deutsche Bank** a baissé son objectif de cours sur ce dernier, tout en confirmant sa recommandation d’achat. En revanche, **Roche** (+0,79% à 241 francs) a figuré parmi les trois progressions du jour au sein du SMI. De son côté, **Partners Group** (+0,30% à 1163,50 francs) a bouclé un programme de placement de plus de 15 milliards de dollars, le cinquième de son histoire. **Sonova** a grignoté 0,35% à 288,10 francs. Sur le marché élargi, **Molecular Partners** s’est envolé de 12,44% à 4,475 francs. Le laboratoire et son partenaire **Orano Med** ont présenté des données précliniques prometteuses pour leur candidat **MP0712** (thérapie Radio-DARPin) contre le cancer du poumon à petites cellules notamment. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

CHARTÉ ÉDITORIALE WWW.LETEMPS.CH/PARTENARIATS

EN BREF

Atos choisit l’offre de Onepoint face à Kretinsky

Le verdict est enfin tombé pour Atos après un long feuilleton: le conseil d’administration du groupe informatique français, lourdement endetté, a annoncé hier choisir l’offre de reprise du consortium mené par Onepoint, son principal actionnaire, au détriment de celle de l’homme d’affaires tchèque **Daniel Kretinsky**. Partenaire informatique mondial du Comité international olympique depuis 2002, Atos sera l’un des piliers technologiques des JO 2024 de Paris. AFP

L’UE à l’honneur au salon de la haute précision EPHJ

Le salon de la haute précision EPHJ a ouvert ses portes hier à Palexpo aux professionnels du secteur. Pas moins de 760 entreprises suisses et étrangères, qui fournissent aussi bien l’industrie horlogère, que le monde médical et la microtechnique y présentent leurs innovations jusqu’à vendredi. L’ambassadeur de l’UE en Suisse y est notamment invité à débattre des négociations bilatérales. ATS

Le champion genevois qui «court ses rêves»

ATHLÉTISME Timothé Mumenthaler a créé la surprise lundi en décrochant la médaille d'or du 200 mètres aux Championnats d'Europe de Rome. Son immense talent explose après des années perturbées par des blessures qui n'ont pas découragé le sprinter de 21 ans

LIONEL PITTET
X @lionel_pittet

Il était environ 23h lundi quand les hurlements ont déchiré le calme de la nuit d'Onex. Les voisins ont accouru, ouvert la porte, probablement sans prendre le temps de frapper. A quoi bon? Ils allaient forcément trouver la famille Mumenthaler en pleine hystérie... Mais ils n'étaient pas inquiets, bien au contraire: comme ses parents et ses deux frères, eux aussi avaient vu Timothé devenir champion d'Europe du 200 mètres sur le tartin de Rome.

Devant sa télévision, Alexandre Mumenthaler, le père, a éprouvé «une fierté incroyable». «J'ai toujours dit à mes garçons: courez vos rêves! Et c'est exactement ce qu'il a fait.»

Des sept médailles engrangées à ce stade par la délégation suisse, celle du sprinter genevois de 21 ans est la plus surprenante. Parce qu'il est très jeune, parce qu'il participe à son tout premier événement majeur chez les adultes, parce qu'une flopée d'autres coureurs avaient des arguments à faire valoir sur le demi-tour de piste. Parce que l'histoire aussi: aucun homme suisse n'a remporté de titre international en sprint depuis le Valaisan Philippe Clerc lors du 200 mètres des Championnats d'Europe d'Athènes en 1969. Mais le bonhomme a su exploiter ce drôle de couloir 9, où, si son regard ne dévie pas, l'athlète peut avoir l'impression d'être seul au monde. A la clé, l'or donc, et sa meilleure performance personnelle à ce jour: 20"28.

«Il a dédié toute sa vie au sprint»

Ce résultat, d'avis de spécialiste, devrait lui ouvrir les portes des Jeux olympiques de Paris 2024 via sa position dans la hiérarchie mondiale, même s'il ne parvient pas à réaliser d'ici à la fin du mois de juin le chrono officiellement qualificatif de 20"17. Il augure en tout cas d'une belle carrière. «Timothé a le potentiel pour devenir le premier Suisse à courir le 100 mètres en moins de dix secondes», estime Kevin Widmer, son entraîneur depuis trois ans au Stade Genève.

Celui qui détint le record de Suisse du 200 mètres entre 1995 et 2017 (20"41) énumère les points forts de son protégé: «Il est naturellement très puissant, avec de belles qualités d'élasticité et de pliométrie. Vous devriez voir sa détente...



Timothé Mumenthaler a signé lundi sa meilleure performance sur 200 mètres: 20"28. (ROME, 10 JUIN 2024/ JEAN-CHRISTOPHE BOTTI/KEYSTONE)

Mais surtout, il y a la personnalité. Timothé est quelqu'un qui veut tous les records, tous les titres.» Confirmation de son père: «Il a dédié toute sa vie au sprint.»

Même si son succès précoce pourrait laisser penser le contraire, son parcours n'a pas été exempt de galères. Il y a bien sûr eu les sacrifices inhérents à la poursuite d'ob-

jectifs sportifs élevés dans la vie d'un adolescent, souligne le père: «Quand ses potes partaient faire la fête dans une capitale européenne, lui allait dans le sud de la

France bouffer du tartan.» Il y a surtout eu les blessures. L'explosivité de sa musculature la rend fragile. Ses ischiojambiers, muscles situés à l'arrière de la cuisse et particulièrement sollicités par le sprint, souffrent et entravent sa progression pendant plusieurs années.

«C'est très classique», note Kevin Widmer, dont le début de mandat fut consacré à la résolution de ce problème chronique chez le jeune talent. «Nous avons fait énormément de technique de course pour rendre sa foulée moins exigeante pour ses ischios, beaucoup de travail de haies aussi, pas mal de choses pour améliorer sa résistance...» Ce que l'entraîneur nomme «le risque du métier» sera toujours là, comme en témoigne une petite alerte survenue au mois de janvier, mais depuis 2023 et une médaille de bronze aux Championnats d'Europe espoirs, Timothé Mumenthaler semble plus solide. Plus serein. Prêt à exploiter son immense potentiel.

«Timothé Mumenthaler a le potentiel pour devenir le premier Suisse à courir le 100 mètres en moins de dix secondes»

KEVIN WIDMER, SON ENTRAÎNEUR

Où faudrait-il écrire son patrimoine génétique? Son frère Colin (19 ans) est un des grands espoirs suisses de l'escrime. Leur benjamin Emile (17 ans) serait encore plus doué que son aîné en sprint. N'y voir aucun déterminisme parental. Alexandre Mumenthaler raconte: «Moi, j'ai pratiqué la natation, mais pas à un très bon niveau, et mon épouse faisait du football et du footing dans son village au Sénégal, mais voilà... Nous avons juste souhaité que nos enfants fassent du sport, et nous les avons soutenus de manière inconditionnelle. Mais ils auraient pu arrêter à n'importe quel moment – c'est leur vie.»

A l'âge de 10 ans, son fils aîné a d'ailleurs lui-même choisi l'athlétisme, après avoir trouvé l'aïkido

trop strict à son goût. «Il a commencé au sein d'un programme géré par le canton de Genève, sans aucune pression ni objectif de compétition, retrace le père. Après six mois, on m'a conseillé de l'inscrire en club, sans quoi il allait s'enluyer.»

Les médailles ne tardent pas à tomber. A 15 ans, il est le cadet de la délégation suisse aux Jeux olympiques de la jeunesse de Buenos Aires en 2018. Premier grand voyage pour le sport, qui lui permet de s'exercer à l'art de l'interview et de prendre goût à la vie d'athlète de haut niveau qui lui semble promise. A 16 ans, il court le 100 mètres dans un temps canon de 10"61. Il s'accrochera à ces symptômes de talent tout au long de ses saisons de galère.

Grand fan d'Usain Bolt, «il assume un côté showman», note son père, mais c'est dans d'autres moments que son fils l'impressionne le plus. «Quand il doute, qu'il a mal, que c'est l'hiver, qu'il fait froid, que l'entraînement est dur et qu'il rentre en disant avoir vomi sur le tartan, mais qu'il repart motivé le lendemain. Je crois que c'est ça la particularité de l'esprit d'un champion.»

Etudiant à l'EPFL

Celui de Timothé Mumenthaler a aussi besoin d'être stimulé intellectuellement. A côté de l'athlétisme, il étudie la microtechnique à l'EPFL. Son statut de sportif d'élite lui permet de fractionner les années de son bachelier, et donc de libérer du temps pour l'entraînement au printemps, mais les périodes d'exams n'en demeurent pas moins chargées. «Je crois qu'il a besoin de cet équilibre», commente son entraîneur Kevin Widmer.

L'intéressé n'a pas prévu d'interrompre son cursus académique, malgré le contrat qu'il vient de parapher avec un célèbre équipementier sportif, malgré le titre qu'il vient de gagner à Rome. Mais assurément, sa vie va changer.

«On ne mesure pas encore vraiment à quel point», reconnaît son père. Il faudra sans doute un peu de recul à Timothé Mumenthaler lui-même pour réaliser... et il n'est pas pressé d'en prendre. De retour sur la piste du Stadio Olimpico moins de douze heures après y avoir reçu sa médaille d'or, il a contribué mardi à la mi-journée à qualifier la Suisse pour la finale du relais 4x100 mètres, qui aura lieu mercredi soir. Qui court ses rêves peine à ralentir la cadence. ■

Pourquoi l'équipe de Suisse a besoin d'une pelouse parfaite

EURO 2024 Après réflexion, la Nati ne quittera pas son terrain d'entraînement, malgré une qualité jugée insuffisante. L'essentiel est préservé, puisque l'encadrement de l'ASF a pu donner aux joueurs des gages de son engagement et de son professionnalisme

LAURENT FAVRE, STUTTGART
X @LaurentFavre

Degerloch respire: le «Rasengate» n'aura pas lieu. Au lendemain de son gros coup de colère, motivé par la découverte lundi du terrain d'entraînement sur lequel elle est censée préparer ses matches de l'Euro 2024, l'équipe de Suisse a annoncé mardi matin renoncer à l'idée d'aller voir ailleurs si l'herbe est plus verte. En fait, si: elle est allée voir, mais ce n'est guère mieux au terrain d'entraînement des Kickers de Stuttgart et à celui du VfB Stuttgart. La Nati ne quittera pas le Stadion Auf der Waldau, distant de quelques hectomètres seulement de son hôtel.

«Nous avons bon espoir que la qualité du terrain aille en s'améliorant, surtout s'il fait beau ces prochains jours. Faut-il faire plus d'une heure de car par jour pour aller s'entraîner sur un terrain un peu meilleur? Nous en avons parlé hier avec le conseil des joueurs et nous pensons qu'il est préférable de rester ici pour le moment. Nous voulons désormais aller de l'avant et ne plus dépenser d'énergie sur ce sujet», est venu expliquer Adrian Arnold, le responsable de la communication de l'Association suisse de football (ASF).

Ils parlent aux joueurs

Mardi en fin de matinée, c'est vrai que la pelouse avait un peu meilleure mine que la veille. Elle avait été roulée, coupée, arrosée, roulée encore, et les bandes cultivées en gazonnière donnaient un peu plus le sentiment d'un tout uniforme. Du haut de la tour de la télévision voisine, qui culmine à 217 mètres, elle ressemble à un parquet aux lames pianotant sur la gamme chromatique du vert au beige; au ras du sol, elle serait

jugée excellente par 100% des footballeurs amateurs. Rien à voir avec le «champ de patates» que la Nati féminine avait déserté durant l'Euro 2022 en Angleterre.

Les joueurs de la Nati, qui n'ont pas tous laissé le sentiment d'une perfection technique lors des quelques exercices de passes auxquels nous avons pu assister, sont-ils trop exigeants sur la qualité de la pelouse? La question n'est pas vraiment là, et ce qui est intéressant dans cette histoire, c'est la manière dont elle est traitée par l'ASF. Pierluigi Tami, le directeur des équipes nationales, et Adrian Arnold ont parlé aux médias. Ils ont aussi écrit à l'UEFA. Mais ils se sont surtout adressés indirectement aux joueurs. Pour leur dire que l'ASF n'est pas responsable de cette situation, qu'elle prend très au sérieux parce qu'elle veut leur offrir le meilleur.

Lorsque Tami souligne que «l'UEFA s'est excusée» de la qualité du terrain et qu'Arnold précise que «les jardiniers ont travaillé jusqu'à tard dans la nuit», ils donnent des gages d'engagement et de profession-

nalisme à l'effectif qui, à deux exceptions près (le Lucernois Ardon Jashari et le Luganais Renato Steffen), évolue dans des grands clubs étrangers. Certains, comme Xhaka (Arsenal, Leverkusen), Sommer (Bayern, Inter), Shaqiri (Bayern, Liverpool), Akanji (City) ou Zakaria (Juventus, Chelsea) ont connu ou côtoient le très haut niveau, et redescendre est toujours une déconvenue qui peut altérer performance et motivation.

Chaque détail a son importance

«Il est normal que l'équipe nationale n'ait pas les moyens de Liverpool ou du Bayern Munich, mais il faut garantir un niveau assez haut, nous expliquait récemment l'actuel entraîneur du Lausanne-Sport Ludovic Magnin. Je peux tout à fait m'imaginer que pour un Manuel Akanji qui joue à Manchester City avec Guardiola, trouver des conditions un peu «folkloriques» peut être difficile. Ces joueurs ont appris l'importance de chaque détail et ont amené la Suisse à beaucoup progresser dans le professionnalisme de l'encadrement.»

La question est sensible en équipe de Suisse où une certaine défiance continue de séparer les cadres susmentionnés et Murat Yakin, qu'ils jugent un peu trop dilettante. En septembre dernier, après une contre-performance au Kosovo, Granit Xhaka avait incriminé la qualité des entraînements. Quelques semaines plus tard, il reformulait sa critique, adressée «non pas à l'entraîneur, mais à l'équipe et à la fédération. En tant que joueurs, nous avons besoin de meilleurs terrains [que ceux de Saillon et Riddes en Valais].»

LASF avait été fière de dire qu'elle avait obtenu «le meilleur camp de base de l'Euro», que d'autres sélections convoitaient. Qu'elle puisse aujourd'hui attester ne pas être responsable du couac permet de tourner la page du «Rasengate». «Le terrain n'est pas optimal mais ce n'est pas un problème», a ainsi balayé le milieu de terrain Remo Freuler. Mardi, les cris et les rires de la séance d'entraînement à travers la cloison opaque laissaient entendre un groupe qui vit bien. ■

«The Buriti Flower», poétique et engagé

CINÉMA Film d'ethno-fiction entre résilience et combativité, le deuxième long métrage de João Salaviza et Renée Nader Messori nous immerge dans la vision du monde d'un peuple autochtone menacé. Une œuvre vraiment originale

NORBERT CREUTZ

Le Portugais João Salaviza et la Brésilienne Renée Nader Messori forment un tandem de cinéastes qui a percé en 2018 à Cannes avec *Le Chant de la forêt*, rare film à témoigner de la réalité autochtone du Brésil. Les voici de retour avec *Crowrã – The Buriti Flower*, sorte de *bis repetita* plus élaboré, et qui a lui aussi remporté un prix dans la section Un Certain Regard. Et c'est un film qui vaut vraiment le détour, en particulier pour comprendre que notre vision du monde occidentale, rationaliste et capitaliste, n'est pas la seule, qu'il en existe d'autres pas plus bêtes et même nettement plus sages dans l'optique de l'avenir de notre planète.

Peuple indien du Cerrado, la savane brésilienne, les Krahô voient leur territoire réservé (dans l'Etat du Tocantins, au nord-est du Brésil) constamment menacé par des éleveurs, bûcherons et autres braconniers dési-

reux de transformer ses ressources en argent. Pour nous présenter leur réalité, le film choisit une approche impressionniste plutôt qu'un fil narratif continu. A un moment, il est question d'un accouchement plus ou moins imminent, à un autre d'une vache égarée dans la forêt et «chassée» par les enfants, puis d'un intrus indésirable à moto, etc. En émergeant peu à peu l'image d'une communauté villageoise ainsi que les personnages de la petite Jotã, de sa mère Patpro et de l'oncle chamane de celle-ci, Hyjnô.

Un ethnocide qui se poursuit
Insomniaque, Jotã doit apparemment se libérer de visions qui hantent ses nuits tandis que sa mère se prépare à un voyage à Brasília pour participer à une grande réunion des peuples indigènes en compagnie de Hyjnô (le père de l'enfant attendu). Descendant de survivants d'un massacre perpétré par les grands propriétaires terriens en 1940, ce der-



Peuple indien du Cerrado, la savane brésilienne, les Krahô voient leur territoire constamment menacé. (TRIGON-FILM)

nier s'est chargé de transmettre cette mémoire aux jeunes générations, soumises quant à elles à de nouvelles tentations. Mais il ne s'agit pas tant de refuser toute modernité que de chercher à préserver une identité et un mode de vie, bientôt réaffirmés à l'occasion d'une grande fête traditionnelle – même si le port de la culotte y a remplacé la nudité d'autrefois...

Conçu en collaboration avec ses acteurs au travers d'une immersion de quinze mois, *Crowrã – The Buriti Flower* (du nom d'un arbre tutélaire qui est aussi celui de la grand-mère) se situe à la jonction entre documentaire et fiction, parvenant à mêler le cinéma militant et l'essai poétique. D'un côté, les auteurs ont utilisé le bon vieux 16 mm du cinéma ethnographique, de l'autre, ils ne reculent

Tourné en pleine présidence Bolsonaro pro-agrobusiness et anti-écologiste, ceci est une œuvre de combat

pas devant des scènes de reconstitution historique. Mais à l'arrivée, c'est surtout son rythme tranquille et sa mystérieuse non-linéarité qui distinguent ce film du tout-venant. Embarqué dans une autre conception du temps, on s'y égare un peu comme dans ceux du Thaïlandais Api-

chatpong Weerasethakul (*Onclé Boonmee, Memoria*) ou de Rolf de Heer sur les aborigènes d'Australie (*Twelve Canoes, Charlie's Country*).

S'il n'est pas évident d'y distinguer certaines scènes des années 1960-1970, quand la dictature cherchait à enrôler des Indiens dans l'armée ou envoyait des classes s'étonner de ces «sauvages», ni de situer géographiquement les visites à une parente installée dans une proche bourgade «cupé» (le nom donné à tous les non-indigènes, que les Krahô peinent à différencier), le film y gagne une agréable fluidité. Même attendu, le plongeon documentaire dans un autre monde lors de la manifestation de Brasília n'en sera que plus sidérant. Avec au bout du compte ce constat amer:

comme toutes les autres populations indiennes d'Amérique, les Krahô ont toujours été considérés comme de simples dommages collatéraux dans une implacable poursuite du profit.

Autant dire que, tourné en pleine présidence Bolsonaro pro-agrobusiness et anti-écologiste, ceci est une œuvre de combat! A situer quelque part entre le romantique *La Forêt d'éméraude* de John Boorman (1985) et le désespéré *Birdwatchers* de Marco Bechis (2008), un film qui invite à envisager une autre relation au monde et à la nature, avant qu'il ne soit trop tard. ■

Crowrã – The Buriti Flower, de João Salaviza et Renée Nader Messori (Brésil, Portugal, 2023), avec Ilda Patpro Krahô, Francisco Hyjnô Krahô, Solane Tehtikvyj Krahô, Raene Kôto Krahô, 2h03.

EN BREF

Guillaume Meurice finalement licencié par Radio France

Suspendu depuis début mai, l'humoriste Guillaume Meurice a finalement été licencié par Radio France, qui l'accuse de «déloyauté répétée» pour avoir réitéré ses propos polémiques sur le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. C'est la «fin d'un faux suspense», a-t-il estimé hier auprès de l'AFP,

après que la radio publique lui eut notifié par courrier la «rupture anticipée de [son] contrat pour faute grave». Pour rappel, il avait comparé Netanyahu à une «sorte de nazi mais sans prépuce», ce qui avait déclenché des accusations d'antisémitisme et une plainte, finalement classée sans suite. AFP

A Bâle, l'actualité s'invite à la remise des Prix suisses d'art 2024

LAURÉATS Lundi, on remettait des récompenses aux artistes suisses. On n'était pourtant loin d'une ambiance commémorative. Les cérémonies ont été marquées par des préoccupations internationales ainsi que par la prise de conscience d'une plus juste rémunération du monde artistique

ELISABETH CHARDON

Dès son accueil, Léa Fluck, responsable de l'organisation des Prix d'art à l'Office fédéral de la culture (OFC), a rendu attentif à la chance que représentent de tels moments festifs autour de l'art en cette période troublée. Plutôt que de dresser l'historique des 125 ans des Swiss Art Awards, mieux valait se consacrer au présent pour mieux préparer l'avenir. Le concept a aussi tenu lieu de fil rouge aux discours de Carine Bachmann, directrice de l'OFC, et de la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider, venue en soirée inaugurer les expositions liées aux Swiss Art Awards et aux Swiss Design Awards, visibles jusqu'à dimanche. Au-delà des prix, l'OFC s'engage sur le chemin d'une digne rémunération pour les artistes, c'est un des points forts du nouveau message culture 2025-2028.

En attendant ces jours meilleurs, les 25 000 francs reçus par les 11 lauréates et lauréats des Swiss Art Awards s'ajoutent heureusement

à la visibilité que ces prix leur offrent. Parmi eux, trois artistes ou duo d'artistes œuvrant en Suisse romande ont convaincu le jury avec des œuvres nourries par leurs parcours personnels sans être aucunement autocentrées: le duo Idle Hands (Sophie Ballmer et Tarik Hayward) avec une série mêlant le road movie dans les montagnes jurassiennes à l'utilisation sculpturale et picturale de briques grossièrement blanchies, Lou Masduraud avec une fontaine de cuivre

La nécessité de l'art dans les «turpitudes que traverse le monde»

qui souligne les liens entre l'intime et le politique et Marisa Cornejo, avec une vidéo imprégnée de la mémoire de son père artiste et des dessins retraçant ses propres rêves, qui mêlent ses souvenirs d'exilée chilienne à ses préoccupations actuelles, notamment pour la population de Gaza. Une actualité proche-orientale aussi présente durant le vernissage. Sur les parois restées blanches de l'exposition avaient été collées des copies d'une lettre signée par une grande part des artistes nommés et pri-

més. Elle encourage Elisabeth Baume-Schneider et l'ensemble du Conseil fédéral à s'engager plus fortement, notamment pour un cessez-le-feu et le respect du droit humanitaire international.

Comme il est de tradition, les Prix Kiefer Hablitzel/Göhner pour artistes émergents sont remis lors de la même cérémonie. A suivre, le Genevois Bisso Yann Stéphane. Ses peintures figuratives lui valent un Prix spécial qui lui permettra d'exposer au Kunsthaus de Lucerne en 2025. Dans la halle voisine, au sein de la foire d'art Liste, le jeune artiste d'origine camerounaise a aussi droit à une place d'honneur pour le Prix Helvetia 2024.

Enfin, les *laudatio* des Grand Prix suisse d'art, ou Prix Meret Oppenheim, ont rappelé les qualités de partage du travail de la restauratrice et historienne d'art Jacqueline Burckhardt, notamment à travers la revue *Parkett*. On a pu aussi apprécier les architectures entre tradition et innovation du duo complice Marianne Burkhalter & Christian Sumi et mieux saisir encore la profondeur du travail pictural de Valérie Favre. A son tour la Neuchâteloise a mis l'accent sur la nécessité de l'art dans les «turpitudes que traverse le monde». ■

Exposition des Swiss Art et Swiss Design Awards, Halle 1.1, Messeplatz, Bâle, jusqu'au 16 juin.

PUBLICITÉ

SCHULER AUKTIONEN
vente aux enchères

En vue de notre prochaine vente aux enchères

Journée d'expertise gratuite
bijoux · montres · argenterie
objets d'art · arts d'Asie
accessoires de mode · tableaux

Vevey
20 juin 2024
Hôtel des Trois Couronnes
de 10h à 17h

Pour convenir d'un rendez-vous:
delessertcaroline@schulerauktion.ch | 079 643 60 77

UNE OASIS DE BIEN-ÊTRE
au cœur des montagnes

SAISON D'ÉTÉ
→ 13 juin au 27 octobre

waldhaus-sils.ch

WALDHAUS SILS
A FAMILY AFFAIR SINCE 1908

Cet été, Cirque au Sommet jouera sa survie

FESTIVAL Après l'annulation du Vibiscum Festival de Vevey et du Segment Festival de Lausanne, au tour de l'événement valaisan de tirer la prise. La manifestation est en mauvaise posture financière. Mais les organisateurs n'ont pas dit leur dernier mot

LORENE MESOT
X @Lorene_Mesot

Chaque année depuis 2017, jongleurs, trapézistes et acrobates d'ici et d'ailleurs investissent Crans-Montana et ses hauteurs l'été venu, sous chapiteau ou à même l'alpage. Des numéros de haute voltige dans des décors à couper le souffle, avec, à la clé, un joli engouement populaire – 10 000 spectateurs en 2022 et 8000 en 2023. Pourtant, cette année, les projecteurs resteront au placard, le festival est annulé.

L'acrobatie a été jugée trop dangereuse. En sept ans, la manifestation du Haut-Plateau a cumulé pas moins de 400 000 francs de créances, indique *Le Nouvelliste*. Dans les colonnes du quotidien valaisan, son directeur Greg Zavialoff pointe le décalage entre une

croissance portée par le public, les médias, les communes et le canton, et «une structure organisationnelle qui est restée minimale et qui manquait sans doute de la rigueur de gestion nécessaire à un événement ayant pris une telle ampleur».

Faillite ou rebond, un été sur la ligne de crête

Au *Temps*, Greg Zavialoff précise que l'année 2022 a sans doute été le coup d'accélérateur de trop. Alors que de nombreuses manifestations avaient lieu simultanément dans le canton dans un contexte post-pandémique, le festival invite plus de 20 compagnies à se produire, soit «presque autant que le Festival Circa, l'un des plus importants du genre en Europe. L'ambition a dépassé le cadre». Après les chanteurs du Vibiscum Festival de Vevey et les skateurs du Segment

Festival de Lausanne, exit donc les artistes des cimes. Pour cette année du moins.

Il n'est pas (encore) question ici de jeter l'éponge. L'été sera mis à profit pour procéder à une «analyse complète et profonde de la viabilité de la manifestation afin de construire une éventuelle édition 2025 sur des bases saines et pérennes», indique le festival. Dans le *Nouveliste*, Greg Zavialoff évoque un potentiel repreneur. Des discussions sont en cours, fait-il savoir. «Aujourd'hui, nous souhaitons trouver une solution pour le festival et pour toutes les personnes qui ont des factures ouvertes, c'est cela le plus important», complète-t-il pour *Le Temps*.

L'association se donne jusqu'à fin août pour y voir plus clair. Le soutien est-il aussi unanime que le festival laisse l'entendre?

L'Association des communes de Crans-Montana, qui réunit Crans-Montana, Icogne et Lens, avait déjà sensiblement serré les cordons de la bourse en vue de cette édition.

Son budget 2024, public, prévoyait d'octroyer 40 000 francs de subvention au festival contre 200 000 l'an passé. En cause: des crispations concernant la gestion financière de la manifestation, affirme un connaisseur du dossier.

«Les communes nous ont mis face à notre situation financière»

GREG ZAVIALOFF, DIRECTEUR DU FESTIVAL CIRQUE AU SOMMET

«Ce n'est pas à cause de la perte de cette subvention que notre situation financière va mal, c'était déjà le cas avant», reconnaît Greg Zavialoff. «Les communes nous ont fait confiance et soutenu dès le départ. Elles nous ont simplement mis face à notre situation», poursuit-il tout en précisant que l'Association des communes n'est pas fermée à l'idée de soutenir à nouveau l'événement pour autant que des solutions soient trouvées. «A nous de faire notre bout de chemin maintenant», appuie-t-il.

De son côté, le canton du Valais, qui a intégré le cirque aux dispositifs de soutien aux arts de la scène en 2015, dit prendre note de l'annulation et espère voir le festival «rebondir». Son Service de la culture a accordé au festival un montant global de 120 500 francs depuis 2020, pour l'aider à faire

rayonner des compagnies de cirque valaisannes, précise le chef du service, Alain Dubois, au *Temps*. «On voit bien l'intérêt que le festival a pour la région de Crans-Montana et pour tout le canton. Il nous positionne fortement dans un secteur où nous sommes bien reconnus et où on a été pionniers», réagit le conseiller d'Etat Mathias Reynard, toujours dans le *Nouveliste*.

Cette annulation intervient dans un contexte de turbulences pour de nombreux festivals. Outre le Vibiscum et le Segment Festival, le Castrum (arts de la rue, Yverdon), le Belluard Bollwerk (arts vivants contemporains, Fribourg) ou encore le plus Q'île Festival (arts de la scène, Bienne, annulé en 2024), pour ne citer qu'eux, connaissent également le vertige des difficultés financières. ■

Blue Cinema à Genève, une percée romande?

FRÉQUENTATION L'exploitant alémanique va ouvrir l'an prochain un multiplexe de six salles. Pour Ophélie Döbler, membre de la direction, il s'agit de combler un vide au centre-ville de Genève

STÉPHANE GOBBO
X @stephgobbo

Depuis le début de l'année, la Suisse romande a retrouvé deux salles de cinéma indépendantes, le Cinématographe à Lausanne (102 places) et le Spoutnik à Genève (75), reprises par des équipes féminines à la cinéphilie à la fois exigeante et généreuse. Et à la fin du mois, c'est Fribourg qui comptera trois espaces de projection de plus avec la réouverture du Corso – rebaptisé pour l'occasion Korso – et de ses trois salles (une fois 200 et deux fois 100 places). Depuis la pandémie de Covid-19 et de ses longues périodes de fermeture des lieux de culture, d'aucuns pariaient sur l'effondrement du parc des cinémas face au streaming tout-puissant, voici donc qu'il augmente. C'est forcément réjouissant, mais aussi symptomatique de la vitalité des salles indépendantes qui, à l'instar des Cinémas du Grütli à Genève ou du CityClub à Pully, ont même dépassé l'an dernier les chiffres de 2019.

Comblant un vide

Pour les multiplexes misant majoritairement sur le cinéma dominant et des films plus grand public, la situation reste par contre plus tendue, avec depuis le début de l'année une baisse de fréquentation par rapport à 2023, une année marquée par les succès de *Barbie* et *Oppenheimer*. Mais cela n'a pas refroidi un grand groupe alémanique de s'attaquer au marché romand: possédant déjà 80 salles outre-Sarine, blue Cinema – propriété de Swisscom – va ouvrir l'an prochain six salles en plein cœur de Genève, dans les étages inférieurs de Confédération Centre. Il s'agira alors d'un retour du cinéma dans un centre commercial où a notamment été présent Pathé.

Mais y a-t-il vraiment de la place pour six nouvelles salles? C'est forcément la première question qui se pose au vu d'une offre genevoise déjà large, avec

d'un côté le multiplexe de Pathé Balexert et de l'autre de nombreuses salles indépendantes (Scala, City, Nord-Sud, Empire, Ciné 17, Bio, Cinélux...). Pour Ophélie Döbler, Chief Product Officer de blue Cinema, cette ouverture viendra combler un manque, à l'heure où on observe, dit-elle, le besoin post-covid de partager des moments de culture en groupe, loin de la solitude des écrans domestiques: «Bien que le centre-ville de Genève dispose de quelques cinémas arthouse de bonne qualité, il manque un multiplexe moderne et de premier ordre pour répondre à cette demande croissante. Un tel établissement au cœur de la ville va permettre de combler ce vide et d'offrir une expérience cinématographique de qualité supérieure aux habitants et visiteurs.»

Pour la résidente de Zurich, qui reconnaît que «Pathé est un acteur bien établi en Suisse romande», blue Cinema a donc pour ambition première de combler un vide mais aussi, on le devine entre les lignes, de potentiellement détourner une partie du public du chemin de Balexert. Blue Cinema explique en outre dans son communiqué que Confédération Centre est «une étape stratégique importante». Genève ne serait-elle que la première phase d'une percée romande?

«Notre souhait est de proposer une offre à l'échelle nationale. Il est donc envisageable que nous ouvrons d'autres cinémas en Suisse romande. Cependant, cela dépendra naturellement des opportunités d'emplacement et de l'offre déjà existante dans ces régions», répond Ophélie Döbler, tout en expliquant que blue Cinema souhaite s'appuyer sur une expertise nécessaire afin de programmer ces six nouvelles salles en tenant compte des spécificités du marché régional, qui dépend par exemple d'une distribution massivement calée sur l'agenda français des sorties. «En tant que Suisse romande ayant vécu six ans à Genève, je suis très consciente de la culture locale et du fait que de nombreux expatriés anglophones résident à Genève. Cela rendra la programmation particulièrement passionnante.» A suivre donc, à partir du premier trimestre 2025. ■

MAIS ENCORE

Le compositeur Howard Shore recevra un prix à Zurich
Howard Shore, le compositeur canadien de la musique du «Seigneur des anneaux», recevra un Prix d'honneur pour l'ensemble de sa carrière au Zurich Film Festival (ZFF), début octobre. En outre, il présidera le jury du festival international de la musique de film, qui se tient dans le cadre du ZFF. (ATS)

La Bâtie, si insatiable, si raffinée

PROGRAMME Directeur du grand rendez-vous artistique de la rentrée, Claude Ratzé a dévoilé hier une édition fastueuse. Nos conseils pour que l'automne soit électrique

ALEXANDRE DEMIDOFF
X @alexandredmoff

Le vent sur la colline. Et l'appel du paon, du côté de la mare. Le directeur de La Bâtie-Festival de Genève, Claude Ratzé, aime convier la presse sur les hauteurs du bois où est née la manifestation en 1977. Mardi, à l'heure du café, lui, et ses programmeurs – Simone Töndury pour la scène, Thomas Van Daele pour la musique – ont dévoilé une affiche royale, qui allie artistes méconnus souvent jeunes et figures aimées, audaces politico-esthétiques et grandes pièces fédératrices. A l'affiche, du 29 août au 15 septembre, 50 spectacles, concerts et performances devraient électriser les Romands.

Comment choisir, alors que la billetterie en ligne ouvre? Les amoureux des gestes qui sont des entailles dans la mémoire ne manqueront pas les quatre nouvelles pièces de la chorégraphe amé-

ricaine Lucinda Childs, au Théâtre de Carouge fin août. Cette légende vibrante dansera elle-même l'une de ses œuvres. Ces mêmes exaltés tremblent et s'élèveront à la Comédie avec un chœur de femmes – de 8 à 71 ans – constitué par la Polonaise Marta Gornicka. Dans *Mothers. A Song for Wartime*, elle libère la voix des survivantes de la guerre en Ukraine.

La performeuse et chorégraphe espagnole La Ribot promet un autre chambardement à la Maison communale de Plainpalais. Elle invitera le public à déambuler, en musique, dans son sillage et celui de son complice Juan Lorient. Les Young Gods devraient aussi frapper au cœur sur les hauteurs de Fort l'Ecluse. Le groupe reprendra le fameux *In C* du compositeur américain Terry Riley.

Vous recherchez plutôt des textes qui emportent? L'auteur et comédien Wajdi Mouawad vous soulèvera dans *Racine carrée du verbe être*, six heures palpitantes au théâtre de Château Rouge à Annemasse. La Suisseuse Maya Bösch orchestrera, au Poche à Genève, de fines manœuvres à travers *Dans la solitude des champs de coton*, chef-d'œuvre de Ber-

nard-Marie Koltès. A la lisière de la ville, un dealer et un client s'aiment dangereusement. Les comédiens Laurent Sauvage et Fred Jacot-Guillarmod tenteront de trouver un impossible accord.

Vous voulez être happé par la musique? Laissez-vous tenter par le duo américain H31R qui mixe hip-hop et musique électronique ou par l'oudiste et chanteuse franco-palestinienne Kamilya Jubran. Dans un registre plus symphonique et cinématographique, le compositeur allemand Max Richter devrait rassembler les foules au Grand Théâtre. Tout comme la grande organiste Kali Malone avec les ensembles Contrechamps et Macadam au Victoria Hall. La Bâtie rétrécit, contrainte de s'en tenir aux frontières genevoises – «adieu le Grand Genève!», constatait en ouverture de conférence de presse Claude Ratzé. Il n'empêche qu'elle se dilate autrement. Et que ses nuits à la Fonderie Kugler – lieu de fête de cette édition – promettent de tendres effusions, syncopées s'il le faut par les DJ. Claude Ratzé est un gourmet qui ne se refait pas: il régale ses hôtes. ■

La Bâtie – Festival de Genève, du 29 août au 15 septembre.

PUBLICITE

PIGUET
ENCHÈRES | INVENTAIRES | EXPERTISES

JOURNÉE D'EXPERTISES

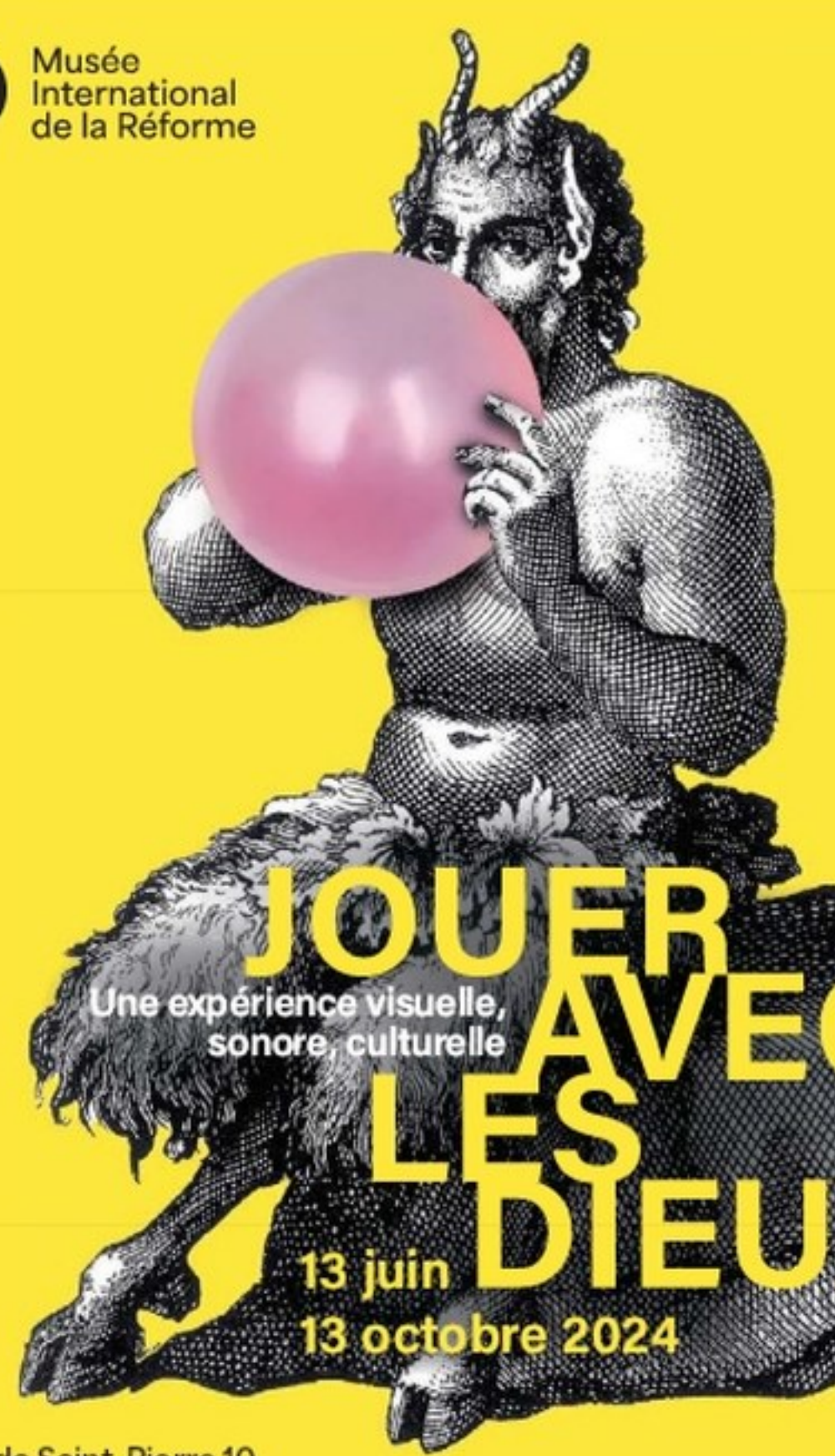
BIJOUX | MONTRES | ART RUSSE | MAROQUINERIE



À LAUSANNE, SANS RENDEZ-VOUS
14 JUIN, 10H00-17H00

PL. ST-FRANÇOIS 4 | 1003 LAUSANNE | 1^{ER} ÉTAGE
021 613 71 11 | LAUSANNE@PIGUET.COM | PIGUET.COM

Musée International de la Réforme



JOUER AVEC LES DIEUX

Une expérience visuelle, sonore, culturelle

13 juin
13 octobre 2024

Cour de Saint-Pierre 10
1204 Genève
WWW.MIR.CH

LOTTERIE ROMANDE

«Une fois que vous m'avez vue toute nue, qu'est-ce qui peut se passer de pire? Je n'ai plus rien à risquer»



PROFIL

1991 Naissance à Paris.

2016 Découverte du théâtre et changement de vocation.

2019 La vidéo de son infiltration dans un défilé Chanel fait le buzz.

2023 Début de la tournée de son spectacle, «Culot».

2024 Sortie, à la fin de l'année, de son film «Rien ne m'arrête».

Dans les rangs du Théâtre du Léman jeudi dernier, une spectatrice s'est fait voler son sac à main. Sans vergogne, aux yeux de tous, la coupable a inspecté et commenté le contenu dudit sac avant de l'embarquer avec elle... sur scène. Une pickpocket en justaucorps à paillettes, sourire triomphal devant le public partagé entre l'envie d'applaudir et de se recroqueviller sur sa chaise: Marie s'infiltrait.

Son nom de scène est une action dans laquelle elle excelle – s'infiltrer où bon lui semble, en particulier là où personne ne l'attend. Des irruptions filmées en caméra cachée pour des vidéos YouTube qui cultivent la «génance». Caméléon aux faux airs de bourgeoise effarouchée, la Parisienne s'est glissée dans un rassemblement du Front national (avant de l'interrompre, majeur levé); s'est fait passer pour une journaliste de BFM TV au milieu des Gilets jaunes; a arpenté les rangs d'une Gay Pride enveloppée dans un drapeau de La Manif pour tous... Et en 2019, coup de maître: en pleine Fashion Week, elle défile quelques secondes sur le podium Chanel – avant de se faire rembarquer par la mannequin star Gigi Hadid. Des images qui feront le tour du monde. On y admirera son audace, on la trouvera détestable.

La révolte qui gronde

Pour Marie s'infiltrer, c'est égal. Déranger est un art de vivre et oser, une philosophie. Dans *Culot*, son bien nommé seule-en-scène, le mot revient comme un mantra. Elle emmène son public pour un «voyage dans la désobéissance», l'encourage à s'affranchir de la honte, des couches de conventions sociales... et de donner l'exemple en tombant la robe dès les premières minutes. Un fessier qu'on avait déjà aperçu lors de la Cérémonie des Césars en 2022, lors d'un autre de ses

coups d'éclat. Une mise à nu nécessaire, lance la comédienne sur une terrasse genevoise où on la retrouve le lendemain, pull estampillé «Gstaad» et air ravi. «Une fois que vous m'avez vue toute nue, qu'est-ce qui peut se passer de pire? Je n'ai plus rien à risquer.»

Et la prise de risque, Marie Benoliel, de son nom de ville, connaît. Passée par Sciences Po, cette fille d'avocats, passionnée de politique, travaille en cabinet ministériel et convoite l'ENA lorsqu'elle découvre les planches, un peu par hasard – son frère lui lègue un bon pour un stage au cours Florent, cette célèbre école de théâtre parisienne. Ce sera la révélation.

La comédie, elle la goûte sur scène mais la voit surtout partout autour. «La vie, c'est un sketch auquel on participe avec beaucoup trop de sérieux. Si j'ai longtemps suivi ces règles avec

Culottée et libre

MARIE S'INFILTRE

Connue pour ses caméras cachées, qui la voient perturber des meetings politiques comme des défilés de mode, la comédienne française la plus effrontée déclare la guerre à la gêne

VIRGINIE NUSSBAUM
✉ @Virginie_nb

glément, j'ai toujours eu en moi ce sentiment de révolte.» Alors Marie, accompagnée de son acolyte Maxime Allouche, commence à s'infiltrer dans toutes les couches de la société pour y révéler l'absurde, le ridicule. Mais sans mépris, insiste-t-elle. Qui aime bien châtie bien, comme on dit.

Bientôt, les abonnés se comptent par millions et ils jubilent de voir Marie, toujours en caméra cachée, arpenter les grandes villes de la francophonie pour en pister les clichés – Genève, ses boutiques de luxe et ses écoles privées en prennent évidemment pour leur grade. A Dubaï, elle documentera plus en profondeur tout autant les conditions de vie des ouvriers immigrés que la vie des influenceurs. Mais la comédienne n'a en réalité qu'une seule destination en tête: la scène. «Pour moi, tout le reste n'est qu'un outil. Je

ne regarde jamais mes vidéos, je m'en fous totalement. C'est juste pour jouer, pour avoir du monde à mon spectacle. Mon vrai être, il est là.»

«Se libérer de son surmoi»

Après un premier seule-en-scène en 2017, *Culot* compile toutes les facettes de Marie s'infiltrer, pour un résultat un peu foutraque mais jubilatoire. Passant de la diva en piano-voix au juge d'instruction binoclard, la comédienne raille ce «public de Blancs» où les «Frouzes» côtoient les banquiers – et invite tout le monde, sans exception, à sortir du cadre et à «passer pour des cons devant des inconnus». En tenant les mains de leur voisin ou en révélant grâce à un code QR le rêve honteux qui les habite. Une catharsis collective pour dompter la peur. «Tout ce spectacle tourne autour de la liberté. Les étapes qu'il faut pour se libérer de son surmoi, de cette prison de gêne qu'on s'est créée, du regard des autres qu'on redoute autant qu'eux redoutent le nôtre. C'est complètement con quand on y pense.»

Identifier ses limites et les dépasser, pour s'offrir la vie qu'on mérite. Chez Marie s'infiltrer, ça ressemble à une existence à 100 à l'heure. Quand elle ne prône pas le lâcher-prise sur des scènes de plus en plus grandes – en décembre, elle passera du Zénith de Paris à l'Arena de Genève – la trentenaire multiplie les projets, qu'elle nous débite très vite parce que tout ça, «ça [la] stresse»: un docufiction autour de ses origines tunisiennes, à la fois juives et arabes, un album de chansons à écouter en cas de chagrin d'amour et un long métrage inspiré par Laetitia, cette amie décédée d'un cancer qui a dopé son courage. Le titre du film? *Rien ne m'arrête*. On peine effectivement à voir quoi. ■

Culot, Arena de Genève, jeudi 12 décembre à 20h.

Un jour, une idée

Camille Lichtenstern fait parler les objets



(ANNE-LAURE LECHAT/CACV)

ÉLÉONORE SULSER
✉ @eleonoresulser

Les objets sont têtus. Leur présence est parfois troublante. Malgré nos désirs contemporains minimalistes, on ne s'en débarrasse pas facilement. On les cache, on les oublie, on les jette, mais ils reviennent sur les marchés, les brocantes, prêts à raconter de nouvelles histoires. Encore faut-il les faire parler. C'est ce que fait l'artiste Camille Lichtenstern dans une exposition au Centre d'art contemporain d'Yverdon (CACV).

Au rez-de-chaussée de l'Hôtel de Ville, l'artiste présente au public le fruit d'une année passée à chiner des objets délaissés; matière noble, densité, caractère, genre de beauté ou d'humour, dimension insolite sont nécessaires pour être choisis. *

Sur des praticables bleu ciel, façon podium de mode, Camille Lichtenstern (1989), diplômée de l'ECAL, scénographe et artiste, organise savamment le défilé du butin qu'elle a rassemblé. Pour Marcel Duchamp, l'élection par l'artiste suffisait à faire de l'objet une œuvre. Ici, c'est à la fois le choix et l'assemblage, le rapprochement subjectif, poétique et surréaliste, qui transforme l'étal de brocante en narration, en poème, en installation.

Au spectateur de décrypter ces rébus. Voici un récipient de terre en forme de tête cabossée. Il côtoie une botte de sept lieues de métal. Presque sous la semelle, une fragile fleur de verre. Plus loin, deux cadres vides regardent des mains de bronze qui se tordent... de douleur? Ici, de grandes clés de bois hérissées de clous, des clés de portes de château, défilent parmi des bougeoirs

en fer forgé... Donjon, oubliettes... Sommes-nous chez Barbe-Bleue? Grenouilles de toutes sortes, dauphin en forme de décapsuleur, visages, têtes, silhouettes, ours, chiens, serpents, baleine, marmotte, oiseaux et crocodile s'invitent dans les fables muettes de Camille Lichtenstern.

Fings, c'est le mot-valise entre *Finding* (trouver) et *Things* (choses) qui sert de titre à cette poétique installation. A la fin de l'exposition, du 8 au 11 août prochain, Camille Lichtenstern organise la débâcle de ses monômes; redevenus libres, les objets seront vendus et viendront peut-être sur vos étagères chuchoter de nouvelles histoires. ■

Exposition «FINGS» par Camille Lichtenstern, Centre d'art contemporain d'Yverdon, jusqu'au 11 août 2024. Du jeudi au dimanche dès 12h. Entrée libre. www.centre-art-yverdon.ch